



► IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 SUR LES TRAVAILLEURS MAROCAINS RÉSIDENT À L'ÉTRANGER

Mars 2022

IMPACT Shaping practices
Influencing policies
Impacting lives

mem appui à la
migration équitable
pour le maghreb
Travail Décent - Protection - Gouvernance



THAMM

Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa



Les questionnements et résultats de cette enquête ne peuvent en aucun cas être considérés comme représentant la position officielle de l'Union européenne ou du Gouvernement italien.

A propos de IMPACT Initiatives

IMPACT Initiatives est un groupe de réflexion et d'action de premier plan, basé à Genève, qui a pour vocation de façonner les pratiques humanitaires, d'influer sur les politiques pour une action humanitaire mieux informée et plus efficace et d'impacter la vie des bénéficiaires de l'aide humanitaire par le biais d'informations fiables, de partenariats et de programmes de renforcement des capacités. Les équipes d'IMPACT sont présentes dans plus de 20 pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe et d'Asie et travaillent dans des régions affectées par les conflits et les catastrophes, ainsi que celles touchées par les déplacements et les migrations. Les activités d'IMPACT sont menées dans le contexte de ses deux initiatives – REACH & AGORA ainsi qu'à travers le soutien direct en matière d'enquête à des partenaires humanitaires (PANDA).

Copyright © Organisation internationale du Travail 2022

Première édition 2022

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Ce rapport a été rédigé par l'équipe d'Impact Initiatives sous la supervision des équipes de l'Organisation internationale du Travail.

L'impact socioéconomique de la COVID-19 sur les travailleurs marocains résidant à l'étranger

Bureau de l'OIT pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, 2022

ISBN : 9789220392744

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Table des matières

Liste des figures	06
Liste des tableaux	08
Liste des cartes	08
Liste des acronymes	08
Résumé exécutif	09
Profil des répondants MRE	09
Impact sur l'état de santé physique et mentale des répondants MRE	09
Impact sur la situation professionnelle des répondants MRE	09
Impact sur logement et la situation administrative des répondants MRE	10
Impact sur les revenus, les prêts divers, l'épargne	10
Impact sur les transferts de fonds	10
Accès à la protection sociale	11
Impact sur les projets de mobilité	11
Introduction	12
Méthodologie	14
Couverture géographique	14
Population d'intérêt	14
Revue des données secondaires	15
Collecte des données primaires	15
Stratégie d'échantillonnage	15
Taille et caractéristiques de l'échantillon	19
Méthodes de collecte de données et analyse	20
Limites et contraintes	21
La crise de la COVID-19 et les MRE	22
Qui sont les MRE ?	22
Phases de l'émigration de travail récente depuis le Maroc	22
Répartition et caractéristiques sociodémographiques des MRE	23
Niveau d'éducation et emplois des MRE	27
Aperçu de l'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur les MRE	30
Impact de la COVID-19 sur l'état de santé physique et mentale des travailleurs migrants	30
Impact de la COVID-19 sur la situation professionnelle des travailleurs migrants	35

Impact de la COVID-19 sur le logement et la situation administrative des travailleurs migrants	39
Impact de la COVID-19 sur les revenus et l'épargne des MRE	39
Impact de la COVID-19 sur les revenus des répondants MRE	42
Impact de la COVID-19 sur l'épargne des répondants MRE	45
Impact de la COVID-19 sur les prêts divers des répondants MRE	47
Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds MRE	50
Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds effectués par les répondants MRE	50
Comment expliquer la hausse dans le volume global des transferts de fonds ?	53
Accès à la protection sociale des MRE	54
Accès à la protection sociale des répondants MRE	55
Accès à la vaccination des répondants MRE	57
Impact de la COVID-19 sur les projets de mobilité des MRE	58
Plans de mobilité des répondants MRE	58
Conclusions et recommandations	61
Etat de santé	61
Inégalités et Protection sociale	62
Transferts de fonds	62
Emploi, mobilité et situation administrative	62
Méthodologie et composition de l'échantillon	63
Annexes	64
Origine des répondants MRE	64
Localisation des répondants MRE	64
Localisation dans les pays de résidence	64
Lieu de résidence de la famille des répondants MRE	73

Liste des figures

Figure 1 :	Phases de la collecte de données	15
Figure 2 :	Genre des répondants	20
Figure 3 :	Répartition de l'échantillon selon le genre des répondants	24
Figure 4 :	Répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge des répondants	25
Figure 5 :	Répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge des répondants et la région de résidence	25
Figure 6 :	Nombre d'années de résidence des répondants	26
Figure 7 :	Localisation de la famille (nucléaire) des répondants	26
Figure 8 :	Niveau d'éducation des répondants	27
Figure 9 :	Dix premiers secteurs d'emploi des répondants	28
Figure 10 :	Régime de travail des répondants	29
Figure 11 :	Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants	31
Figure 12 :	Impact sur l'état de santé. Focus sur les trois réponses les plus rapportées, selon le pays de résidence	32
Figure 13 :	Impact sur l'état de santé, selon le genre	33
Figure 14 :	Impact sur l'état de santé, selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq premières réponses	34
Figure 15 :	Impact sur la situation professionnelle selon la région de résidence	36
Figure 16 :	Impact sur la situation professionnelle selon le pays de résidence. Focus sur les quatre réponses, les plus rapportées	37
Figure 17 :	Impact sur la situation professionnelle selon le genre. Focus sur les sept réponses, les plus rapportées	37
Figure 18 :	Impact sur la situation professionnelle selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq réponses, les plus rapportées	38
Figure 19 :	Impact sur la situation administrative et sur le logement, selon la région de résidence	39
Figure 20 :	Impact sur la situation administrative et sur le logement. Focus sur les cinq réponses, les plus rapportées selon le pays de résidence	40
Figure 21 :	Impact sur la situation administrative et sur le logement selon le genre	40
Figure 22 :	Impact sur la situation administrative et sur le logement selon la tranche d'âge. Focus sur les trois réponses les plus rapportées	41
Figure 23 :	Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon la région de résidence	43
Figure 24 :	Niveau des revenus depuis le début de la crise, selon le pays de résidence. Focus sur les deux réponses les plus rapportées	43
Figure 25 :	Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon le genre	44
Figure 26 :	Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon la tranche d'âge	44
Figure 27 :	Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)	45
Figure 28 :	Proportion de l'épargne sur le total des revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)	45
Figure 29 :	Proportion de l'épargne sur le total des revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)	46
Figure 30 :	Focus sur la variation dans la proportion de MRE épargnant 0% de leurs revenus nets avant et depuis la crise	46

Figure 31 : Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise	47
Figure 32 : Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon le pays de résidence	48
Figure 33 : Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon le genre	49
Figure 34 : Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon la tranche d'âge. Focus sur les sept premières réponses	49
Figure 35 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)	51
Figure 36 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)	51
Figure 37 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)	52
Figure 38 : Variation entre les proportions des fonds transférés selon le pays de destination (avant et depuis la crise)	52
Figure 39 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon la région de résidence	55
Figure 40 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon le pays de résidence. Focus sur les trois réponses les plus rapportées	56
Figure 41 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon le genre	57
Figure 42 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon la tranche d'âge	57
Figure 43 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon la région de résidence	58
Figure 44 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon le pays de résidence	59
Figure 45 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon le genre	60
Figure 46 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon la tranche d'âge	60
Figure 47 : Gouvernorat d'origine des travailleurs MRE	64
Figure 48 : Proportions des répondants résidant dans les pays cibles de l'enquête	65
Figure 49 : Région de résidence des répondants en France	65
Figure 50 : Région de résidence des répondants en Belgique	66
Figure 51 : Région de résidence des répondants en Espagne	66
Figure 52 : Région de résidence des répondants en Allemagne	67
Figure 53 : Région de résidence des répondants en Italie	67
Figure 54 : Région de résidence des répondants en Arabie saoudite	68
Figure 55 : Région de résidence des répondants au Qatar	68
Figure 56 : Région de résidence des répondants aux Emirats arabes unis	69
Figure 57 : Région de résidence des répondants au Koweït	69
Figure 58 : Région de résidence des répondants aux Etats Unis	70
Figure 59 : Région de résidence des répondants au Canada	71
Figure 60 : Genre des répondants	71
Figure 61 : Tranches d'âge des répondants	72
Figure 62 : Niveau d'éducation des répondants	72
Figure 63 : Lieu de résidence de la famille nucléaire des répondants	73

Liste des tableaux

Tableau 1 : Avantages et désavantages du recrutement de répondants par annonces Facebook	17
Tableau 2 : Répartition des répondants selon la région de résidence	20
Tableau 3 : Variation dans la proportion d'épargne sur le revenu net selon le genre	47

Liste des Cartes

Carte 1 : Pays cibles et nombre de répondants par pays	19
--	----

Liste des acronymes

SIGLE	SIGNIFICATION
EAU	Emirats Arabes Unis
UE	Union européenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
MRE	Marocains résidant à l'étranger
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PIB	Produit intérieur brut

Résumé exécutif

La pandémie de la COVID-19 a montré que les travailleurs migrants sont particulièrement exposés à des risques d'ordre sanitaire et socioéconomique¹. Le Gouvernement marocain entretient des relations très actives avec la population des Marocains résidant à l'étranger (MRE), particulièrement dans le contexte de la pandémie. Afin d'appuyer le Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger dans la collecte de données probantes sur les retombées de la pandémie sur les MRE et éclairer l'orientation des politiques publiques les concernant, IMPACT Initiatives (IMPACT), en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) a mené une étude sur « L'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs marocains à l'étranger » entre les mois de mars et décembre 2021.

Les résultats ci-présentés se fondent sur l'analyse des données relatives à 1663 entretiens² avec des citoyens MRE résidant dans onze pays, en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie) dans les Pays du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis et Koweït) et en Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis).

Profil des répondants MRE

- ▶ Presque tous les répondants sont en âge actif, avec une concentration de répondants âgés entre 25 et 39 ans. Deux tiers d'entre eux sont de genre masculin.
- ▶ Les participants MRE à cette enquête ont un profil plutôt qualifié. Une très vaste proportion de répondants travaille à temps plein, de façon formelle (59% en Europe, 78% dans les Pays du Golfe et 63% en Amérique du Nord).
- ▶ Près d'un tiers des répondants a résidé dans un des pays cibles pour un maximum de 4 ans. La majorité des familles des répondants MRE dans les Pays du Golfe résident au Maroc (63%), tandis que la majorité relative des familles des répondants en Europe (42%) et en Amérique du Nord (46%) résident dans le lieux de résidence des répondants.

Impact sur l'état de santé physique et mentale des répondants MRE

- ▶ Les participants à cette étude ont rapporté être affectés sur le plan sanitaire en proportion variable selon la région de résidence. La proportion la plus élevée de répondants MRE rapportant n'avoir ressenti aucune conséquence de la crise sur leur état de santé résident en Amérique du Nord (64%), suivis par les répondants en Europe (56%) et dans les Pays du Golfe (48%).
- ▶ Une dégradation de la santé mentale et un état d'anxiété lié aux conditions de santé des proches sont les manifestations les plus communément rapportées par tous les répondants. En particulier, les répondants ayant rapporté une dégradation de leur santé mentale sont relativement plus nombreux en Europe (17%), dans les Pays du Golfe (16%) et dans une moindre mesure en Amérique du Nord (11%). Les répondants dans les Pays du Golfe ont également rapporté éprouver de l'anxiété par rapport à l'état de santé de leurs proches (17%), dans une proportion plus importante que les répondants dans les autres régions.
- ▶ Les répondants les plus affectés dans leur état de santé sont les répondants âgés entre 18 et 39 ans, ainsi que les femmes.
- ▶ Près de la moitié des 39 MRE interviewés dans la deuxième phase de la collecte de données ont déclaré se sentir plus exposés à l'impact de la crise en raison du fait d'être citoyens étrangers ou, dans une moindre mesure, de nationalité marocaine.

Impact sur la situation professionnelle des répondants MRE

- ▶ La réduction des salaires, la perte d'emploi et la réduction des heures de travail sont les trois problèmes les plus rapportés dans les trois régions cibles concernant la situation professionnelle des répondants. La proportion la

1 : Testaverde M. and Kele P., "What we've been reading: Rethinking migration policies in the COVID era", 16 March 2021.

2 : Total cumulatif des entretiens réalisés pendant les phases 1 et 2 de l'enquête.

plus faible des répondants n'ayant ressenti aucun impact négatif sur leur situation professionnelle réside dans les Pays du Golfe (35%), suivie par les répondants en Europe (57%) et en Amérique du Nord (63%).

- Les femmes marocaines ayant participé à cette enquête ont rapporté que leur situation professionnelle a été affectée par la crise de la COVID-19 en proportion faiblement supérieure aux hommes MRE. En particulier, elles ont rapporté dans une proportion plus importante ne pas avoir pu travailler à cause des restrictions de mouvement (10% comparé à 7% chez les hommes interviewés) ou pour avoir été occupées avec du travail non rémunéré de garde d'enfants ou d'autres composants de la famille (5% des femmes et 1% des hommes interviewés).

Impact sur logement et la situation administrative des répondants MRE

- La situation relative au logement des répondants MRE varie selon la région de résidence. Alors que les répondants dans les Pays du Golfe ont été plus durement affectés (38% seulement ont rapporté aucun impact négatif), la plupart des répondants MRE en Amérique du Nord (80%) et une majorité des répondants en Europe (66%) ont rapporté n'avoir ressenti aucun impact négatif en termes de logement depuis le début de la crise.
- Une proportion de 14% de répondants dans les Pays du Golfe, 8% des répondants en Europe et 2% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté avoir eu des problèmes à obtenir ou renouveler leur permis de séjour.

Impact sur les revenus, les prêts divers, l'épargne

- Plus d'un tiers des répondants dans les Pays du Golfe (34%), 22% des répondants résidant en Europe et 18% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté percevoir un revenu inférieur depuis le début de la crise.
- Dans toutes les régions, une partie minoritaire des répondants ont également rapporté gagner

plus depuis le début de la crise. En Amérique du Nord, les proportions de répondants rapportant recevoir des revenus plus élevés (16%) est très similaire à la proportion de répondants qui reçoivent des revenus inférieurs (18%).

- La proportion des répondants MRE qui rapportent ne pas être capables d'épargner depuis le début de la crise est en augmentation dans toutes les régions et les pays cibles.
- Dans les Pays du Golfe, la proportion de répondants incapables d'épargner a augmenté de +29% depuis le début de la crise. C'est la variation la plus élevée, comparée à celle relative aux répondants en Europe (+14%) et aux répondants en Amérique du Nord (+22%).
- Plus de 60% des répondants en Europe et dans les Pays du Golfe, et 48% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté ne pas avoir de prêts divers à rembourser. Pour une minorité de répondants dans chacune des régions cibles, ce pourcentage, toutefois, a augmenté. L'Amérique du Nord est la région qui voit à la fois les proportions les plus larges de répondants qui ont connu une augmentation (+31%) et une réduction (-7%) de la proportion de prêts divers à rembourser sur le total de leurs revenus.

Impact sur les transferts de fonds

- La plupart des répondants à cette enquête étaient en mesure d'envoyer des fonds au Maroc pendant le deuxième trimestre de l'année 2021. Cependant, la proportion de répondants envoyant 0% de leur salaire a augmenté dans toutes les régions cibles et surtout dans les Pays du Golfe. Depuis le début de la crise, les répondants transférant 0% de leur salaire au Maroc ont augmenté de : +10% en Europe; de +18% dans les Pays du Golfe et de 2% en Amérique du Nord.
- Exception faite des répondants dans les Pays du Golfe, la capacité d'envoi des fonds chez les répondants qui transféraient de larges portions de leur salaire (à partir de 20%) est restée stable ou, parfois, a même faiblement augmenté. Au contraire, les répondants qui transféraient des portions inférieures de leur salaire (0-20%) ont connu une réduction des montants transférés.

Accès à la protection sociale

- ▶ Avant le début de la crise de la COVID-19, les répondants MRE à cette enquête avaient un accès différent aux mesures de protection sociale selon la région de résidence. Plus de la moitié des répondants dans les Pays du Golfe ont déclaré n'avoir accès à aucune mesure de protection sociale. Les répondants en Europe et en Amérique du Nord ont rapporté avoir un accès plus élevé à la protection sociale avant le début de la crise pour toutes les options de réponse.
- ▶ Plus de la moitié des répondants en Amérique du Nord (52%), 45% des répondants en Europe (45%) et 24% des répondants dans les Pays du Golfe ont déclaré avoir toujours accès à la protection sociale dans les pays de destination.
- ▶ Presque la totalité des MRE interviewés (36 sur 39) dans le contexte de la deuxième collecte de données ont déclaré avoir reçu au moins une dose de vaccin dans leur pays de résidence.

Impact sur les projets de mobilité

- ▶ Les répondants MRE dans les Pays du Golfe sont les moins susceptibles de garder leurs plans de mobilité (21%), comparés aux participants MRE qui résident en Europe (45%) ou en Amérique du Nord (54%). Les répondants les plus favorables à quitter leur pays de résidence vivent dans les Pays du Golfe, qui sont également les lieux de résidence des répondants qui ont été plus durement affectés par l'impact socioéconomique dérivant de la pandémie.
- ▶ En Europe (15%) et en Amérique du Nord (16%), l'option de réponse la plus choisie par les répondants souhaitant changer leurs plans de mobilité est celle de vouloir rester plus de temps dans leur lieu de destination. Ce pourcentage est très similaire à celui relatif aux répondants dans les Pays du Golfe pour la même option de réponse (16%).

► Introduction

Il est estimé qu'**entre 4 et 5 millions de citoyens marocains résident à l'étranger**³. Il s'agit d'une population équivalente à environ 10% de la population nationale, très diversifiée par ses caractéristiques sociodémographiques et susceptible d'être exposée à différents degrés aux retombées socioéconomiques de la crise de la COVID-19 actuelle. En effet, loin d'avoir un effet niveleur, la crise de la COVID-19 a amplifié les inégalités et les vulnérabilités déjà existantes et révélé que certains groupes, dont les travailleurs migrants, sont particulièrement exposés à des risques d'ordre sanitaire et socioéconomique en raison de facteurs liés à leurs conditions de vie et d'emploi⁴.

Surreprésentés dans les secteurs économiques essentiels, les travailleurs migrants sont moins en mesure de mettre en œuvre la distanciation sociale et sont exposés à des risques sanitaires majeurs. Ils ne sont cependant pas plus protégés pour ceci. Comparés aux personnes ayant la nationalité des mêmes lieux de résidence, les travailleurs migrants ont tendance à recevoir des salaires plus bas et à avoir des contrats de plus courte durée, offrant des garanties d'emploi limitées⁵. Par ailleurs, les travailleurs en condition irrégulière sont souvent exclus des systèmes de protection sociale dans les pays de destination⁶. **L'ensemble de ces éléments rend les travailleurs migrants plus vulnérables à perdre leur emploi ou leur salaire en temps de crise**, d'autant plus qu'ils disposent de mécanismes de protection très limités⁷. En plus du risque que les conditions des Marocains résidant à l'étranger (MRE) plus vulnérables soient fragilisées, la crise pose également des interrogatifs sur les retombées en termes de développement pour le Maroc. Avec 7,419 millions de dollars américains envoyés en 2020 vers le Maroc⁸, les transferts de fonds des MRE ont dépassé les recettes touristiques pour la même année et contribué à la baisse du déficit du compte courant de la balance des paiements⁹. Dans un contexte de crise qui met en danger la sécurité financière et la capacité d'épargne de beaucoup de personnes, des questions se posent sur la capacité des MRE à pouvoir continuer à envoyer des fonds pour soutenir leurs ménages ou des projets de développement dans leur pays d'origine.

Afin d'adresser ces questions dans le contexte marocain, appuyer le Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger dans la collecte de données probantes et éclairer l'orientation des politiques publiques les concernant, IMPACT Initiatives (IMPACT), en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) a mené une étude sur « L'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs marocains » résidant dans onze pays entre l'Europe, les Pays du Golfe et l'Amérique du Nord entre les mois de mars et décembre 2021.

Les résultats de cette étude se fondent sur un total de **1633 entretiens¹⁰ avec des MRE échantillonnés grâce à une approche innovante qui utilise des annonces Facebook pour cibler la population d'intérêt**. L'étude a pour objectif de fournir une meilleure compréhension des retombées de la COVID-19 sur la population MRE concernant: (1) l'état de santé, la condition administrative et l'emploi, (2) le revenu, l'épargne, et (3) les transferts de fonds, (4) l'accès à la protection sociale et (5) les plans de mobilité.

-
- 3 :** Berriane M. et al. (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains Résidant à l'Etranger.
 - 4 :** Testaverde M. and Kele P., " What we've been reading: Rethinking migration policies in the COVID era", 16 March 2021.
 - 5 :** Voir par exemple: Fasani, F. and Mazza, J., A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic, EUR 30225 EN, Publications Office of the European Union, Ispra, 2020, ISBN 978-92-76-18957-2.
 - 6 :** OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris.
 - 7 :** Fasani, F. and Mazza, J., A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic, EUR 30225 EN, Publications Office of the European Union, Ispra, 2020, ISBN 978-92-76-18957-2, doi:10.2760/914810, JRC120730.
 - 8 :** Banque Mondiale, « Personal remittances, received (current US\$) – Morocco », dernier accès effectué le 7 décembre 2021.
 - 9 :** L'Economiste, Transferts des MRE: un record prévu en 2021, 14 octobre 2021.
 - 10 :** Total cumulatif de la phase 1 et 2 de la collecte de données.

Ce rapport présente d'abord la méthodologie et les raisons pour lesquelles elle a été choisie. Les sections suivantes sont structurées selon les axes de recherche mentionnés : le premier chapitre porte sur la situation sanitaire, administrative et professionnelle des MRE qui ont participé à l'étude, le deuxième chapitre analyse l'impact de la crise sur les revenus et l'épargne, le troisième chapitre se concentre sur les transferts de fonds, le quatrième chapitre explore l'accès des MRE aux mesures de protection sociale et le cinquième chapitre porte sur les plans de mobilité en conséquence de la pandémie.

► Méthodologie

Le but de l'étude « L'impact de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs marocains résidant à l'étranger (MRE) » était d'avancer la compréhension de l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs marocains résidant dans onze pays en Europe, dans les Pays du Golfe et en Amérique du Nord.

Les questions de recherche traitées dans cette étude sont les suivantes :

- 1- Quel est l'impact sanitaire de la COVID-19 sur les MRE ?
- 2- Quelle est la situation socio-économique et administrative actuelle des MRE ?
- 3- Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et le revenu des MRE?
- 4- Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'épargne et les transferts de fonds des MRE?
- 5- Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'accès à la protection sociale dans les pays d'intervention ?
- 6- Comment la pandémie a-t-elle affecté les plans de mobilité des MRE ?

Couverture géographique

L'étude a ciblé les MRE résidant dans onze pays cibles, concentrés en trois régions :

- Europe : Allemagne, Belgique, Espagne, France et Italie.
- Pays du Golfe : Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Koweït.
- Amérique du Nord : Canada et Etats-Unis.

Ces pays ont été choisis par l'OIT et le Ministère Délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger, en raison de la vaste présence de citoyens marocains qui y résident¹¹. Une très faible partie de répondants, résidant dans des pays autres que ceux cités ci-dessus¹² a également répondu au questionnaire. Leurs réponses ne figurent dans ce rapport que dans l'analyse agrégée des données.

Population d'intérêt

La définition de « travailleur migrant international » utilisée dans cette étude est celle proposée par l'OIT, qui définit ainsi tout individu qui (1) « durant une période de référence définie, faisait partie de la main-d'œuvre du pays où il réside habituellement, en étant en emploi ou au chômage », ou (2) n'était pas un résident habituel du pays mais était présent et avait un lien avec le marché du travail du pays »¹³.

Il en découle que, dans le cadre de cette enquête, la population d'intérêt comprend tout(e) citoyen(ne):

- de nationalité marocaine ;
- âgé(e) de plus de 18 ans ;
- travaillant, ayant travaillé ou étant à la recherche d'emploi et résidant (en condition régulière ou irrégulière) dans un des pays listés ci-dessus (consulter la section « couverture géographique »).

11 : UNDESA, International migrant stock 2019, <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/dataestimates2/estimates19.asp>

12 : Un total de 3 répondants résidant au Bahreïn et aux Pays Bas.

13 : La définition utilisée dans le cadre de cette étude est extraite de la Directive CIST/20/2018/ de la 20ème Conférence internationale des statisticiens du travail. Pour plus d'informations, consulter le lien : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/meetingdocument/wcms_648954.pdf

Revue des données secondaires

Une revue des données secondaires a guidé la conception des questions de recherche et le choix de l'approche méthodologique pour cette étude. Elle a permis ensuite de contextualiser et trianguler les résultats de la collecte de données primaires. A cette fin, IMPACT a consulté les statistiques nationales sur les MRE dans les pays cibles, où disponibles, des articles de presse et académiques, des rapports de l'OIT et d'autres organisations internationales sur la situation des MRE dans les pays cibles de l'étude, ou sur la situation des travailleurs migrants de manière plus générale.

Collecte des données primaires

Les données primaires ont été collectées à travers des entretiens individuels structurés en ligne, chargés sur la plateforme de sondage « Qualtrics ». La collecte de données a eu lieu en deux étapes :

- 1- Phase 1 : **menée du 4 juin au 21 août 2021** avec 1594¹⁴ MRE échantillonnés à l'aide d'annonces Facebook. Elle a eu pour but d'explorer l'impact actuel de la COVID-19 sur la situation sanitaire et socio-économique des MRE.
- 2- Phase 2 : **menée du 31 octobre au 7 novembre 2021** avec 39 MRE parmi les 305 répondants à la phase 1 qui avaient consenti à être recontactés par IMPACT pour répondre à un deuxième questionnaire. Le but était d'approfondir et nuancer les résultats clés de la première phase de l'enquête.

Figure 1 : Phases de la collecte de données



Stratégie d'échantillonnage

Phase 1 de la collecte de données

La première phase de la collecte de données s'est servie d'une stratégie d'échantillonnage dirigée en ligne avec recrutement des répondants à l'aide d'annonces Facebook. Le questionnaire développé pour l'enquête était structuré en deux parties :

- ▶ Les questions dans la première partie, portant sur le profil socio-démographique des répondants, ont été répondues par un total de 3226 répondants ;
- ▶ Les questions dans la deuxième partie, portant sur l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les MRE ont été répondues par un total de 1594 MRE¹⁵.

¹⁴ : Ayant répondu au moins à 70% du questionnaire.

¹⁵ : Le taux de réponse varie pour chaque question car les répondants avaient la faculté de ne pas répondre.

Les différents taux de réponse s'expliquent par la nature sensible des thématiques traitées, ainsi qu'à la typologie de l'enquête (en ligne). Les prochains chapitres présentent les résultats de l'enquête dans leur ensemble. Cependant, afin d'éviter de perdre les informations sur le profil socio-démographique et la localisation des 3226 participants qui ont répondu à la première partie du questionnaire, celles-ci sont présentées comme annexe à la fin de ce rapport.

Opérationnalisation de la stratégie d'échantillonnage: comment recrute-t-on des répondant à travers des annonces Facebook?

La phase de préparation s'est déroulée en deux étapes :

- 1- **Développement, codage et publication du questionnaire sur la plateforme Qualtrics** (en deux langues : l'arabe et le français) et génération d'un lien sur lequel cliquer pour avoir accès au questionnaire;
- 2- **Création des annonces Facebook et définition des publics cibles associés**, sur la base des caractéristiques sociodémographiques, les intérêts et la langue parlée par la population d'intérêt.

Une fois validées, les annonces Facebook apparaissent sur les profils des utilisateurs répondant aux caractéristiques de la population d'intérêt. Chaque annonce contenait le lien du questionnaire et une explication de l'objectif de l'étude. En cliquant sur l'annonce, les répondants étaient immédiatement dirigés à la plateforme Qualtrics et recevaient plus d'informations sur les objectifs et la nature de l'enquête, les garanties de confidentialité et les modalités de participation. Afin de confirmer que la population d'intérêt ait bien été ciblée, des questions filtres concernant la nationalité, le statut d'emploi et le pays de résidence ont été posées au début du questionnaire. Les participants arrivés à la fin du questionnaire, ont été invités à partager leur adresse mail et à fournir leur consentement à participer à la deuxième phase de l'enquête.

Pourquoi recruter des répondants à l'aide d'annonces Facebook ?

L'utilisation de cette approche méthodologique a permis, en premier lieu, de contourner la contrainte représentée par l'indisponibilité d'une base de sondage. En effet, les données administratives dans les pays de résidence ne sont pas toujours accessibles, « suffisantes, fiables et comparables »¹⁶. D'autre part, la base de données consulaires « Al-Konsol » est fondée sur les enregistrements volontaires des citoyens marocains et n'est pas systématiquement actualisée¹⁷.

Deuxièmement, l'utilisation d'une approche par annonces Facebook a permis de contourner des objectifs ambitieux, tout en respectant des contraintes d'ordre logistique (dictées par la pandémie actuelle) **et budgétaire. Aucune autre méthode de collecte de données traditionnelle n'aurait permis d'atteindre une portion aussi large de la population** d'intérêt dans sa diversité ; avec une extension géographique aussi vaste en aussi peu de temps, et sans disposer d'informations fiables sur sa distribution dans les pays cible.

¹⁶ : Berriane M. et al. (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains Résidant à l'Etranger.

¹⁷ : Ibid

Une synthèse non exhaustive des arguments en faveur et contraires à l'utilisation de cette approche est illustrée dans le tableau ci-dessous¹⁸.

Tableau 1 : Avantages et désavantages du recrutement de répondants par annonces Facebook

AVANTAGES	DESAVANTAGES
Permet de dépasser les limites imposées par le manque d'une base de sondage.	Besoin que la population d'intérêt dispose d'une connexion à internet et un compte Facebook.
Permet de mener des enquêtes, même en manque d'une base de sondage. Autrement dit : sans avoir d'informations sur la taille et la répartition de la population d'intérêt.	Biais fréquents liés à l'âge, le niveau d'éducation et le genre des répondants difficiles à ajuster ¹⁹ .
Permet d'obtenir un échantillon large, diversifié en termes de répartition géographique, tout en ayant une disponibilité de budget et de temps limitée, en comparaison avec les méthodes de collecte de données traditionnelles.	Bien que, en théorie, toute unité de la population d'intérêt ait une chance égale de visualiser l'annonce Facebook, dans la pratique, ce processus n'est pas aléatoire car il est biaisé par l'algorithme de Facebook.
Permet de planifier, mettre en œuvre et obtenir des résultats rapides dans des circonstances contraignantes (comme dans le cas de la COVID-19).	
Avantages spécifiques à l'utilisation de Facebook: (1) son faible coût comparé à d'autres types de promotion publicitaire, (2) sa grande portée ²⁰ et la disponibilité des métadonnées sur les utilisateurs Facebook permettant de s'adresser à des groupes spécifiques et/ou difficiles à atteindre.	
Accès à la population d'intérêt avec flexibilité de temps grâce à la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux.	

Suivi et défis rencontrés

IMPACT a suivi la performance des annonces Facebook²¹ et modérait les réactions aux annonces Facebook au quotidien, soit en fournissant des éclaircissements ou en gérant les commentaires offensifs ou déplacés.

¹⁸ : La liste est le résultats de considérations trouvées dans la littérature et/ou observée par IMPACT dans la mise en œuvre du projet. En termes de littérature existante, voir par exemple: Ersanilli, E. & Van der Gaag, M. (2020). "Data report: online surveys. Wave 1" MOBILISE working papers., et Kühne S, Zindel Z., (2020), "Using Facebook and Instagram to recruit web survey participants: a step-by-step guide and application". Survey Methods: Insights from the Field.

¹⁹ : Kühne S, Zindel Z., (2020), Using Facebook and Instagram to recruit web survey participants: a step-by-step guide and application. Survey Methods: Insights from the Field.

²⁰ : Plus de 22 millions de Marocains utilisaient Facebook en janvier 2021 : Jadrœoui S., « Réseaux sociaux : 22 millions d'utilisateurs au Maroc », Aujourd'hui. Le Maroc, 19 février 2021.

²¹ : En termes de nombre de clics aux annonces en relation au nombre de questionnaires remplis.

Ce suivi a permis d'identifier rapidement deux tendances produisant un taux de réponse plus faible qu'il était attendu :

- ▶ Un taux d'abandon élevé entre la première et la deuxième partie du questionnaire et relativement aux questions sensibles, notamment celles relatives aux revenus, à la gestion des finances et aux plans de mobilité future des répondants. La méfiance des répondants envers ces sujets a, d'ailleurs, trouvé expression également dans les commentaires aux annonces Facebook. De plus, les enquêtes en ligne présentent généralement un taux d'abandon plus élevé comparé aux collectes de données conduites par des enquêteurs en face à face.
- ▶ Une taux de réponse et une performance des annonces Facebook différentes selon la région de résidence des MRE. Ceci est probablement dû aux règles de fonctionnement de Facebook concernant la visibilité des annonces, ainsi qu'à la diversité des profils des utilisateurs MRE interceptés dans chaque région. Depuis le début, par exemple, le taux de réponse des résidents en Amérique du Nord a été plutôt élevé plus comparé à celui dans les autres régions. En Europe, le taux de réponse a été plus lent à décoller malgré l'ampleur de la population marocaine qui y réside.

Mesures de mitigation

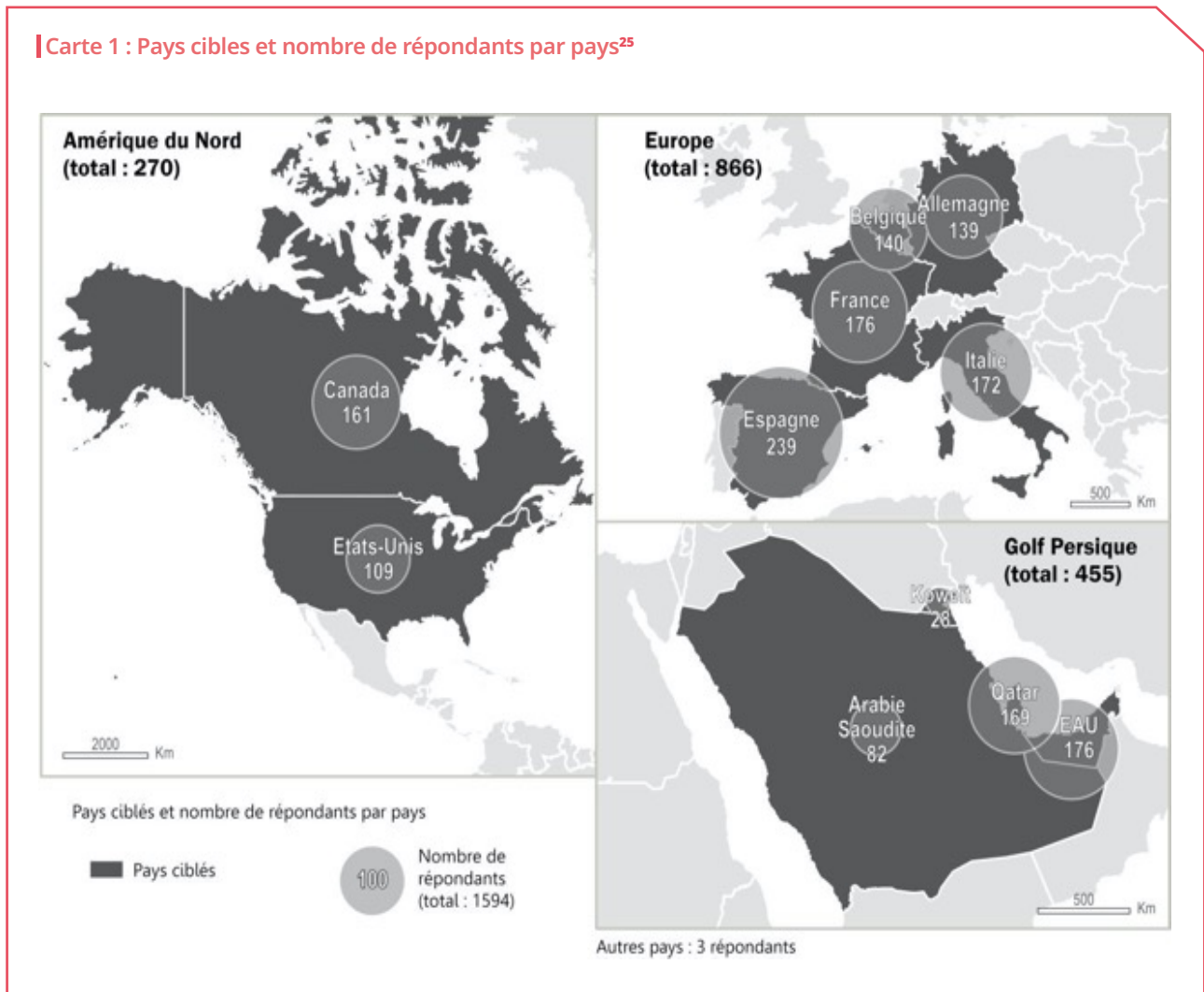
En réponse aux problèmes identifiés, IMPACT et l'OIT ont convenu de renforcer mutuellement la stratégie de visibilité et de diffusion du lien du questionnaire et d'utiliser des moyens d'échantillonnage supplémentaires à l'échantillonnage par annonces Facebook. A cette fin, IMPACT a :

- ▶ Créé des postes Facebook ultérieures, publiés sur la page Facebook officielle de IMPACT, expliqué le but de l'enquête et invité la population cible à y participer ;
- ▶ Partagé ces mêmes postes sur des groupes Facebook portant sur des thèmes afférents l'émigration marocaine dans les pays cibles ;
- ▶ Pris contact avec des organisations non-gouvernementales, associations de MRE, syndicats et autres entités dans les pays cibles afin de maximiser la diffusion du questionnaire d'enquête auprès de leurs réseaux.

Taille et caractéristiques de l'échantillon

La première collecte de données a produit un échantillon de 1594 répondants²². Le carte ci-dessous montre la répartition des répondants selon la région et le pays de résidence^{23 24}.

Carte 1 : Pays cibles et nombre de répondants par pays²⁵



Phase 2 de la collecte de données

Une deuxième collecte de données a été menée avec un nombre restreint de participants afin de confirmer et / ou nuancer certaines des tendances émergées de la première phase de l'enquête.

Lors de leur participation au premier questionnaire, il a été demandé aux répondants s'ils souhaiteraient être recontactés par IMPACT pour participer à une deuxième collecte de données. Parmi les 1594 participants, 305

²² : Ayant répondu à plus de 70% du questionnaire. La taille de l'échantillon (« n ») est susceptible de changer selon la question posée, car les répondants n'avaient pas l'obligation de répondre à toutes les questions du questionnaire.

²³ : Pendant la phase de développement de la méthodologie pour cette étude, il était prévu que la cible de l'échantillon global serait de 3741 répondants. Des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la collecte de données n'ont pas permis d'atteindre cet objectif global. Cependant, les cibles atteintes au niveau pays sont toutes plus élevées que les objectifs qui étaient initialement prévus, à l'exception de trois pays : l'Espagne, la France et l'Italie. Au niveau régional, le nombre de réponses enregistrées est plus élevé pour les Pays du Golfe et l'Amérique du Nord (455 répondants dans les Pays du Golfe au lieu de 151, 270 répondants en Amérique du Nord au lieu de 231) mais plus limité pour l'Europe (866 répondants au lieu de 3359).

²⁴ : Les caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon sont présentées dans le chapitre « résultats » de ce rapport.

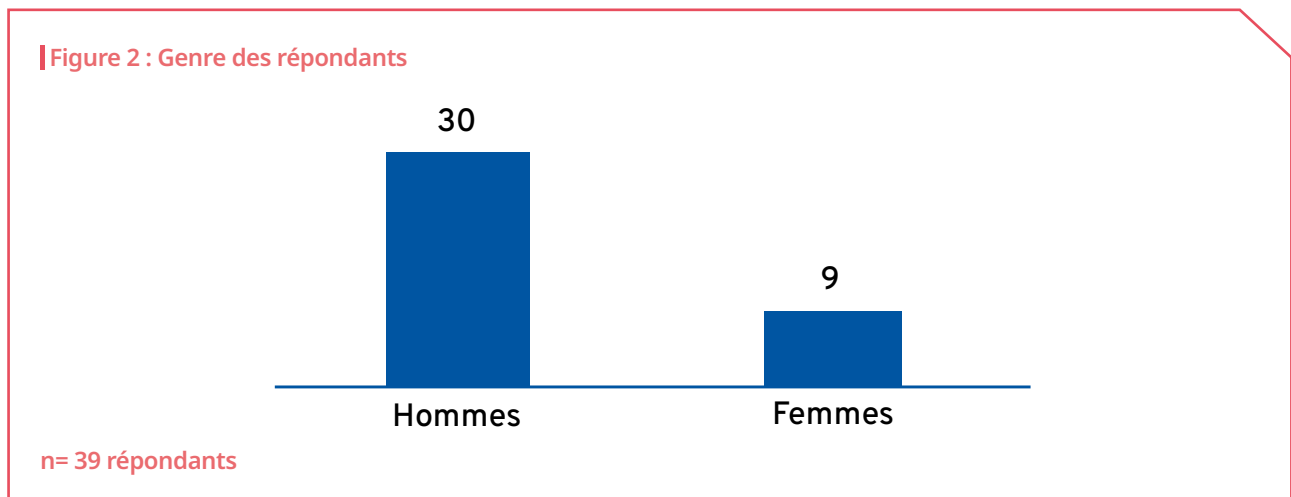
²⁵ : Taille de l'échantillon=1594, dont 3 réponses venant de pays autres.

d'entre eux ont consenti à être recontactés et ont fourni leur adresse mail. IMPACT a ensuite pris contact avec eux pour leur expliquer le but de la deuxième phase de l'enquête, les modalités de réponse et les garanties d'anonymat. Un total de 39 MRE ont répondu au deuxième questionnaire.

Tableau 2 : Répartition des répondants selon la région de résidence

Région de résidence	Nombre de répondants
Pays du Golfe	10
Europe	6
Amérique du Nord	23
TOTAL	39

Figure 2 : Genre des répondants



Méthodes de collecte de données et analyse

Pour les deux phases de l'enquête, les données ont été collectées à partir d'entretiens structurés en ligne, accessibles publiquement sur la plateforme Qualtrics en langue française et arabe. Une fois la collecte de données achevée, les données ont été nettoyées manuellement et analysées à l'aide des logiciels d'analyse quantitative R et Excel.

Les données ont été collectées dans chacun des onze pays cibles et agrégées au niveau de la région correspondante (Europe, Pays du Golfe ou Amérique du Nord). Dans ce rapport, les résultats sont présentés aux niveaux global, régional ou national, selon la pertinence.

Limites et contraintes

Selon les informations en la possession de l'équipe de recherche, cette étude présente la première application de l'approche d'échantillonnage par annonces Facebook auprès de la population MRE et portant sur les questions de recherche ci-présentées. Par conséquent, les défis qui ont émergé en cours de mise en œuvre n'ont pas toujours pu être anticipés et ont demandé des mesures d'ajustement :

- 1- Le taux de réponse au questionnaire :** les enquêtes en ligne présentent souvent un taux d'abandon élevé²⁶. Les sujets traités dans ce rapport, jugés comme étant très sensibles, ont contribué à élever le taux d'abandon, comme démontré par les différents taux de réponse entre la première et la deuxième partie du questionnaire de la première collecte de données.
- 2- Biais :** L'échantillon résultant de la première collecte de données – et par conséquent le deuxième échantillon – présente une sur-représentation des hommes, des personnes avec un niveau d'éducation élevé et appartenant à la tranche d'âge entre 25 et 39 ans. Par conséquent, on estime que les personnes moins éduquées, ainsi que les plus jeunes et les plus âgés pourraient être sous-représentées. Par ailleurs, cette étude fournit des indications sur les MRE disposant d'un compte Facebook. Les voix des personnes qui n'y ont pas accès ne sont pas représentées.
- 3- Représentativité :** la couverture géographique et la taille de l'échantillon obtenues pour cette enquête ne sont pas négligeables. Cependant, la stratégie d'échantillonnage utilisée n'est pas aléatoire. Par conséquent, les résultats produits par cette analyse sont indicatifs et ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement généralisables à l'ensemble de la population des MRE.
- 4- Sélection des répondants :** En principe, le mécanisme de diffusion des annonces est aléatoire. Tous les utilisateurs Facebook correspondant aux caractéristiques du public cible associé à l'annonce, et donc à la population d'intérêt, ont la même possibilité de visualiser l'annonce Facebook en question. Toutefois, au fur et à mesure que la campagne publicitaire avance, l'algorithme sous-jacent la diffusion des annonces Facebook est progressivement influencé par les « réactions » manifestées par les utilisateurs Facebook aux mêmes annonces. Autrement dit, les commentaires, les « j'aime » ou le partage des postes Facebook par certains utilisateurs Facebook pourraient faire en sorte que les utilisateurs qui leur sont connectés soient plus susceptibles de visualiser les annonces.
- 5- Les résultats** ci-présentés émanent des déclarations individuelles des participants à l'enquête et n'ont pas pu être vérifiées au niveau individuel. Les tendances qui émergent des réponses individuelles ont été contextualisées et vérifiées à l'aide des données secondaires disponibles, portant à la fois sur l'impact de la COVID-19 sur la population migrante ou des MRE dans les pays cibles. Il ne s'agit donc pas d'une évaluation de l'impact socioéconomique des MRE, mais d'une description des perceptions des répondants.

26 : Dandurand, F., Shultz, T., & Onishi, K. (2008), "Comparing online and lab methods in a problem-solving experiment", *Behavior Research Methods*, 40(2), 428–434.

► La crise de la COVID-19 et les MRE

Ce chapitre présente brièvement les étapes de l'histoire récente de l'émigration marocaine et fournit un aperçu des caractéristiques sociodémographiques et de la situation professionnelle des MRE participant à l'enquête.

Qui sont les MRE ?

Selon les données consulaires marocaines, la population des ressortissants marocains s'élève entre 4 et 5 millions d'individus²⁷, représentant ainsi environ 10% de la population nationale²⁸. Près de 90% de tous les MRE résident en Europe, notamment en France²⁹.

Il n'y a pas de définition univoque des MRE. L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE) par exemple, définit « ressortissants marocains » l'ensemble des citoyens de nationalité marocaine, indépendamment du lieu de naissance (première, deuxième ou troisième génération tout confondu), tandis que l'expression « émigrés marocains » est utilisée pour faire référence aux citoyens marocains nés au Maroc³⁰. La diversité de définitions et de méthodologies de collecte de données utilisées par le Gouvernement marocain et par les pays de destination rend une comparaison entre les données administratives disponibles difficile³¹. Par exemple, plusieurs pays de destination cessent de compter les MRE en tant qu'étrangers dès qu'ils ont acquis la nationalité du lieu de résidence. D'autre part, les données consulaires ne sont pas systématiquement actualisées³².

Bien que la définition de la population d'intérêt pour cette étude inclue les citoyens marocains nés en dehors du territoire marocain, seulement une faible minorité de 1% des répondants a affirmé être née dans un des pays cibles. Donc, de facto, les résultats rapportés dans cette étude font essentiellement référence aux premières générations de MRE.

Phases de l'émigration de travail récente depuis le Maroc

L'émigration marocaine récente a connu plusieurs vagues successives³³ :

- 1- L'époque coloniale** : la colonisation de l'Algérie en 1830 et l'instauration du protectorat franco-espagnol au Maroc (1912-1954) impulsent l'émigration marocaine vers l'Algérie et depuis les zones rurales aux zones urbaines. Pendant les deux Guerres Mondiales, le nombre d'émigrants marocains dirigés vers la France augmente pour intégrer l'armée et d'autres secteurs productifs³⁴.
- 2- 1954-1962** : l'émigration marocaine continue surtout vers la France, où les travailleurs marocains intègrent le travail dans les mines ou dans les usines³⁵.

²⁷ : Berriane M. et al. (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains Résidant à l'Étranger.

²⁸ : Equivalente à 36,91 millions d'individus en 2020 selon la Banque Mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=MA>

²⁹ : OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris.

³⁰ : Ibid.

³¹ : Berriane M. et al. (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains Résidant à l'Étranger.

³² : Ibid.

³³ : De Haas H. (2005), « Maroc: De pays d'émigration vers passage migratoire africain vers l'Europe », MPI Europe, 1 octobre 2005.

³⁴ : Ibid.

³⁵ : Ibid.

- 3- Pendant les années 1962-1972** : les flux de main-d'œuvre marocaine augmentent dramatiquement et se diversifient : des accords de recrutement sont signés entre le Maroc et plusieurs pays européens en phase de reconstruction et de croissance³⁶. Les juifs marocains partent également vers la France, Israël et le Canada³⁷.
- 4- 1973 – fin des années '80** : la crise pétrolière introduit une époque d'austérité et de politiques restrictives de l'immigration. La perception des obstacles à une éventuelle émigration à cause de l'introduction de visas et l'interruption des programmes des travailleurs invités, encourage les travailleurs migrants à rester dans les pays de résidence ou bien se traduit par une augmentation des flux de l'émigration irrégulière vers de nouvelles destinations, telles que l'Espagne et l'Italie. Le recours au regroupement familial annonce le caractère progressivement plus permanent de l'émigration marocaine dans les pays traditionnels de l'émigration marocaine. D'autres migrants marocains se dirigent également vers les Pays du Golfe ou l'Amérique du Nord³⁸.
- 5- Les années '90 et le début des années 2000** sont caractérisées par plusieurs vagues de migration de retour. Pendant ces années, l'Espagne et l'Italie deviennent les destinations principales de la nouvelle émigration marocaine, y compris de l'émigration indépendante de femmes travaillant dans l'agriculture, la petite industrie et le travail domestique³⁹.
- 6- A partir des années 2000**, les flux migratoires réguliers depuis le Maroc ont augmenté progressivement, jusqu'à diminuer après la crise économique globale de 2008-2009, surtout à cause de la faible performance économique de l'Espagne et de l'Italie. La fuite de cerveaux et la féminisation de l'émigration sont des tendances visibles tout au long des années 2000⁴⁰.

Répartition et caractéristiques sociodémographiques des MRE

Répartition géographique des MRE

La quasi-totalité des ressortissants marocains réside dans un pays de l'OCDE et près de 90% d'entre eux résident en Europe⁴¹. La France est de loin le premier pays de destination, suivie par l'Espagne et l'Italie, où la population des MRE a davantage augmenté pendant les années 2000⁴². Des communautés plus restreintes résident également dans d'autres pays européens (dont la Belgique, les Pays Bas et l'Allemagne)⁴³. D'après les données consulaires marocaines, près de 7% des MRE vivent dans les Pays Arabes, dont les Pays du Golfe, alors que la population résidant au Canada et aux Etats-Unis est égale à moins de 3%⁴⁴.

³⁶ : L'Allemagne de l'Ouest (1963), la France (1963), la Belgique (1964), et les Pays-Bas (1969).

³⁷ : Ibid.

³⁸ : OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris

³⁹ : Ibid.

⁴⁰ : Fondation Hassan II, « Article 16 : Les migrations dans les années 2000 – Migration des compétences et migration de la femme »

⁴¹ : OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris.

⁴² : Ibid.

⁴³ : Ibid.

⁴⁴ : Berriane M. (sous la direction), (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains du Monde.

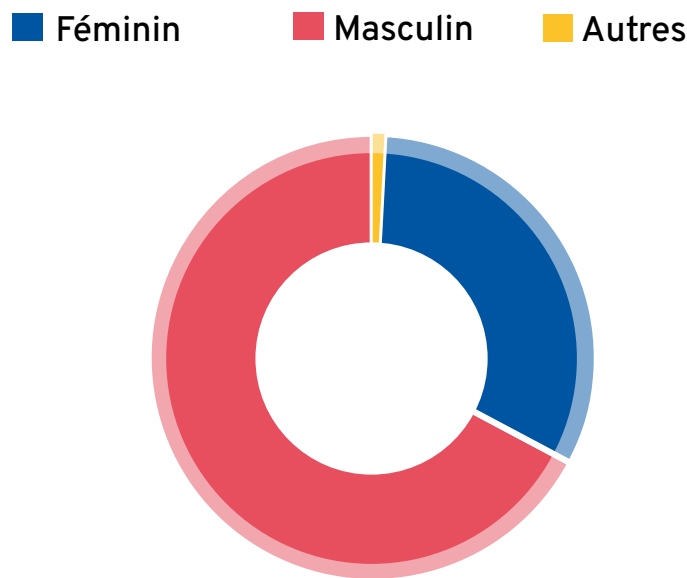
Caractéristiques démographiques des MRE

La proportion de femmes marocaines dans les pays de l'OCDE augmente progressivement depuis le début des années 2000. Cependant la population des ressortissants marocains est pour la plupart masculine⁴⁵, faite exception pour les Pays du Golfe, qui au contraire, accueillent une proportion de femmes supérieure à la moitié de l'ensemble des MRE⁴⁶. Bien que les flux migratoires récents vers les pays de l'OCDE soient composés pour la plupart par des jeunes, la population stable des MRE commence à vieillir. Dans les pays du Golfe, la population migrante marocaine est pour la plupart en âge actif et plutôt jeune (concentrée surtout dans la tranche d'âge 25-39 ans)⁴⁷.

Caractéristiques démographiques des répondants MRE

L'échantillon pour cette enquête est composé par les deux tiers par des personnes de genre masculin, un tiers de genre féminin et une minorité de 1% ne s'identifiant ni avec l'un, ni l'autre genre.

Figure 3 : Répartition de l'échantillon selon le genre des répondants



n = 1594 répondants, dont 1076 répondants de genre masculin, 508 de genre féminin et 10 de genre autre que le masculin ou le féminin.

La plupart des répondants sont en âge actif. Plus de la moitié est âgée entre 25 et 39 ans (53%), surtout dans les Pays du Golfe, conformément aux données disponibles⁴⁸.

Suivent les répondants âgés entre 40 et 54 ans. Les jeunes au-dessous des 24 ans (9%) et les personnes âgées de plus de 65 ans sont des groupes minoritaires (7%).

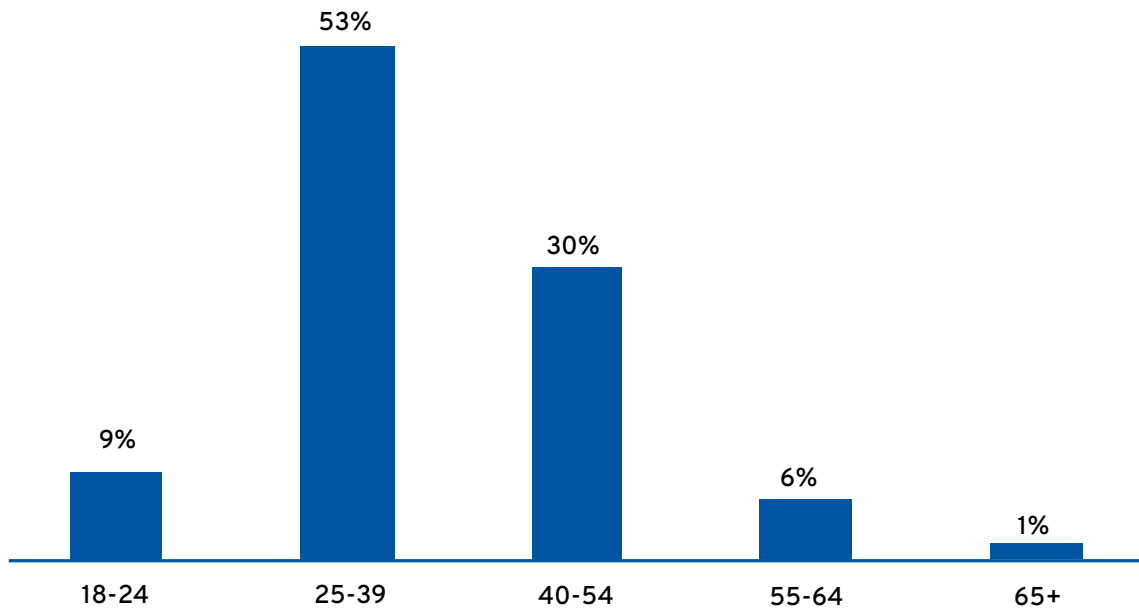
⁴⁵ : Pour atteindre 46% de l'ensemble des MRE dans les Pays OCDE en 2010/2011.

⁴⁶ : OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris.

⁴⁷ : Ibid.

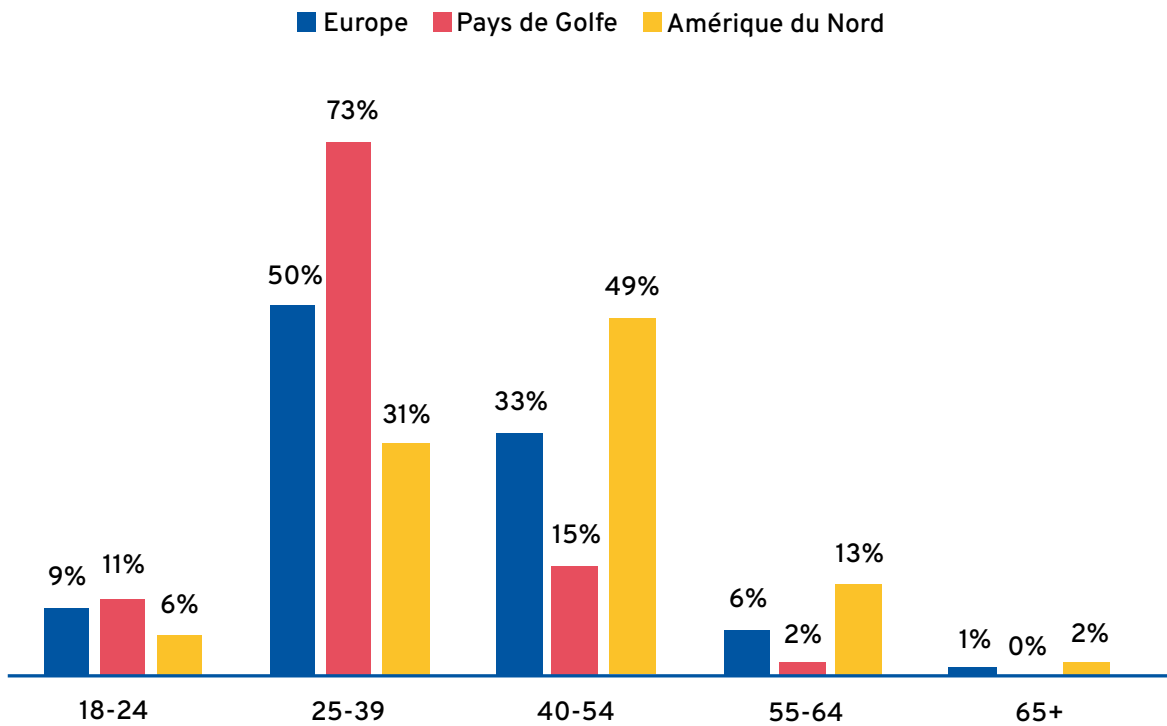
⁴⁸ : Berriane M. (sous la direction), (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains du Monde.

Figure 4 : Répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge des répondants



n = 1594 répondants

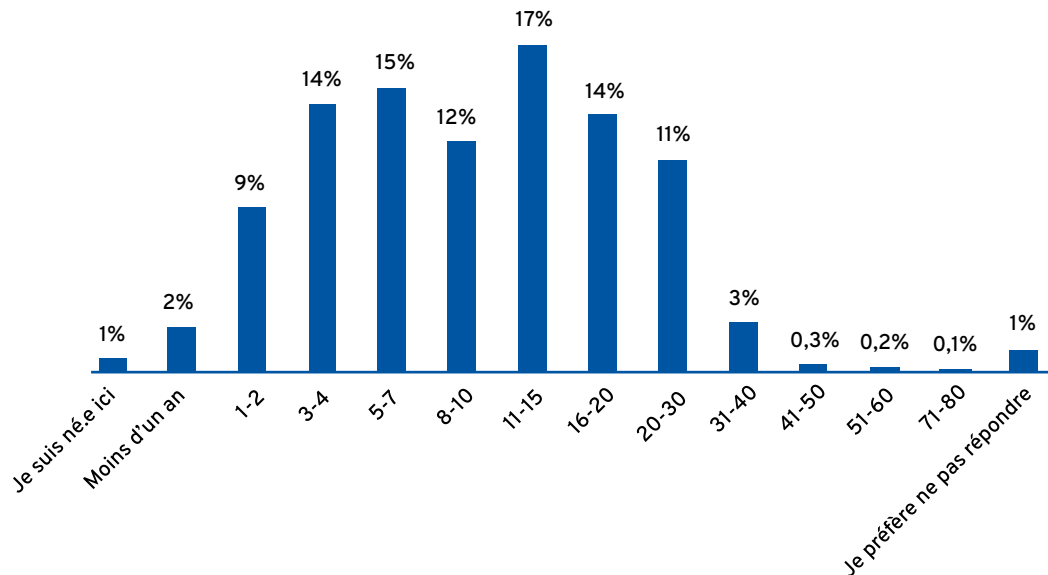
Figure 5 : Répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge des répondants et la région de résidence



n = 1594 répondants, dont 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

Près d'un tiers des répondants a résidé dans un des pays cibles pour un maximum de 4 ans. Une minorité de 1% des répondants est arrivée dans son pays de destination depuis moins d'un an, ce qui est compréhensible à la lumière des restrictions à la mobilité imposées par la crise de la COVID-19. Les deux autres tiers des répondants résident dans les pays cibles de façon plutôt stable, depuis un nombre d'années supérieur à quatre ans.

Figure 6 : Nombre d'années de résidence des répondants

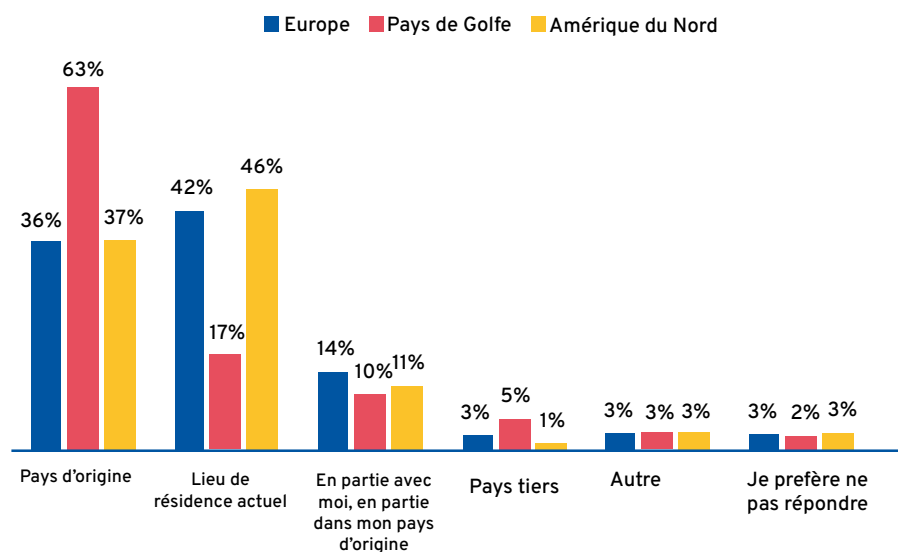


n = 1329 répondants

La majorité des familles des répondants MRE dans les Pays du Golfe résident au Maroc (63%), tandis que la majorité relative des familles des répondants en Europe (42%) et en Amérique du Nord (46%) résident dans le lieu de résidence des répondants.

Ce pourcentage s'élève à 17% chez les répondants dans les Pays du Golfe.

Figure 7 : Localisation de la famille (nucléaire) des répondants



n = 1594 répondants, dont 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

Niveau d'éducation et emplois des MRE

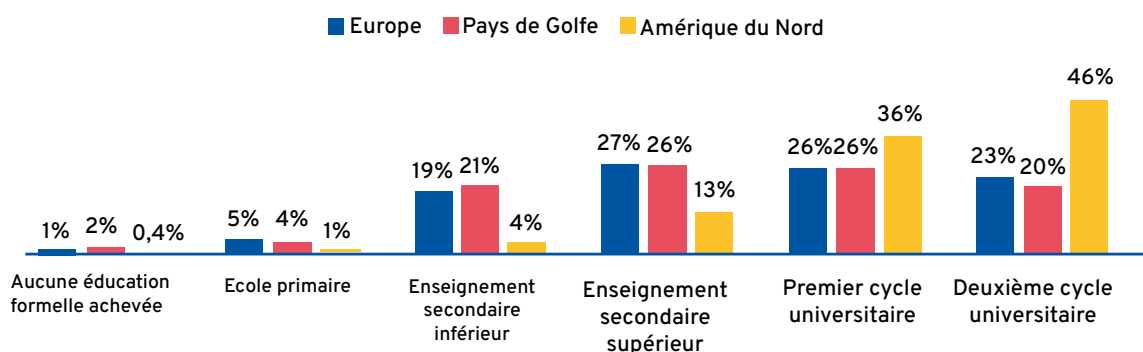
Dans les pays de l'OCDE, dans les années 2010-2011, 58% des MRE avaient un niveau d'éducation faible⁴⁹, et ce, particulièrement dans les pays de l'Europe du sud, notamment en Espagne et en Italie. Cette proportion était égale à un peu plus de la moitié des MRE en Belgique et un peu moins de 50% des MRE en France⁵⁰. Au contraire, près des deux tiers des citoyens marocains résidant au Canada et 46% des MRE aux Etats-Unis étaient diplômés de l'enseignement supérieur, bien au-dessus de la proportion de 17% pour tous les MRE dans les pays de l'OCDE⁵¹. L'OCDE a également constaté une élévation progressive du niveau d'éducation des MRE. Celui-ci est progressivement plus élevé chez les émigrants récents, notamment chez les femmes, et les générations suivant la première, installées dans les pays cibles.

Cette diversité de qualifications se reflète sur les marchés de l'emploi des MRE dans les pays de l'OCDE : des occupations en majorité peu qualifiées (dans l'industrie ou dans les services à la personne) surtout dans les pays de l'Europe du sud et des positions plus qualifiées, de spécialistes, en Amérique du Nord⁵². Dans les pays du Golfe, les MRE sont surtout qualifiés et employés comme professeurs, juges, ingénieurs, chercheurs, dans des emplois réglementés par des accords bilatéraux ou arrangés par l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC). Ces pays accueillent également des cadres hautement qualifiés et des personnes à faible qualification, employées pour des travaux d'exécution⁵³.

Niveau d'éducation des répondants MRE

Les participants MRE à cette enquête ont un profil plutôt qualifié, avec un niveau d'éducation qui varie selon la région de résidence. Les proportions de citoyens marocains résidant en Europe et dans les Pays du Golfe présentent une distribution plutôt équilibrée entre les diplômés de l'enseignement inférieur, de l'enseignement secondaire et les cycles universitaires. Les répondants résidant en Amérique du Nord sont nettement plus qualifiés, avec 46% d'entre eux diplômés du deuxième cycle de l'enseignement universitaire. Les répondants à faible éducation (école primaire ou n'ayant complété aucune éducation formelle) sont minoritaires dans cet échantillon. Ceci est dû à un biais lié à la stratégie d'échantillonnage, mais probablement aussi à la nature des sujets traités par cette enquête.

Figure 8 : Niveau d'éducation des répondants



n = 1594 répondants, dont 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

⁴⁹ : OCDE (2018), « Talents à l'étranger: Une revue des émigrés marocains », OCDE Publishing, Paris.

⁵⁰ : Ibid.

⁵¹ : Ibid.

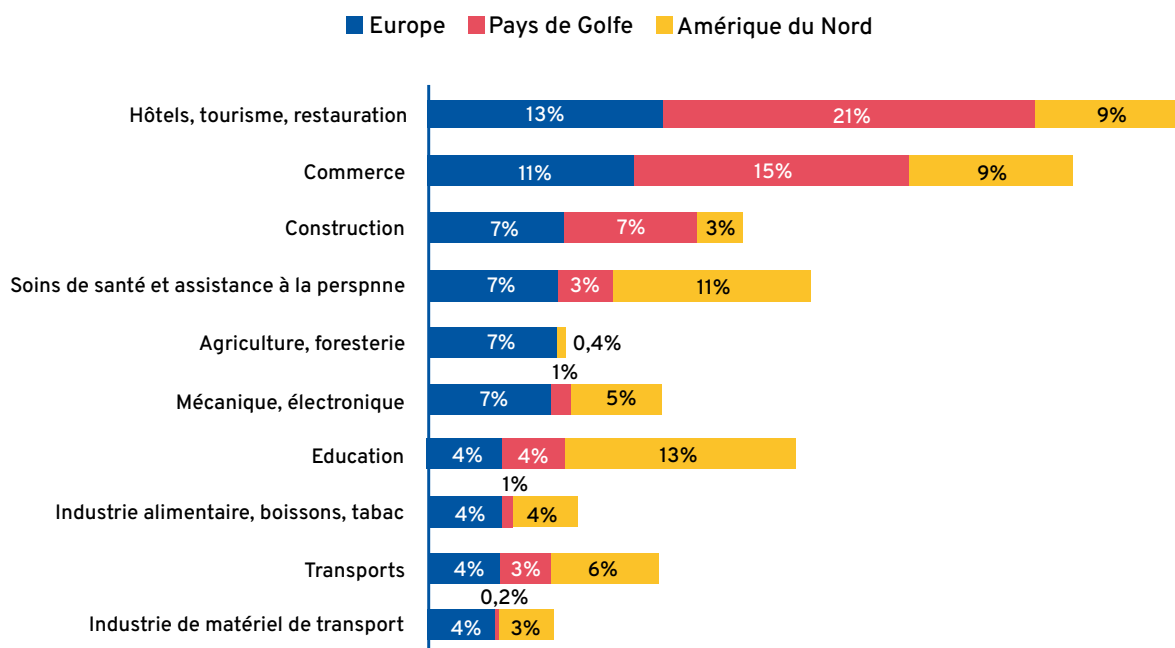
⁵² : Ibid.

⁵³ : Berriane M. (sous la direction), (2018), « Marocains de l'étranger – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II

Niveau d'emploi des répondants MRE

Les trois premiers secteurs d'occupation des répondants MRE dans les Pays du Golfe sont : (1) l'hôtellerie, le tourisme et la restauration, (2) le commerce et (3) la construction. En Europe, les répondants MRE sont concentrés dans les mêmes secteurs que les répondants MRE dans les Pays du Golfe, mais en plus des deux premiers secteurs (hôtellerie, tourisme et restauration – 13% et commerce - 11%), les répondants MRE travaillent en proportion égale (7%) dans la construction, dans la santé, dans l'agriculture ou dans la foresterie et dans les secteurs mécanique et électronique. Les répondants MRE en Amérique du Nord travaillent surtout dans l'éducation (13%), les soins de santé et l'assistance à la personne (11%) et l'hôtellerie, le tourisme et la restauration (9%).

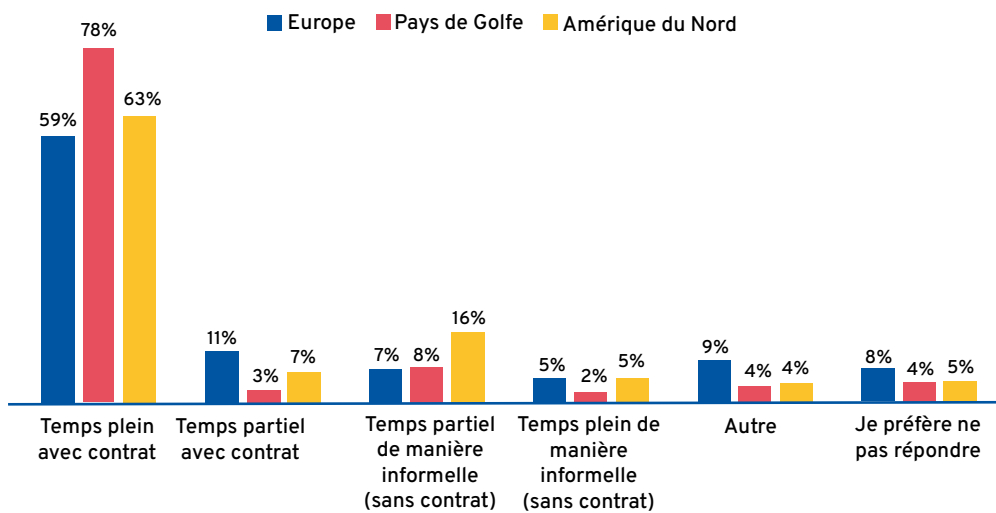
Figure 9 : Dix premiers secteurs d'emploi des répondants



n = 1591 répondants, dont 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

Une très vaste proportion de répondants dans les trois régions de résidence a affirmé travailler à temps plein et de façon formelle (59% en Europe, 78% dans les Pays du Golfe et 63% en Amérique du Nord). Cette proportion est particulièrement élevée dans les Pays du Golfe, témoignant probablement d'un type de migration règlementée par des accords de coopération technique. Les travailleurs marocains en Amérique du Nord, présentent la proportion la plus élevée de personnes travaillant de façon informelle et à temps partiel (16%).

Figure 10 : Régime de travail des répondants



n = 1594 répondants, dont 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

► Aperçu de l'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur les MRE

Ce chapitre porte sur les dimensions principales de l'impact socioéconomique de la crise déclenchée par la pandémie de la COVID-19 : la santé, le logement, la situation administrative et la condition professionnelle. Chaque sous-section présente l'expérience des MRE participant à l'enquête.

Avec plus de 5,1 millions de décès dans le monde entier à ce jour⁵⁴, la crise de la COVID-19 est à la fois la plus grande pandémie du siècle⁵⁵ et une crise socioéconomique sans précédents⁵⁶. En 2020, les mesures adoptées pour contenir la propagation du virus ont occasionné une contraction de l'économie globale de 3,5%. Malgré que les prévisions de croissance mondiale s'élèvent à +5,6% pour l'année 2021, la Banque Mondiale considère qu'il faudra attendre des années avant que les pays en voie de développement économique rebondissent au niveau précédant la crise⁵⁷.

En outre, les effets sanitaires et socioéconomiques de la crise ne sont pas égaux pour tout le monde. La crise actuelle reflète les profondes fractures socioéconomiques du système productif existant et les amplifie⁵⁸. D'une part, les personnes qui étaient déjà fragiles et faiblement protégées, dont les migrants dans les secteurs essentiels, résultent être plus vulnérables au risque d'infection, à une dégradation de leurs conditions de santé et disposent de stratégies de protection et d'accès aux soins plus limitées⁵⁹. Ils sont également plus susceptibles de perdre leur emploi ou de subir de graves pertes de revenu et par conséquent, d'être affectés sur d'autres plans, tels que l'éducation de leurs enfants ou leur situation administrative⁶⁰. D'autre part, les personnes avec un statut socioéconomique plus élevé ont globalement été moins affectées et ont parfois même pu tirer des gains économiques de la crise⁶¹.

Impact de la COVID-19 sur l'état de santé physique et mentale des travailleurs migrants

La littérature récente montre que les personnes migrantes et réfugiées présentent un taux d'infection et un risque de mortalité dérivant du virus de la COVID-19 plus élevé que les personnes nées dans le même lieu de résidence⁶². Les causes sont à rechercher dans les facteurs socioéconomiques qui les exposent davantage au virus sans pourtant les protéger des possibles retombées : (1) la surreprésentation dans les secteurs économiques considérés essentiels qui souvent ne permettent pas d'effectuer du télétravail⁶³, (2) une tendance majeure à vivre dans des logements surpeuplés, (3) un accès plus limité aux mesures de protection sociale.

54 : WHO, « WHO Coronavirus (COVID-19) Dashboard », dernier accès: 30 novembre 2021.

55 : McKeever A., "COVID-19 surpasses 1918 flu as deadliest pandemic in U.S. history", National Geographic, 21 Septembre 2021.

56 : Pazarbasioglu C. et Kose A., "Unprecedented damage by COVID-19 requires an unprecedented policy response", 10 juillet 2020.

57 : World Bank (2021), "Global Economic Prospects"

58 : Stiglitz J., "Conquering the Great Divide. The pandemic has laid bare deep divisions, but it's not too late to change course", Point of view, September 2020, International Monetary Fund (IMF).

59 : Horton R. (2020), "COVID-19 is not a pandemic", The Lancet.

60 : Fasani, F. and Mazza, J., A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic, EUR 30225 EN, Publications Office of the European Union, Ispra, 2020, ISBN 978-92-76-18957-2. et UN News, "COVID-19 caused 'shocking' inequalities: human rights chief Bachelet", 28 septembre 2021.

61 : Makortoff K., "World gained 5.2m millionaires last year in Covid crisis -h report", The Guardian, 22 juin 2021.

62 : Sloop J., (2021), "Healing the gap. Building inclusive public-health and migrant integration systems in Europe", Integration Futures Working Group, Migration Policy Institute Europe.

63 : Fasani, F. and Mazza, J., A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic, EUR 30225 EN, Publications Office of the European Union, Ispra, 2020, ISBN 978-92-76-18957-2.

Une étude récente de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a souligné comment certains des migrants et réfugiés interviewés, qui avaient présenté des symptômes de la COVID-19, n'ont pas systématiquement fait recours aux soins de santé : soit parce qu'ils n'étaient pas en mesure de soutenir des frais médicaux ou par peur d'être expulsés en raison de leur statut migratoire⁶⁴.

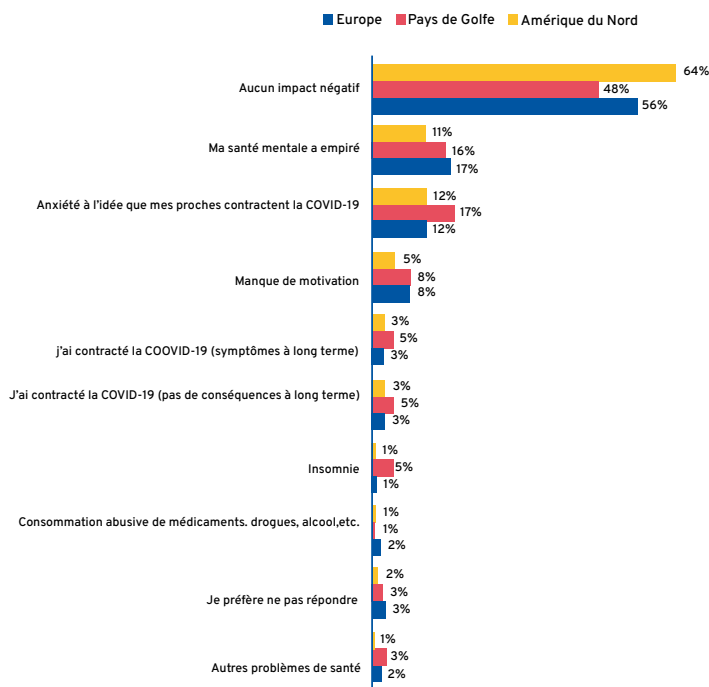
Le rapport de l'OMS montre également l'impact profond que la crise de la COVID-19 a eu sur la santé mentale des personnes migrantes dans le monde, y compris à cause de l'augmentation des comportements discriminatoires qui leur sont adressés⁶⁵.

Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants MRE

Les participants à cette étude ont rapporté être affectés sur le plan sanitaire en proportion variable selon la région de résidence. **La proportion la plus élevée de répondants MRE rapportant n'avoir ressenti aucune conséquence de la crise sur leur état de santé réside en Amérique du Nord (64%), suivis par les répondants en Europe (56%) et dans les Pays du Golfe (48%).**

Les répondants ayant rapporté avoir été affectés par une dégradation de leur santé mentale sont relativement plus nombreux en Europe (17%), dans les Pays du Golfe (16%) et dans une moindre mesure en Amérique du Nord (11%). Les répondants dans les Pays du Golfe ont également rapporté éprouver de l'anxiété liée à l'état de santé de leurs proches (17%), en mesure relativement supérieure aux répondants en Europe et en Amérique du Nord (12%), qui sont relativement plus accompagnés par leurs familles dans le lieu de résidence. Ces résultats sont conformes aux résultats de l'enquête de l'OMS déjà mentionnée qui avait souligné comment la moitié des répondants interviewés avait subi une détérioration de leur santé mentale, un sens accru d'isolement, des manifestations dépressives et d'anxiété, menant également à une augmentation dans la consommation de drogues et alcool pour faire face à la situation de détresse produite par la pandémie⁶⁶.

Figure 11 : Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants



n=1591 répondants : 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

⁶⁴ : World Health Organization (2020), "ApartTogether survey: preliminary overview of refugees and migrants self-reported impact of COVID-19. Geneva".

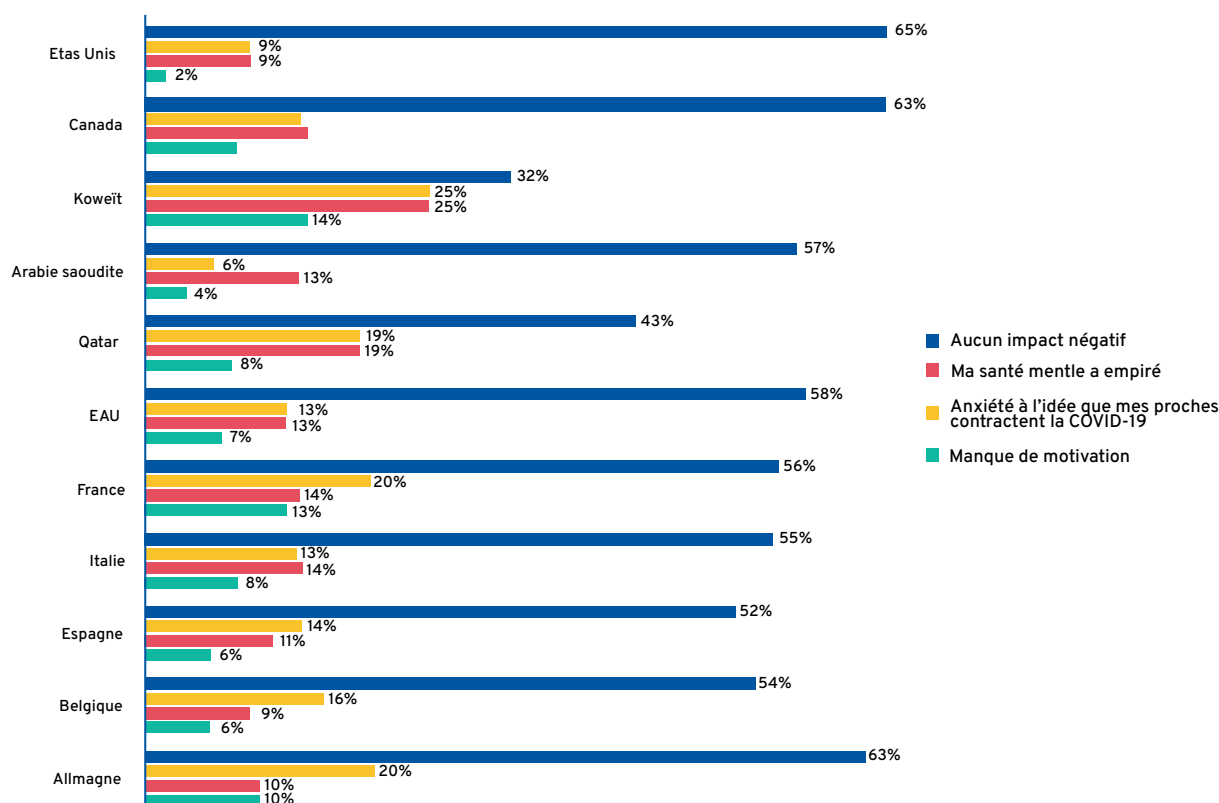
⁶⁵ : Ibid.

⁶⁶ : Ibid.

Les répondants résidant au Koweït sont ceux qui ont le plus rapporté avoir été affectés par la crise sanitaire (32% rapportant n'avoir eu aucun problème de santé), suivis par les répondants au Qatar (43%). Les répondants au Koweït ont également majoritairement rapporté avoir vécu une détérioration de leur santé mentale (25%) et d'avoir ressenti de l'anxiété à l'idée que leurs proches contractent la COVID-19 (25%). Tout en tenant compte que le nombre de répondants résidant au Koweït est plutôt petit (28 personnes), ce résultat rejoint les constats relatifs aux répondants résidant au Koweït dans une autre étude menée par IMPACT et portant sur l'impact socioéconomique de la COVID-19 sur les Marocains résidant à l'étranger.

L'Allemagne (20%), la France (20%) et le Qatar (19%) sont les trois autres pays, après le Koweït, à enregistrer un taux de réponse élevé relatif à une dégradation de la santé des répondants en conséquence de la crise de la COVID-19. Au contraire, les répondants vivant aux Etats-Unis rapportent avoir été les moins affectés par la crise sanitaire (65% rapportant n'avoir vécu aucun impact), y compris en termes de santé mentale. Vu la mesure dans laquelle la pandémie a affecté la population résidant aux Etats-Unis⁶⁷, on peut supposer que les répondants MRE dans cette enquête présentent des conditions de vie et de travail qui leur permettent d'être moins exposés aux risques d'ordre sanitaire de la pandémie. L'Arabie saoudite est le pays avec la proportion de répondants qui ont été le moins affectés en termes de santé mentale (6%) mais qui ont ressenti de l'anxiété relativement prononcée liée aux conditions de santé des proches (13%).

Figure 12 : Impact sur l'état de santé. Focus sur les trois réponses les plus rapportées, selon le pays de résidence

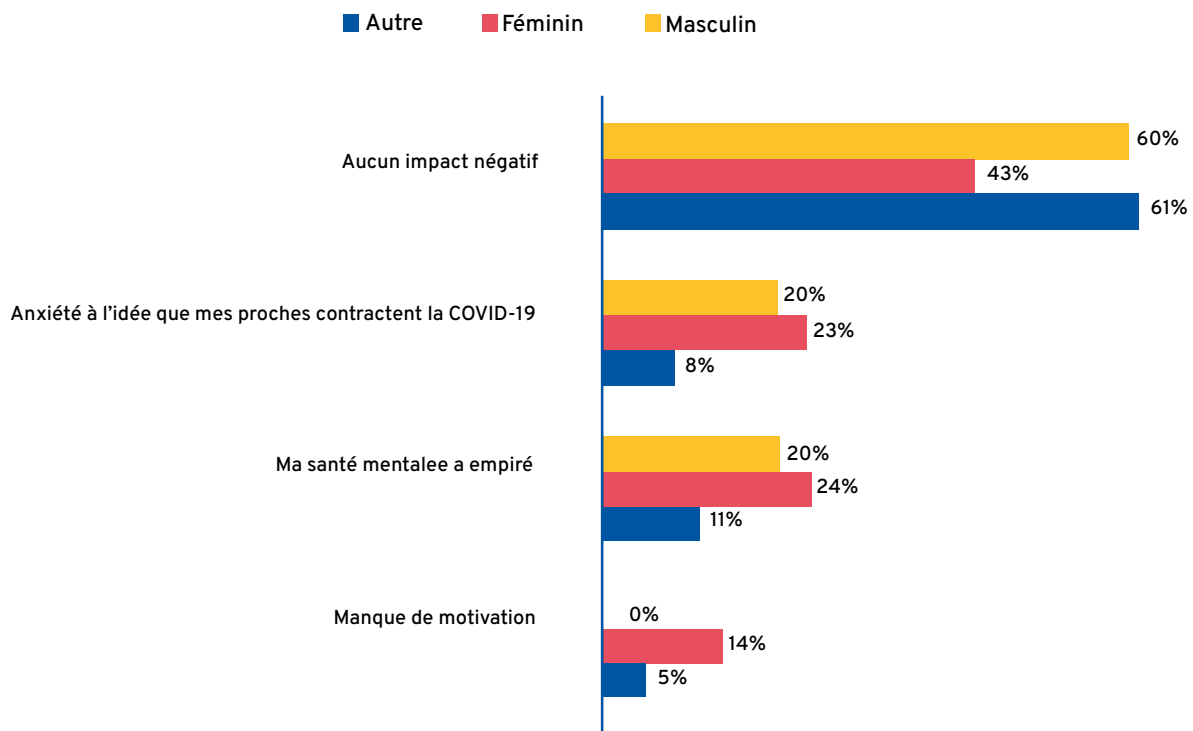


n=1591 répondants : 139 en Allemagne, 140 en Belgique, 176 en France, 172 en Italie, 82 en Arabie saoudite, 28 au Koweït, 169 au Qatar, 176 aux EAU, 161 au Canada, 109 aux Etats-Unis

67 : Mckeever A., "COVID-19 surpasses 1918 flu as deadliest pandemic in U.S. history", National Geographic, 21 Septembre 2021.

Comme suggéré par la littérature sur la dimension de genre dans la santé mentale les répondants de genre féminin ont proportionnellement rapporté rencontrer plus de problèmes de santé physique et mentale et d'anxiété que les répondants de genre masculin⁶⁸.

Figure 13 : Impact sur l'état de santé, selon le genre



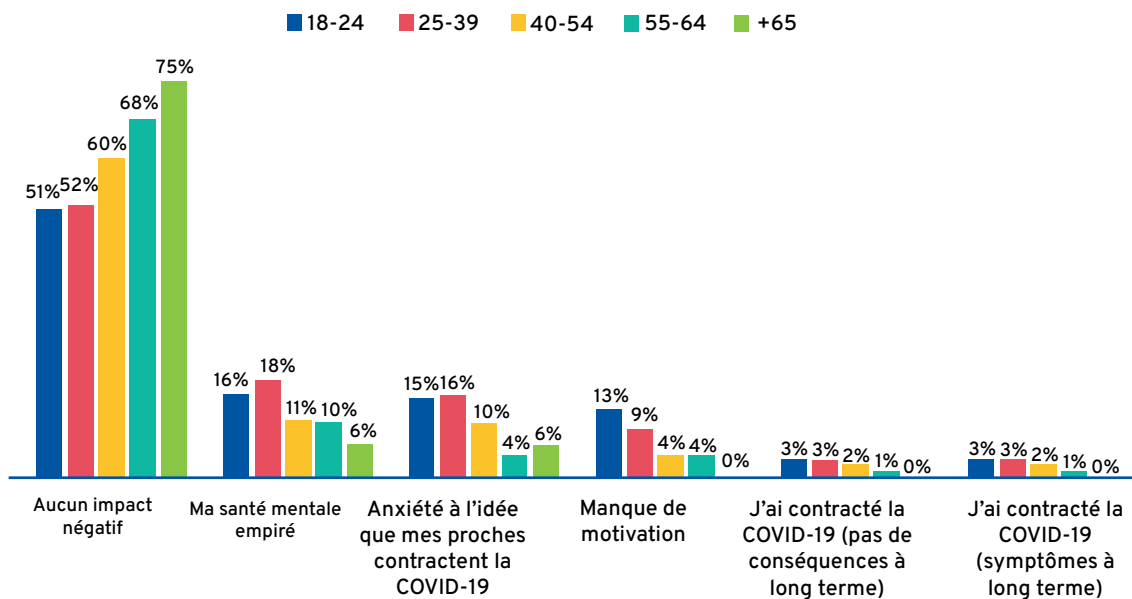
n=508 : 1594 répondants de genre féminin, 1076 de genre masculin, 10 de genre autre que le masculin ou le féminin

L'analyse par tranche d'âge montre que les répondants les plus affectés dans leur état de santé sont les répondants les plus jeunes, âgés entre 18 et 24 ans, mais aussi ceux âgés entre 25 et 39 ans. C'est justement ce deuxième groupe qui a rapporté majoritairement une dégradation de sa condition de santé mentale (18%) et plus d'anxiété (16%), suivi par le groupe d'âge 18-24 ans (16% et 15% respectivement), par rapport à tous les autres groupes d'âge. En effet, si le taux d'infection et de mortalité à cause du virus de la COVID-19 a été prépondérant chez les personnes plus âgées, les jeunes ont particulièrement souffert des effets de l'isolement imposé par les longues périodes de confinement adoptées à l'échelle globale, au point d'être plus susceptibles de développer des formes de dépression, d'anxiété et de consommation abusive d'alcool ou de drogues pour faire face à la condition de détresse⁶⁹.

68 : Spiritus-Beerden, E.; Verelst, A.; Devlieger, I.; Langer Primdahl, N.; Botelho Guedes, F.; Chiarenza, A.; De Maesschalck, S.; Durbeej, N.; Garrido, R.; Gaspar de Matos, M.; et al., "Mental Health of Refugees and Migrants during the COVID-19 Pandemic: The Role of Experienced Discrimination and Daily Stressors", Int. J. Environ. Res. Public Health 2021, 18, 6354

69 : Haseltine W., « Young People Hit Hardest By Loneliness And Depression During Covid-19 », Forbes, 13 avril 2021.

Figure 14 : Impact sur l'état de santé, selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq premières réponses



n=1594 répondants : 146 âgés entre 18 et 24 ans, 851 âgés entre 25 et 39 ans, 484 âgés entre 40 et 54 ans, 97 âgés entre 55 et 64 ans et 16 répondants âgés de plus de 65 ans

Discrimination envers les répondants MRE

Près de la moitié des 39 MRE interviewés dans la deuxième phase de la collecte de données ont déclaré se sentir plus exposés à l'impact de la crise en raison du fait d'être citoyens étrangers ou, dans une moindre mesure, de nationalité marocaine. En effet, dans les régions cibles pour cette étude, les personnes non originaires des pays de résidence ont fait l'objet de pratiques discriminatoires finalisées à protéger les nationaux en termes d'emploi ou dans la provision sélective de mesures de soutien aux revenus⁷⁰, ou simplement parce que les personnes migrantes étaient perçues comme porteuses principales du virus⁷¹. Ceci pourrait, d'ailleurs, contribuer aux facteurs de stress affectant la santé mentale des répondants

⁷⁰ : Castelier S., « Coronavirus Exposes the Epic Moral Failure of Gulf States », Haaretz, 30 juillet 2020.

⁷¹ : Jacobsen K., Simpson C., « Refugees tell stories of problems – and unity – in facing the coronavirus », The Conversation, 30 April 2020 et IOM, « COVID-19 Analytical Snapshot #29: Stigmatization and Discrimination UPDATE », snapshot #6.

Impact de la COVID-19 sur la situation professionnelle des travailleurs migrants

Les travailleurs migrants sont plus vulnérables aux effets des crises économiques sur l'emploi⁷². Fasani et Mazza (2020) ont analysé trois dimensions expliquant les vulnérabilités spécifiques des personnes migrantes en comparaison aux travailleurs nationaux pendant la crise de la COVID-19 : (1) la faible rémunération des secteurs d'emploi dans lesquels ils travaillent, (2) les contrats de travail de courte durée et (3) l'emploi dans des secteurs qui ne permettent pas d'effectuer du télétravail⁷³. A ces facteurs, s'ajoutent : une tendance plus élevée à travailler dans l'informalité et l'accès limité aux prestations de protection sociale. En outre, la structure et le fonctionnement du marché de l'emploi du pays de résidence peuvent exacerber la situation de vulnérabilité des travailleurs migrants. Dans la région du Golfe, par exemple, où la main d'œuvre est largement d'origine étrangère⁷⁴, la pandémie a révélé les limites et les asymétries du système de gestion des relations entre employeurs et travailleurs migrants appelé «Kafala», qui peut être très défavorable aux employés⁷⁵. Le système de la Kafala, visant à encourager la présence temporaire des personnes étrangères sur le territoire national rend les employeurs de facto des « agences exécutives » du système national d'immigration⁷⁶, responsables de la sponsorship, du recrutement et du rapatriement des travailleurs selon les besoins de l'employeur. Dans un contexte de contraction économique et de restriction à la mobilité dictés par la pandémie, beaucoup de travailleurs ont été renvoyés indépendamment du niveau de qualification. D'autres ont été rapatriés ou se sont trouvés bloqués dans le pays de résidence avec un accès extrêmement limité au système de protection sociale⁷⁷.

Discrimination envers les répondants MRE

La réduction des salaires, la perte d'emploi et la réduction des heures de travail sont les trois problèmes les plus rapportés dans les trois régions cibles concernant la situation professionnelle des répondants. La proportion la plus faible des répondants n'ayant ressenti aucun impact négatif sur leur situation professionnelle réside dans les Pays du Golfe (35%), suivie par les répondants en Europe (57%) et en Amérique du Nord (63%). En particulier, les répondants MRE dans les Pays du Golfe ont rapporté avoir subi des pertes salariales (28%) et avoir perdu leur emploi (19%) en proportion plus importante que dans les autres régions. Ces résultats sont confirmés par l'actualité sur les baisses salariales et les renvois imposés par le secteur privé dans les pays du Golfe⁷⁸.

⁷⁰ : Fasani, F. and Mazza, J., A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic, EUR 30225 EN, Publications Office of the European Union, Ispra, 2020, ISBN 978-92-76-18957-2.

⁷⁰ : Ibid.

⁷⁰ : Au Qatar, plus de 80% de la main d'œuvre est d'origine étrangère.

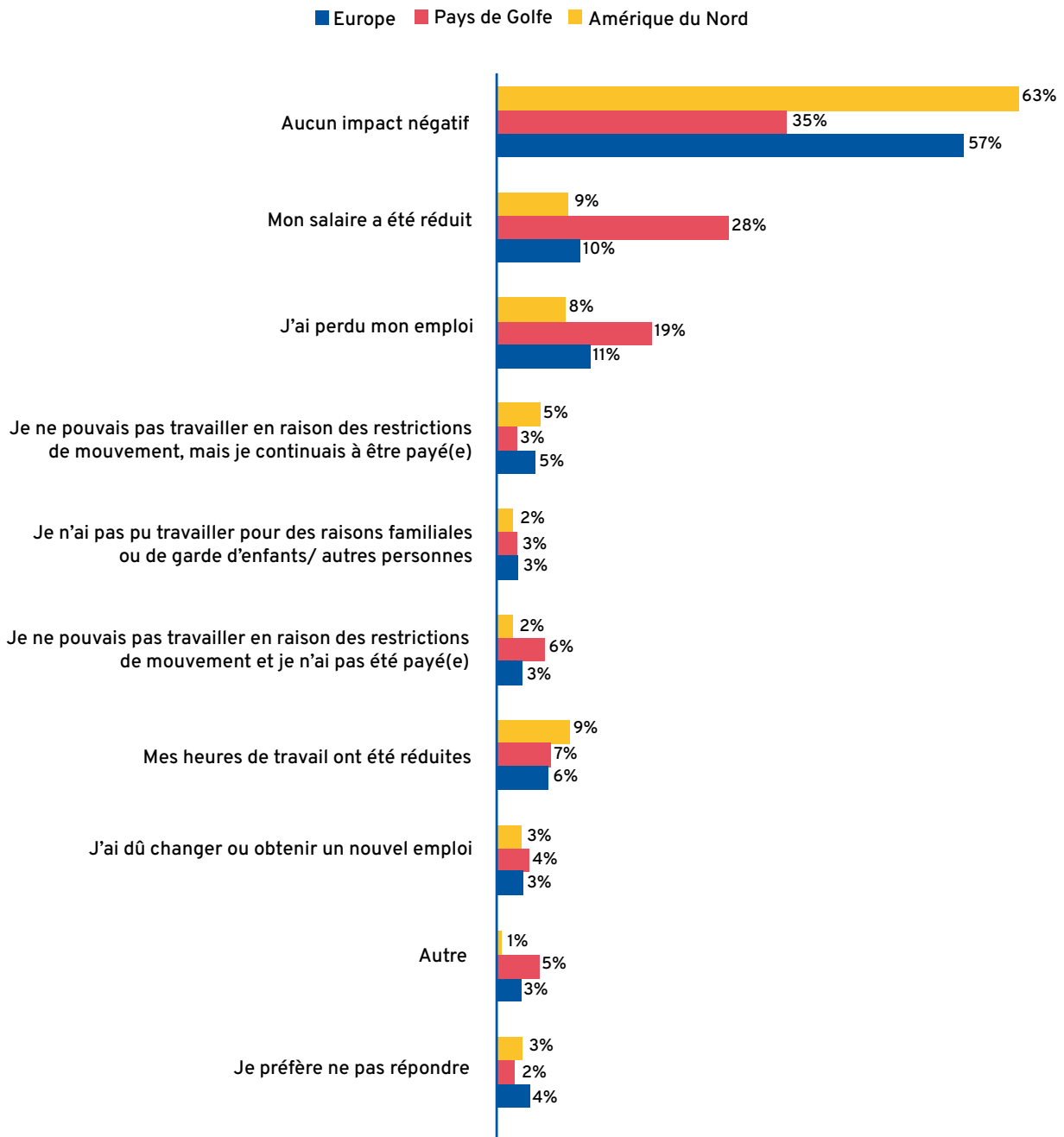
⁷⁰ : Hvidt M., "Highly Skilled Migrants. How and how much do they contribute to the economic development of the Arab Gulf countries?" Center for Mellemoestudier.

⁷⁰ : Ibid.

⁷⁰ : Bar'el Z., "Foreign Workers, Rich and Poor, Sent Packing From Gulf States Over Coronavirus Crisis", Haaretz, 26 juin 2020.

⁷⁰ : Castelner S., "Gulf migrant workers face crisis of unpaid wages amid pandemic", 10 August 2020.

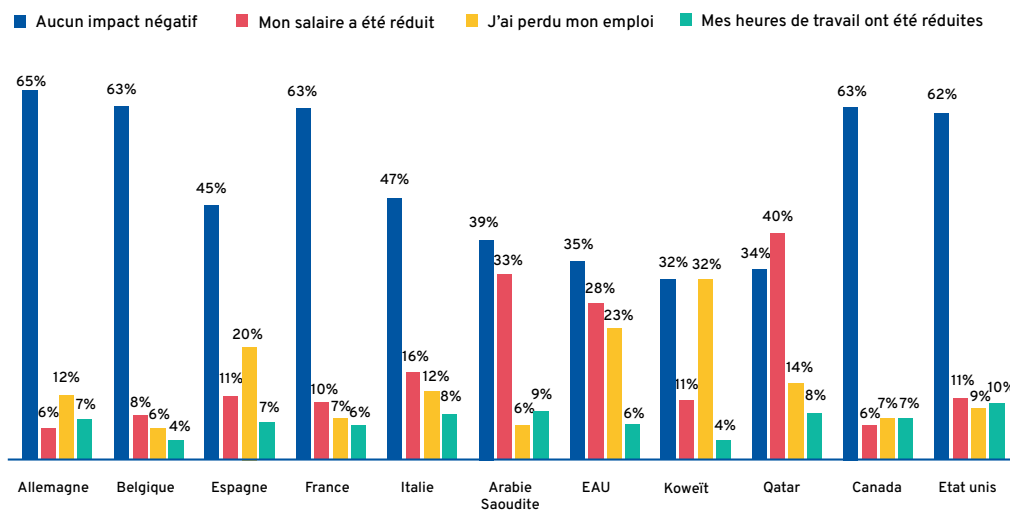
Figure 15 : Impact sur la situation professionnelle selon la région de résidence



n=1591 répondants : 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

Le Qatar (40%), l'Arabie saoudite (33%) et les EAU (28%) sont les trois pays de résidence des répondants les plus affectés par des pertes salariales. Les répondants au Koweït (32%), aux EAU (23%) et en Espagne (20%) ont rapporté avoir perdu leur emploi en nombre relativement supérieur aux répondants dans les autres pays cibles.

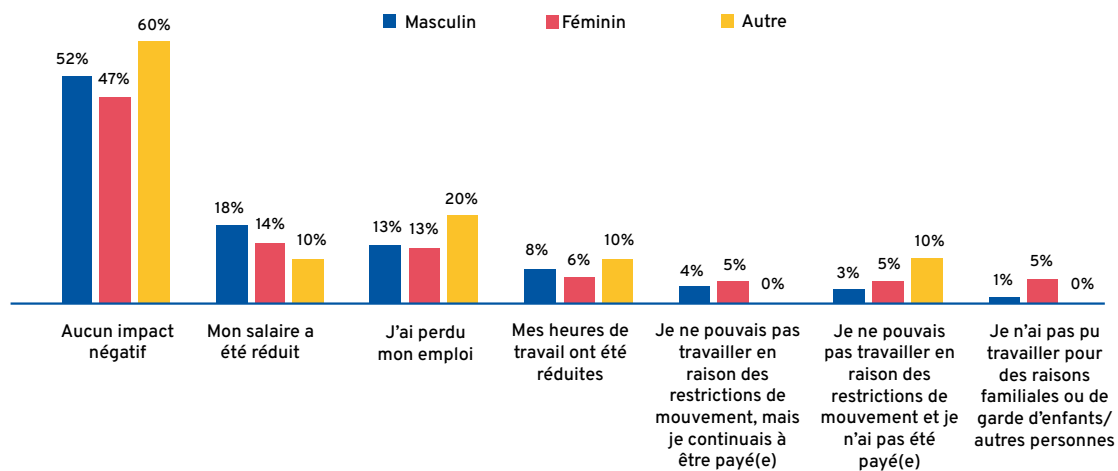
Figure 16 : Impact sur la situation professionnelle selon le pays de résidence. Focus sur les quatre réponses, les plus rapportées



n=1591 répondants : 139 en Allemagne, 140 en Belgique, 176 en France, 172 en Italie, 82 en Arabie saoudite, 28 au Koweït, 169 au Qatar, 176 aux EAU, 161 au Canada, 109 aux Etats-Unis

Les femmes marocaines ayant participé à cette enquête ont rapporté que leur situation professionnelle a été affectée par la crise de la COVID-19 en proportion faiblement supérieure aux hommes MRE (48% des femmes ayant répondu n’avaient été aucunement affectée comparé à 52% des hommes). Une proportion plus importante d’hommes a rapporté avoir subi une réduction de leur salaire (18% comparé à 14% des femmes) et de leurs heures de travail (8% comparé à 6% des femmes). **Toutefois, les femmes MRE interviewées ont rapporté en proportion plus importante ne pas avoir pu travailler à cause des restrictions de mouvement (10% comparé à 7% chez les hommes interviewés) ou pour avoir été occupées avec du travail non rémunéré de garde d’enfants ou d’autres composants de la famille (5% des femmes et 1% des hommes interviewés).**

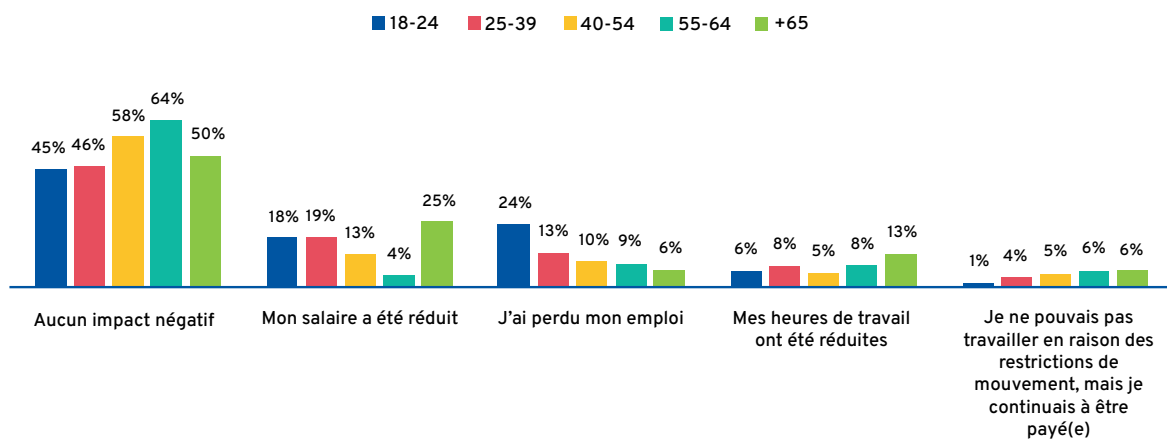
Figure 17 : Impact sur la situation professionnelle selon le genre. Focus sur les sept réponses, les plus rapportées



n=508 : 1594 répondants de genre féminin, 1076 de genre masculin, 10 de genre autre que le masculin ou le féminin

Les répondants, les moins âgés (18-24 ans et 25-39 ans), ont rapporté, en proportion, avoir été les plus affectés par la crise concernant leur situation professionnelle, surtout en termes de perte d'emploi (24% et 13% respectivement) et de réduction de leur salaire (18% et 19% respectivement). Surtout pour les plus jeunes, ceci est confirmé par l'actualité⁷⁹. Les répondants âgés de plus de 65 ans ont rapporté avoir vécu une réduction de leurs heures de travail et de salaire. Ce résultat, en soi plausible, repose toutefois sur un nombre réduit de répondants et nécessiterait d'être approfondi par d'autres sources de données.

Figure 18 : Impact sur la situation professionnelle selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq réponses, les plus rapportées



n=1594 : 146 âgés de 18-24 ans, 851 âgés de 25-39, 484 âgés de 40-54 ans, 97 âgés de 55-64 ans et 16 âgés de 65+ ans

⁷⁹ : Gould E. and Kassa M., "Young workers hit hard by the COVID-19 economy", Economic Policy Institute, 14 octobre 2020.

Impact de la COVID-19 sur le logement et la situation administrative des travailleurs migrants

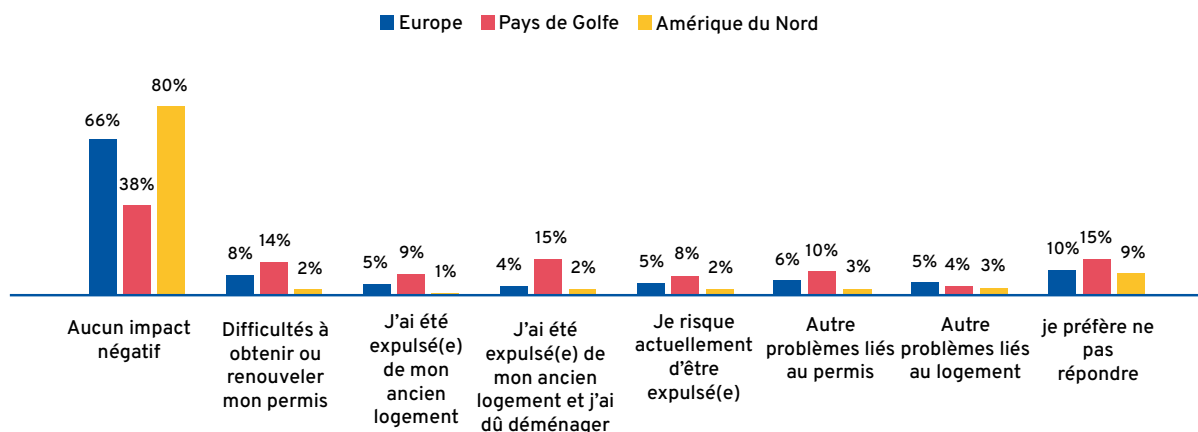
La sécurité du logement est un facteur multiplicateur de l'intensité de l'impact de la crise sur les personnes migrantes⁸⁰. Disposant souvent de revenus plus modestes et d'un réseau de soutien plus limité, les personnes migrantes sont plus susceptibles de disposer de logements inadéquats, surpeuplés, ou d'être sans abri⁸¹. Dans un contexte de crise qui a forcé à l'isolement et provoqué une réduction généralisée des salaires et de l'emploi, beaucoup de personnes se sont retrouvées à la rue ou ont dû changer leur logement⁸².

La situation administrative est un facteur clé déterminant les droits auxquels les personnes migrantes jouissent dans le lieu de résidence. En réponse à la pandémie de la COVID-19, les bureaux des administrations publiques ont dû réduire les interactions avec le public. Ceci a eu des retombées sur le traitement des demandes et le renouvellement des visas et des permis de séjour, dont les temps de finalisation ont été ralentis ou les procédures suspendues. Certaines administrations ont préféré concentrer leurs efforts sur un nombre réduit de demandes de titres de séjour, d'autres ont opté entièrement pour la digitalisation des services. Certains pays ont décidé pour le renouvellement automatique de tous les titres de séjour ou ont employé des mesures exceptionnelles pour les travailleurs dans les secteurs essentiels⁸³.

Impact de la COVID-19 sur le logement des répondants MRE

La situation relative au logement des répondants MRE varie selon la région de résidence. Alors que les répondants dans les Pays du Golfe ont été plus durement affectés (38% seulement ont rapporté aucun impact négatif), la plupart des répondants MRE en Amérique du Nord (80%) et une majorité des répondants en Europe (66%) ont rapporté n'avoir ressenti aucun impact négatif en termes de logement depuis le début de la crise.

Figure 19 : Impact sur la situation administrative et sur le logement, selon la région de résidence



n=1591 répondants : 866 en Europe, 455 dans les Pays du Golfe et 270 en Amérique du Nord

⁸⁰ : Gould World Health Organization (2020), "ApartTogether survey: preliminary overview of refugees and migrants self-reported impact of COVID-19. Geneva

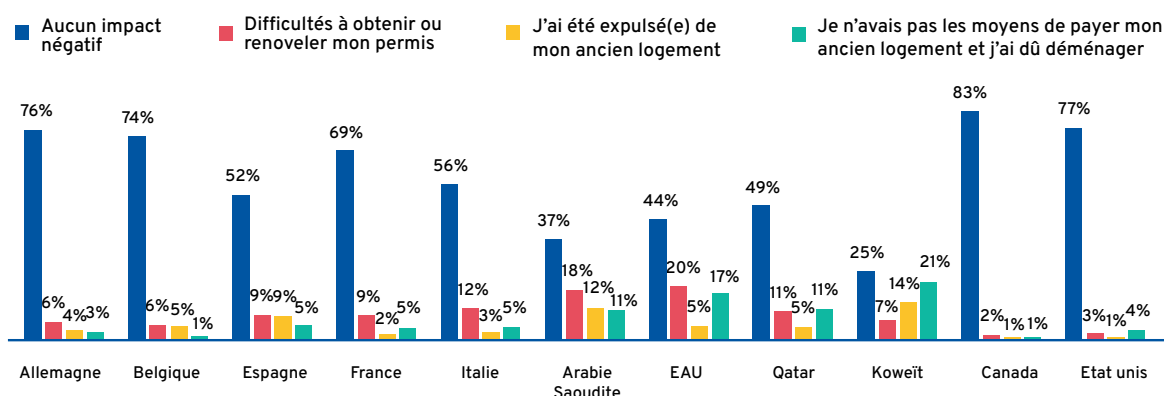
⁸¹ : Hermans K. et al (2020), "Migration and Homelessness: Measuring the Intersections", European Federation of European Organisations Working with the Homeless (FEANTSA) European Journal of Homelessness; Vol. 14; iss. 3;

⁸² : Sainato M, "I'm Not Sure Where We Go From Here': Pandemic Fuels Rise In US Homelessness", The Guardian, 25 Mars 2021 Et Bersch C. "Migrant Workers Face Homelessness In The United Arab Emirates", The Bergen Project – Blog, 20 Décembre 2021.

⁸³ : European Migration Network (EMN) and Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), "Inform # 1 – EU and OECD member states responses to managing residence permits and migrant unemployment during the COVID-19 pandemic", et PICUM (2020), " Non-exhaustive overview of European government measures impacting undocumented migrants taken in the context of COVID-19", March-August 2020.

Les groupes des répondants les moins affectés en termes de logement ou de leur situation administrative résident au Canada (83%), aux Etats-Unis (77%) en Allemagne (76%) et en Belgique (74%). Au contraire, les répondants résidant au Koweït (14%), en Arabie saoudite (12%) et en Espagne (9%) sont relativement plus nombreux à avoir été expulsés de leur logement. Les quatre pays du Golfe sont également les lieux de résidence des répondants qui ont dû changer d'appartement car incapables de faire face aux frais de location, parce que expulsés ou faisant face à un risque d'expulsion.

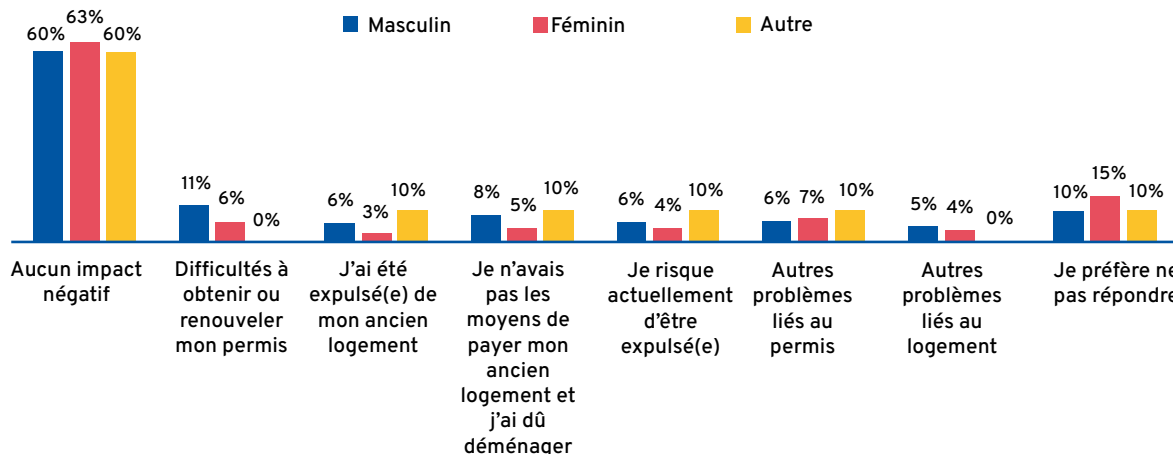
Figure 20 : Impact sur la situation administrative et sur le logement. Focus sur les cinq réponses, les plus rapportées selon le pays de résidence



n=1591 répondants : 139 en Allemagne, 140 en Belgique, 239 en Espagne, 176 en France, 172 en Italie, 82 en Arabie saoudite, 28 au Koweït, 169 au Qatar, 176 aux EAU, 161 au Canada, 109 aux Etats-Unis

Les hommes MRE interviewés dans cette étude ont rapporté (en moyenne +2-3%) plus que les femmes MRE avoir été expulsés (6%), avoir dû déménager par manque de moyens financiers (8%) ou courir le risque d'être expulsés (5%).

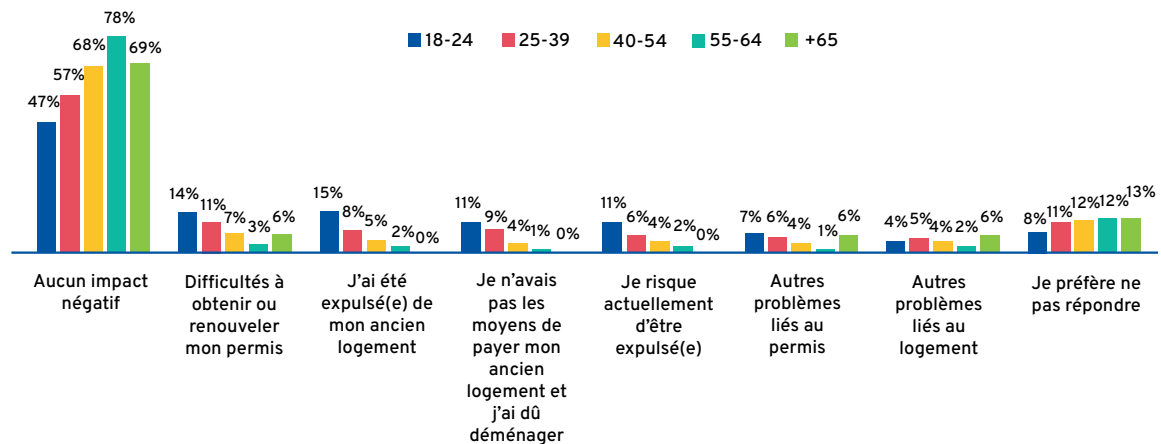
Figure 21 : Impact sur la situation administrative et sur le logement selon le genre



n=1594 : 508 répondants de genre féminin, 1076 de genre masculin, 10 de genre autre que le masculin ou le féminin

Les problèmes liés au logement et à la situation administrative sont plus fréquemment rapportés par les répondants les plus jeunes (18-24 ans) et diminuent progressivement avec l'avancée de l'âge des répondants. Ceci étant dû en toute probabilité à la meilleure stabilité financière et administrative liée à des temps de séjour plus longs dans les pays de résidence des répondants dans ces groupes d'âge.

Figure 22: Impact sur la situation administrative et sur le logement selon la tranche d'âge. Focus sur les trois réponses les plus rapportées.



n=1594 : 146 âgés de 18-24 ans, 851 âgés de 25-39, 484 âgés de 40-54 ans, 97 âgés de 55-64 ans et 16 âgés de 65+ ans

Impact de la COVID-19 sur la situation administrative des répondants MRE

Une proportion de 14% de répondants dans les Pays du Golfe, 8% des répondants en Europe et 2% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté avoir eu des problèmes à obtenir ou renouveler leur permis de séjour. Les pays où on constate les proportions les plus élevées de répondants affectés sont : les EAU (20%), l'Arabie saoudite (18%), l'Italie (12%) et le Qatar (11%). Il s'agit des pays qui ont été très affectés également sur le plan de la contraction de l'emploi, d'où un possible lien avec la situation administrative des répondants. **Les hommes interviewés dans cette enquête sont en proportion plus nombreux (11%) que les femmes à avoir rapporté des problèmes d'ordre administratif liés à leur permis de séjour (6%).** On voit également que les jeunes âgés entre 18 et 24 ans (14%) sont relativement les plus nombreux à avoir signalé des problèmes d'ordre administratif comparés aux répondants de tout autre groupe d'âge.

► Impact de la COVID-19 sur les revenus et l'épargne des MRE

Ce chapitre explore comment la crise de la COVID-19 a affecté les niveaux de revenu et d'épargne des répondants MRE.

La crise de la COVID-19 n'a pas seulement renforcé les inégalités socioéconomiques déjà existantes, elle a amplifié l'écart entre les personnes les plus fortunées et les plus démunies. Selon Oxfam, les premiers 1 000 milliardaires au monde ont récupéré les pertes infligées par la crise économique en neuf mois depuis le début de la pandémie, tandis qu'il faudra plus d'une décennie pour que les personnes, les plus pauvres, puissent rebondir aux conditions économiques précédant la crise⁸⁴. Une consommation de biens et services plus modeste, l'adoption de mesures de relance budgétaire et l'augmentation de la richesse chez les plus fortunées ont permis d'enregistrer à grande échelle un niveau d'épargne exceptionnel. En revanche, les gens disposant d'un revenu modeste ont dû puiser dans leurs économies ou ont pu trouver du soulagement dans les mesures gouvernementales d soutien aux revenus, selon la disponibilité dans leur pays de résidence.

Impact de la COVID-19 sur les revenus des répondants MRE

Plus de la moitié des répondants dans toutes les régions n'ont enregistré aucun changement dans leur niveau de revenu à cause de la crise économique liée à la COVID-19. Cependant, plus d'un tiers des répondants dans les Pays du Golfe (34%), 22% des répondants résidant en Europe et 18% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté percevoir un revenu inférieur depuis le début de la crise. A titre indicatif, les répondants qui ont rapporté gagner moins depuis le début de la crise travaillent dans les secteurs: (1) des médias, de la culture et des images; (2) des hôtels, du tourisme et de la restauration ; et (3) des transports. Les répondants employés dans les secteurs des activités portuaires et de la pêche, et de l'industrie textile sont également relativement nombreux à avoir rapporté gagner moins⁸⁵.

Dans toutes les régions, une partie minoritaire des répondants a également rapporté gagner plus depuis le début de la crise. Il s'agit des répondants travaillant dans les secteurs : (1) de la recherche et de l'innovation, (2) de l'industrie alimentaire et (3) des services des télécommunications. Les répondants travaillant dans les service postaux et dans l'industrie minière sont également relativement nombreux à avoir rapporté une augmentation de leurs revenus⁸⁶.

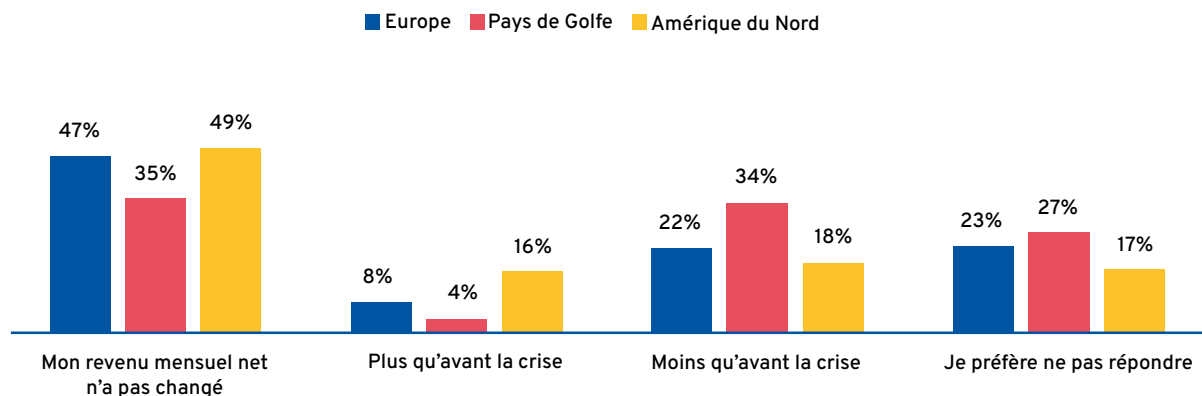
En Amérique du Nord, au contraire, les proportions de répondants rapportant recevoir des revenus plus élevés (16%) est très similaire à la proportion des répondants qui reçoivent des revenus inférieurs (18%) depuis le début de la crise.

⁸⁴ : Berkhout, E. et al. (2021), "The Inequality Virus: Bringing together a world torn apart by coronavirus through a fair, just and sustainable economy", Oxfam

⁸⁵ : En termes proportionnels, les cinq secteurs en ordre décroissant sont : (1) activités portuaires et de la pêche;(3) medias, culture et images; (3) hôtels, tourisme et restauration ; (4) industrie textile et (5) transports. Il faut toutefois noter que les répondants travaillant dans les secteurs (1) et (4) sont en nombre très faible (inférieur à 20) pour pouvoir dégager des conclusions nettes.

⁸⁶ : En termes proportionnels, les cinq secteurs en ordre décroissant sont : (1) services postaux, (2) industrie minière, (3) recherche et innovation, (4) industrie alimentaire, (5) activités portuaires et de la pêche, (6) services des télécommunications. Il faut toutefois noter que les répondants travaillant dans les secteurs (1), (2) et (5) sont en nombre très faible (inférieur à 20) pour pouvoir dégager des conclusions nettes

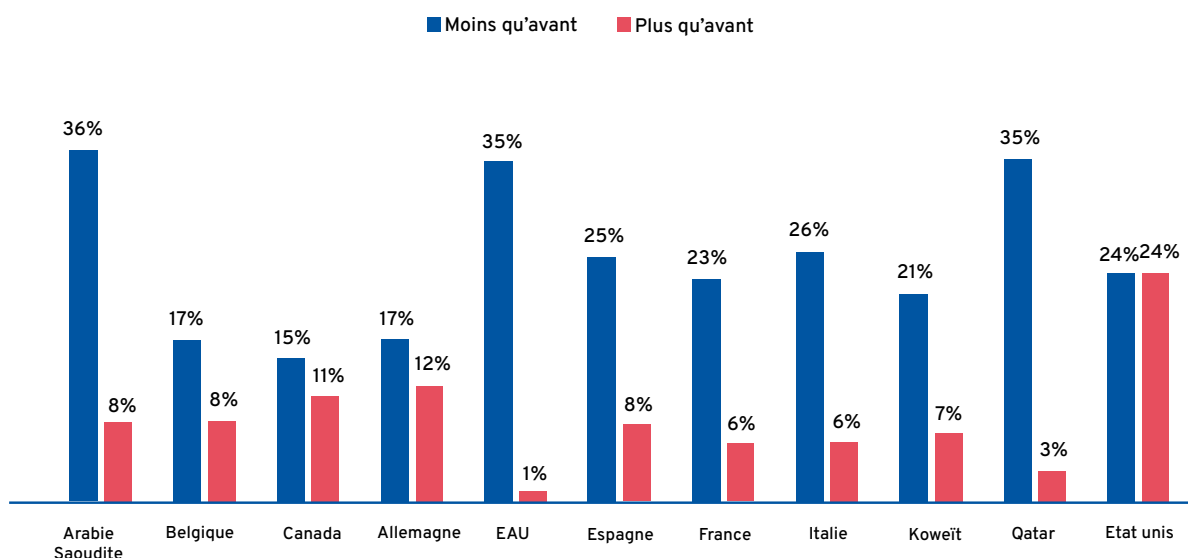
Figure 23: Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon la région de résidence



n = 1483 répondants, dont 807 en Europe, 416 dans les Pays du Golfe et 257 en Amérique du Nord

Le Koweït (36%), l'Arabie saoudite (35%), et le Qatar (35%) sont les trois pays de résidence des groupes de répondants les plus nombreux, en proportion, à avoir été affectés par une réduction de leurs revenus depuis le début de la crise. Au contraire, aux Etats-Unis réside la proportion la plus élevée de répondants rapportant gagner plus depuis le début de la crise (24%). Ces répondants sont suivis par l'Allemagne (12%), le Canada (11%) et en proportion égale : l'Arabie saoudite, la Belgique et l'Espagne (8%).

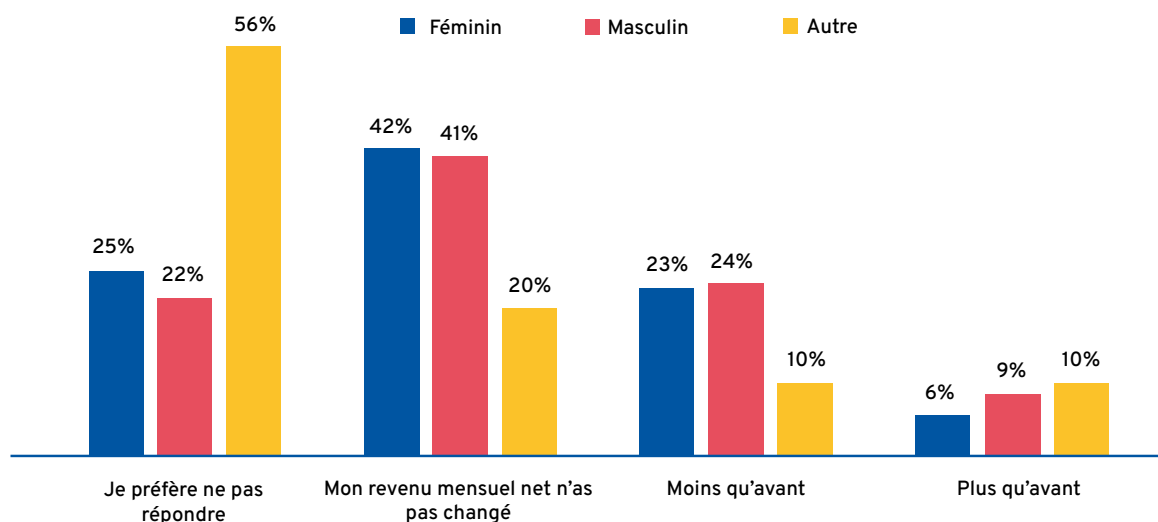
Figure 24: Niveau des revenus depuis le début de la crise, selon le pays de résidence. Focus sur les deux réponses les plus rapportées



n = 1483 répondants

Les proportions d'hommes et femmes interviewés sont plutôt similaires en termes de perception des revenus depuis le début de la crise.

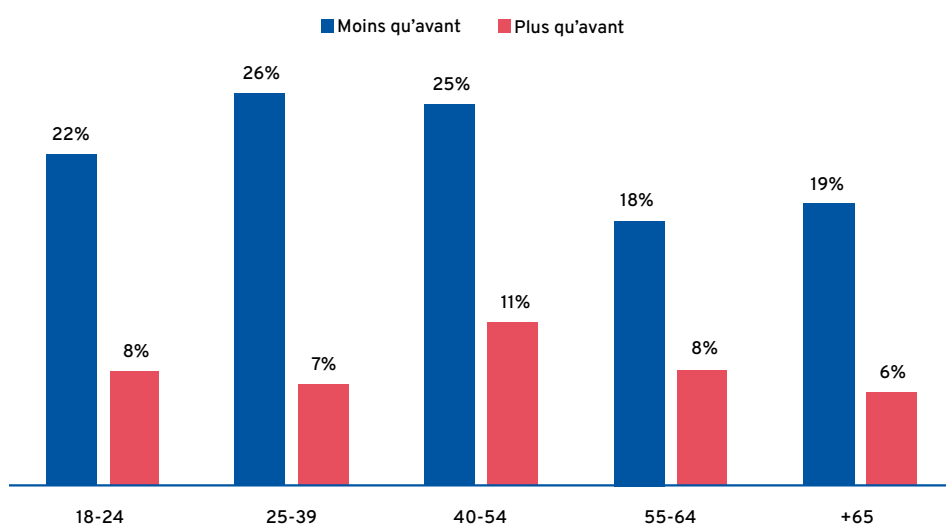
Figure 25: Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon le genre



n = 1483 répondants : 475 de genre féminin, 999 de genre masculin, 9 de genre autre

Les répondants d'âge compris entre 25 et 39 et entre 40 et 54 ans sont en proportion les plus nombreux à rapporter une diminution de leur revenu depuis la crise. Les répondants âgés 40-54 ans sont également relativement les plus nombreux à rapporter une augmentation de leur revenu.

Figure 26 : Niveau de revenus depuis le début de la crise, selon la tranche d'âge

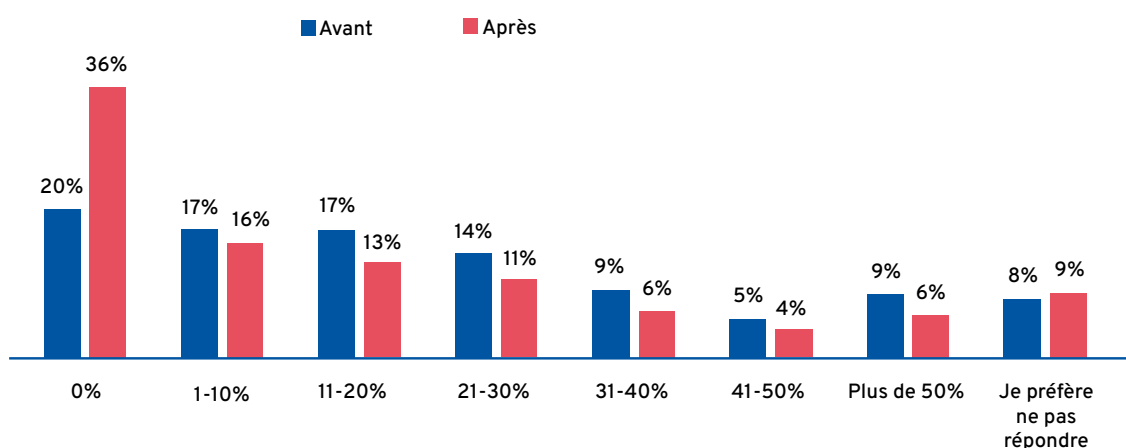


n=1483 : 118 âgés de 18-24 ans, 788 âgés de 25-39, 470 âgés de 40-54 ans, 91 âgés de 55- 64 ans et 16 âgés de 65+ ans

Impact de la COVID-19 sur l'épargne des répondants MRE

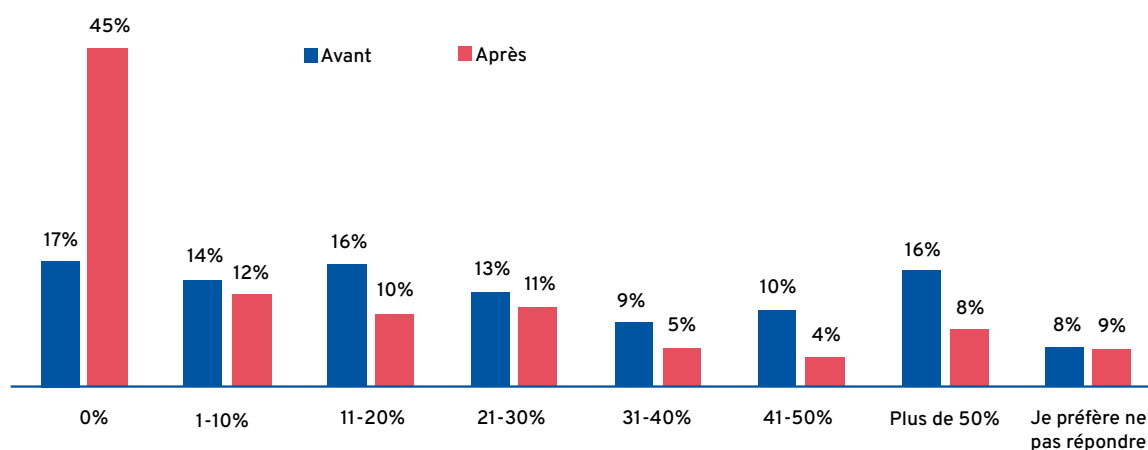
La proportion des répondants MRE qui rapportent ne pas être capables d'épargner depuis le début de la crise est en augmentation dans toutes les régions et les pays cibles. Dans les Pays du Golfe, la proportion de répondants incapables d'épargner a augmenté de +29% depuis le début de la crise. C'est la variation la plus élevée, comparée à celle relative aux répondants en Europe (+14%) et aux répondants en Amérique du Nord (+22%).

Figure 27 : Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)



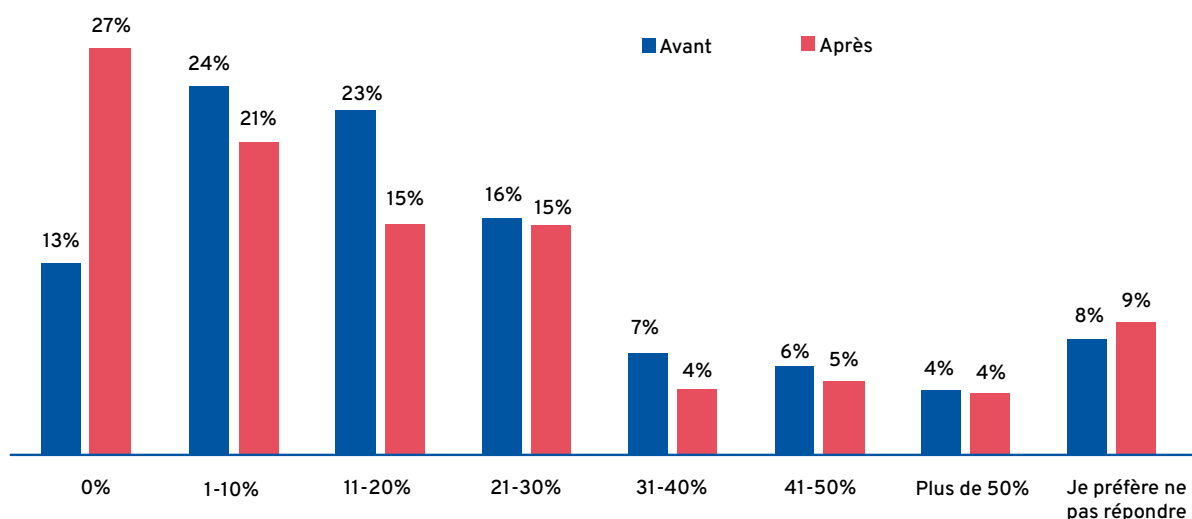
n= 713 répondants avant la crise, 765 depuis la crise

Figure 28 : Proportion de l'épargne sur le total des revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)



n= 393 répondants avant la crise, 432 depuis la crise

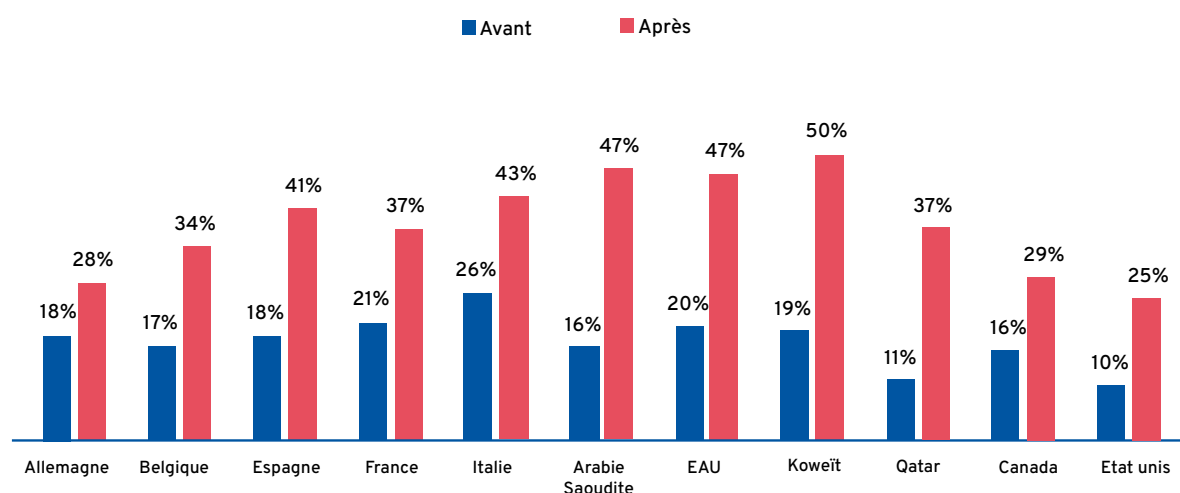
Figure 29 : Proportion de l'épargne sur le total des revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)



n= 240 répondants avant la crise, 251 depuis la crise

La proportion de répondants incapables d'épargner a augmenté particulièrement dans les quatre pays du Golfe (+31% en Arabie saoudite, +26% aux EAU, +31% au Koweït et +27% au Qatar) et en Espagne (+22%). Au contraire, la proportion de répondants capables d'épargner plus de 40% de leurs revenus moyens a augmenté ou est restée stable en Belgique (+2%) et au Canada (+3%).

Figure 30 : Focus sur la variation dans la proportion de MRE épargnant 0% de leurs revenus nets avant et depuis la crise



n= 1348 répondants avant, 1450 répondants après la crise

Près de la moitié des femmes interviewées dans cette enquête n'est pas en mesure d'épargner depuis le début de la crise (49%) et a augmenté de +22% par rapport à la période précédant le début de la crise. Ces valeurs sont plus élevées comparées à celles relatives à la proportion d'hommes incapables d'épargner (32% depuis le début de la crise, la proportion de répondants hommes a augmenté de +19%).

Tableau 3 : Variation dans la proportion d'épargne sur le revenu net selon le genre

GENRE	0%	1-10%	11-20%	21-30%	31-40%	41-50%	Plus de 50%	Préfère ne pas répondre
Féminin	21%	-6%	-8%	-4%	-1%	-1%	-1%	1%
Masculin	19%	0%	-5%	-2%	-4%	-4%	-5%	1%
Autre	19%	22%	0%	0%	-38%	-13%	10%	-1%

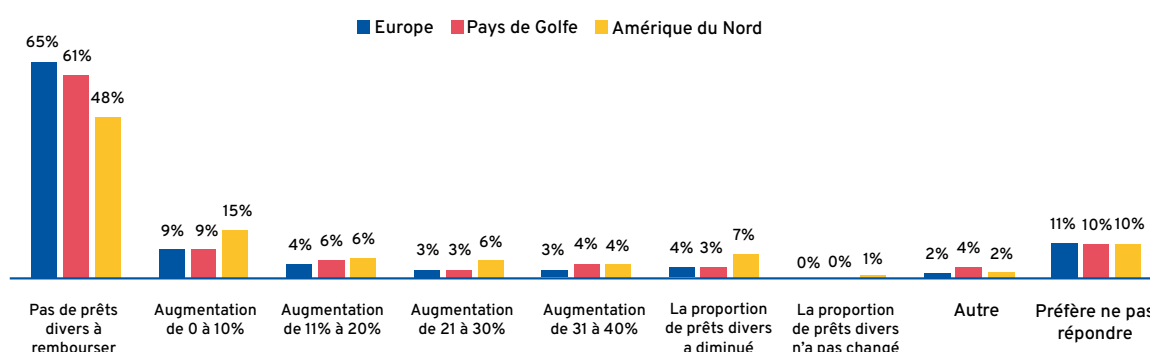
n= 1348 répondants avant (419 de genre féminin, 921 de genre masculin, 8 de genre autre) ; 1450 répondants après la crise (446 de genre féminin, 995 de genre masculin, 9 de genre autre)

Les sept secteurs d'emploi principaux des répondants affectés par une augmentation élevée de leur capacité d'épargne sont : l'agriculture et la foresterie, l'industrie chimique, le commerce, la construction, l'éducation et les services financiers.

Impact de la COVID-19 sur les prêts divers des répondants MRE

Plus de 60% des répondants en Europe et dans les Pays du Golfe, et 48% des répondants en Amérique du Nord ont rapporté ne pas avoir de prêts divers à rembourser. Pour une minorité de répondants dans chacune des régions cibles, ce pourcentage a, néanmoins, augmenté. L'Amérique du Nord est la région qui voit à la fois les proportions les plus larges de répondants qui ont connu une augmentation (+31%) et une réduction (-7%) de la proportion de prêts divers à rembourser sur le total de leurs revenus

Figure 31 : Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise



n = 1553 répondants : 837 en Europe, 448 dans les Pays du Golfe et 268 en Amérique du Nord

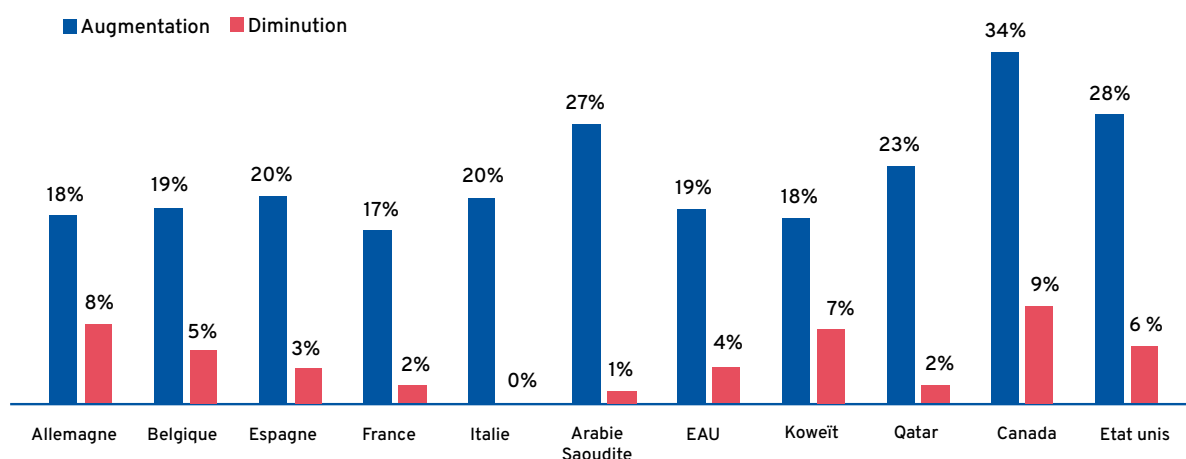
Dans tous les pays, sauf en Italie, on constate, à la fois, une augmentation de prêts divers à rembourser chez une majorité des répondants, ainsi qu'une diminution chez un groupe minoritaire de répondants. En Italie, aucun répondant n'a rapporté avoir réduit la proportion de prêts divers à rembourser.

Les trois pays de résidence qui présentent les plus grandes proportions de répondants rapportant une augmentation des prêts divers qu'ils remboursent sont : le Canada (34%), les Etats-Unis (28%) et l'Arabie saoudite (27%).

A l'opposé, les trois pays de résidence qui présentent les proportions les plus importantes de répondants rapportant une diminution des prêts divers qu'ils remboursent sont : le Canada (9%), l'Allemagne (8%) et les Etats-Unis (6%).

Le Canada présente à la fois les pourcentages les plus élevés de répondants ayant accru et réduit leur proportion de prêts divers à rembourser.

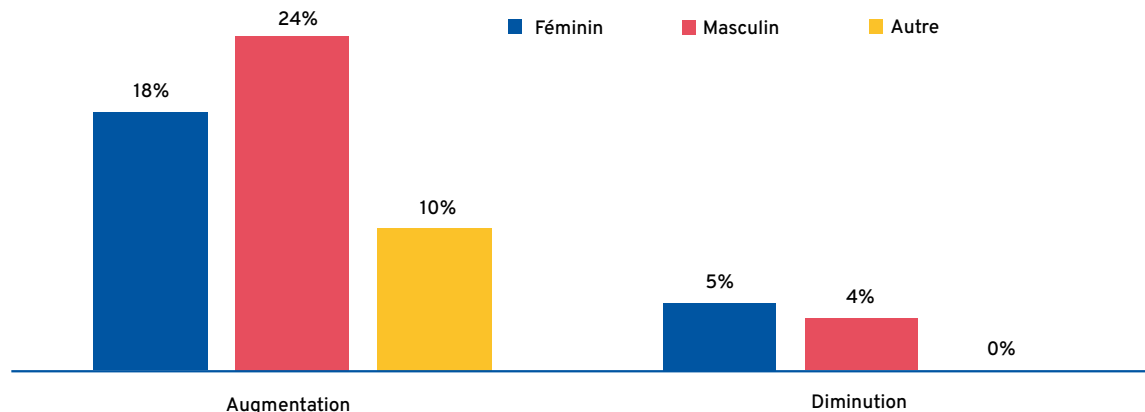
Figure 32 : Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon le pays de résidence



n = 1553 répondants : (132 en Allemagne, 138 en Belgique, 231 en Espagne, 169 en France, 167 en Italie, 82 en Arabie saoudite, 171 aux EAU, 28 au Koweït, 167 au Qatar, 160 au Canada, 108 aux Etats-Unis)

Depuis le début de la crise, les hommes MRE participant à cette enquête ont rapporté avoir augmenté la proportion de prêts divers à rembourser dans une plus grande mesure comparé aux femmes.

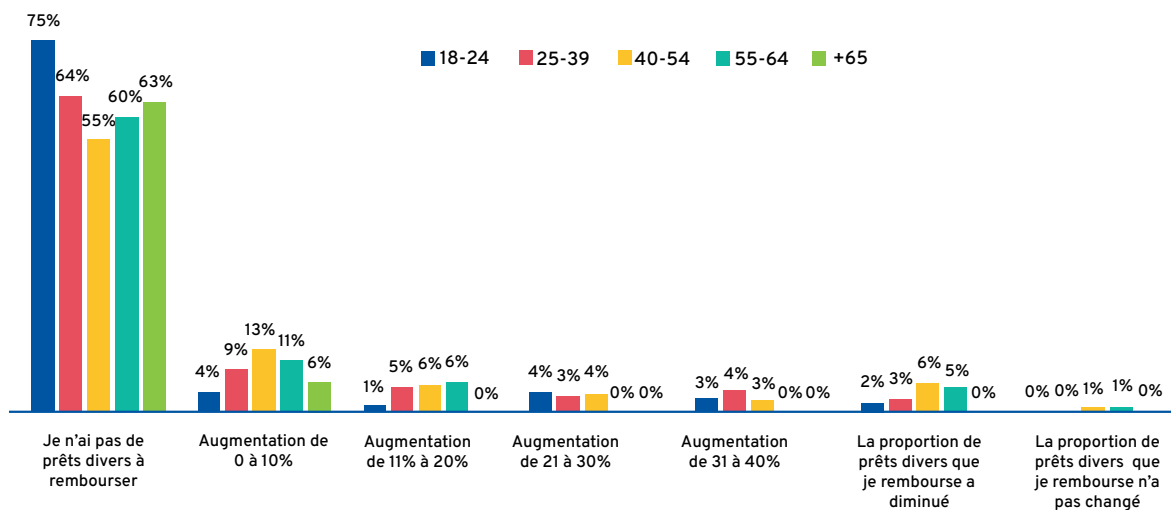
Figure 33 : Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon le genre



n = 1556 répondants : 508 de genre féminin, 1053 de genre masculin, 10 de genre autre

L'augmentation de prêts divers est relativement plus importante chez les répondants âgés entre 40 et 54 ans (25%) et chez les répondants âgés entre 25 et 39 ans (22%). Les jeunes âgés entre 18 et 24 ans ont, en proportion, moins de prêts divers à rembourser comparés aux répondants d'autres groupes d'âge.

Figure 34 : Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets, depuis le début de la crise, selon la tranche d'âge. Focus sur les sept premières réponses



n = 1556 répondants, 140 âgés de 18-24 ans, 831 âgés de 25-39 ans, 475 âgés de 40-54 ans, 94 âgés de 55-64 ans, 16 âgés de plus de 65 ans

► Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds MRE

Ce chapitre porte sur la variation dans la capacité de remise de fonds des participants à l'enquête depuis le début de la pandémie.

En avril 2020, la Banque Mondiale avait prévu que les transferts de fonds au niveau global se contracteraient d'environ 20%, la baisse la plus conséquente depuis toujours⁸⁷. Cette prévision, découlant d'une évaluation de l'impact des baisses des salaires et de l'emploi déclenchés par la pandémie, a pourtant été démentie par les recettes envoyées pendant l'année 2020, ainsi que par les prévisions pour l'année 2021. Le volume des fonds envoyés en 2020 au niveau global a, en effet, atteint à deux points de pourcentage près le volume record de 2019. En termes régionaux, en 2020, les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord ont enregistré une augmentation de +2,3% en comparaison avec l'année précédente. Dans la même région, pour l'année 2021, la Banque Mondiale prévoit une augmentation de +2,6% malgré la reprise économique modérée en Europe et la baisse de l'immigration dans les Pays du Golfe⁸⁸.

Cette augmentation a largement été dynamisée par le volume de fonds reçus par l'Égypte et le Maroc. En 2020 ce dernier a reçu 7,4 milliards de dollars américains, l'équivalent de 6,5% de son produit intérieur brute (PIB). En 2021, le volume de transferts de fonds a connu une progression ultérieure, équivalente à 9,3 milliards de dollars américains ou 7,4% de son PIB.

Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds effectués par les répondants MRE

La plupart des répondants à cette enquête étaient en mesure d'envoyer des fonds au Maroc pendant le deuxième trimestre de l'année 2021. La proportion de répondants envoyant 0% de leur salaire a augmenté dans toutes les régions cibles et surtout dans les Pays du Golfe. En particulier, **depuis le début de la crise, les répondants transférant 0% de leur salaire au Maroc ont augmenté de : +10% en Europe; de +18% dans les Pays du Golfe et de 2% en Amérique du Nord.**

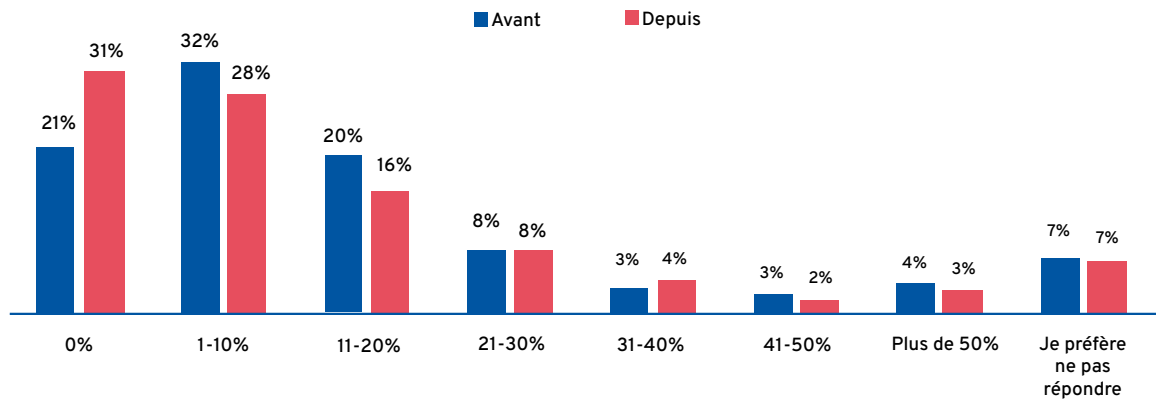
Exception faite pour les répondants dans les Pays du Golfe, la capacité d'envoi des fonds chez les répondants qui transféraient de larges portions de leur salaire (à partir de 20%) est restée stable ou a parfois même faiblement augmenté. Au contraire, les répondants qui transféraient des portions inférieures de leur salaire (0-20%) ont connu une réduction des montants transférés.

En Europe, la proportion de répondants envoyant des fonds a baissé surtout parmi ceux qui transféraient entre 1 et 30% de leur salaire, qui travaillent surtout dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, du commerce et de la construction. **La proportion a faiblement augmenté entre ceux qui transfèrent entre 31 et 40% de leurs salaire** (employés dans les secteurs du commerce, de l'assistance à la personne et aux soins de santé et l'industrie mécanique et électronique) **et a subi une légère contraction de -1% parmi ceux qui envoient plus de 40% de leur salaire** (concentrés surtout dans les secteurs du commerce, de l'agriculture et de la foresterie, de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration, de la construction et de l'éducation).

⁸⁷ : World Bank, "World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History", Press Release, 22 avril 2020.

⁸⁸ : World Bank, "Defying Predictions, Remittance Flows Remain Strong During COVID-19 Crisis", Press Release, 12 mai 2021.

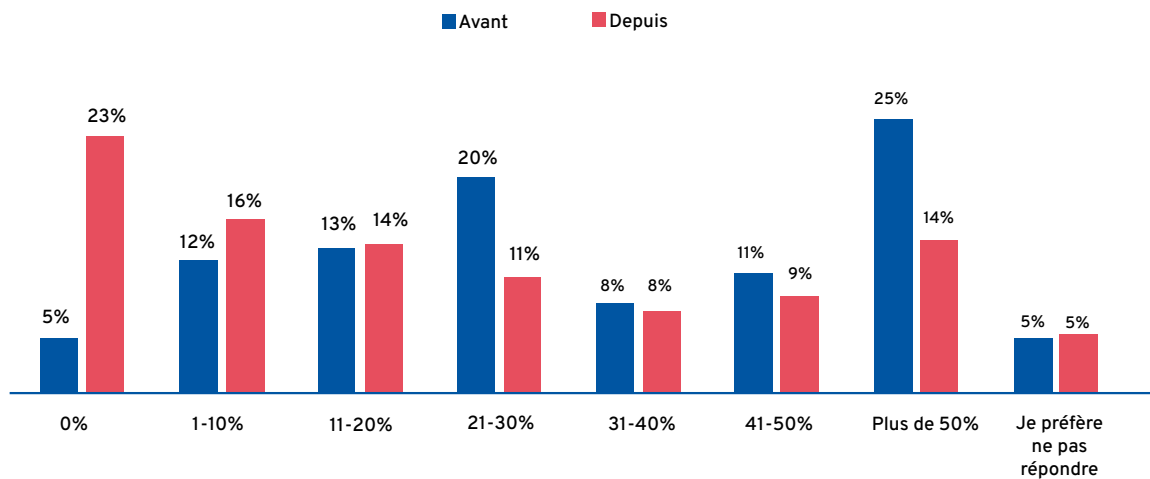
Figure 35 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)



n = 659 avant la crise, 698 depuis le début de la crise

Dans la région du Golfe, depuis le début de la crise, la proportion de répondants qui envoient entre 1 et 10% de leur salaire a augmenté, ainsi que, très faiblement la proportion de répondants qui transféraient entre 11 et 20% de leur salaire. Ce sont surtout les répondants qui envoyaient entre 21 et 30% ou plus de 50% de leur salaire qui ont connu une baisse. Les répondants résidant dans les Pays du Golfe qui, depuis le début de la crise, envoient 0% de leur salaire, sont employés surtout dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Ceux qui envoient entre 1-10% ou entre 11-20% de leur salaire travaillent dans la fonction publique et le commerce, mais aussi dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. En toute probabilité, ceci est dû au fait que c'est le premier secteur d'emploi des répondants MRE, plutôt qu'à une meilleure performance économique depuis le début de la crise.

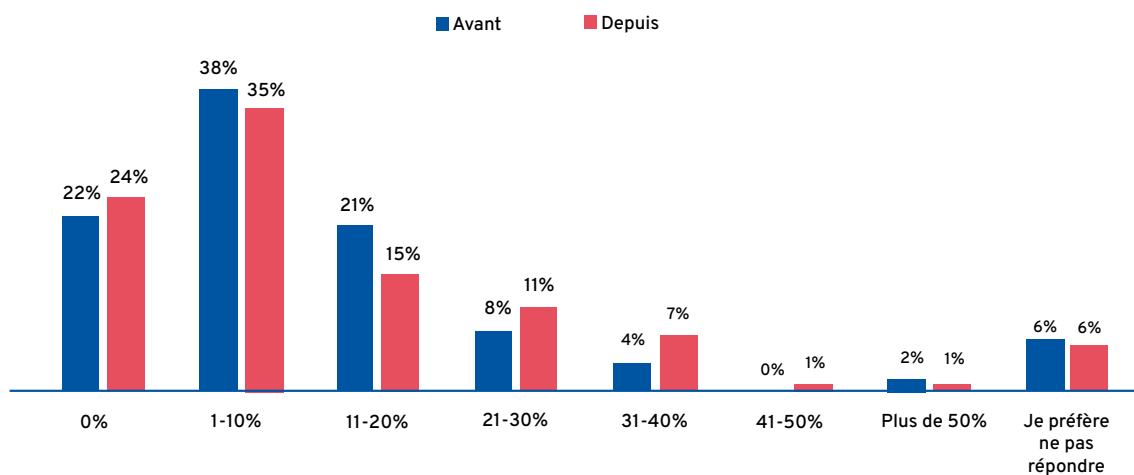
Figure 36 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets dans les Pays du Golfe (avant et depuis la crise)



n = 377 répondants avant la crise, 410 depuis la crise

L'Amérique du Nord est la région où on constate les moindres variations en termes de capacité d'envoi de fonds depuis le début de la crise. Tandis que les proportions de répondants envoyant entre 1 et 20% de leur salaire ont baissé, la proportion de répondants qui transféraient entre 21 et 50% de leur salaire a augmenté depuis le début de la crise. Les répondants qui envoient des proportions importantes de leur salaire travaillent dans les secteurs suivants : l'industrie alimentaire, l'hôtellerie et la restauration, l'éducation, les soins de santé et l'assistance à la personne, et les transports.

Figure 37 : Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)



n = 220 répondants avant la crise, 232 depuis la crise

Après les répondants au Koweït (-35%) et aux EAU (20%), les MRE résidant en Italie sont relativement les plus nombreux à signaler envoyer 0% de leurs salaires au Maroc (16%). Le Canada, les Etats-Unis et la France sont les pays de résidence où l'augmentation de répondants envoyant 0% de leur salaire a été la plus faible.

Figure 38 : Variation entre les proportions des fonds transférés selon le pays de destination (depuis la crise)

PAYS DE RESIDENCE	0%	1-10%	11-20%	21-30%	31-40%	41-50%	Plus de 50%	Préfère ne pas répondre
Allemagne	10%	-10%	0%	-2%	1%	0%	1%	1%
Belgique	10%	-13%	1%	4%	0%	-1%	-1%	0%
Espagne	10%	4%	-12%	0%	-1%	1%	-1%	-1%
France	4%	1%	-6%	1%	2%	0%	0%	-1%
Italie	16%	-3%	-5%	-3%	3%	-4%	-4%	-1%
Arabie saoudite	7%	12%	-2%	2%	3%	-5%	-16%	-2%
EAU	20%	4%	-2%	-7%	-4%	-3%	-7%	-1%
Koweït	35%	-8%	4%	-23%	0%	4%	-15%	4%
Qatar	11%	7%	2%	-9%	-2%	-4%	-5%	1%
Canada	2%	-4%	-2%	3%	2%	0%	0%	-1%
Etats-Unis	3%	-1%	-10%	3%	5%	1%	0%	0%

Comment expliquer la hausse dans le volume global des transferts de fonds ?

Généralement, **les flux de transferts de fonds sont contracycliques : leur volume augmente pendant les périodes de crise**⁸⁹. Selon la Banque Mondiale, l'écart entre les attentes et la réalité des transferts de fonds pour les années 2020 et 2021 se doit à trois facteurs : (1) une meilleure performance économique des pays de destination face aux attentes, en raison des plans de relance budgétaire, (2) l'utilisation obligée de canaux numériques de transferts de fonds au lieu de méthodes plus informelles et (3) les changements cycliques dans les prix des hydrocarbures et des taux de change⁹⁰. On peut ajouter à ceci des considérations⁹¹ sur l'impact différentiel que la crise économique a eu selon les profils et les ressources au sein de la population migrante. Autrement dit, **l'augmentation globale des transferts de fonds pourrait être entraînée par les personnes qui ont été moins affectées et/ou disposant de ressources plus importantes**. Néanmoins, même les personnes à revenu plus modeste pourraient avoir puisé dans leur épargne pour soutenir les familles et les proches dans les pays d'origine.

Dans le contexte du Maroc, il a été annoncé qu'une commission serait mise en place pour s'enquérir sur les causes de la hausse extraordinaire du volume des transferts de fonds qui a été enregistrée à partir du début de la crise⁹². Des explications portent sur l'élan de solidarité émanant des épargnes des MRE dans les pays de destination, ou d'une volonté d'investissement au Maroc⁹³. Selon d'autres explications, les restrictions à la mobilité et le passage à des voies formelles auraient permis de tracer une partie des transferts qui étaient déjà effectués mais n'étaient pas comptabilisés⁹⁴.

D'après les répondants à la deuxième collecte de données, **l'augmentation des transferts de fonds repose surtout sur la capacité d'envoi des MRE les plus fortunés**, mais aussi sur la création d'initiatives solidaires communautaires, ainsi que sur les mesures de soutien à l'économie proposées par les gouvernements dans les pays de résidence. Quant aux résultats dérivant de la première phase de l'enquête, on constate une tendance modérée à la polarisation en Amérique du Nord, où une partie des répondants ont faiblement augmenté leurs revenus et leur capacité d'envoi des fonds. Cette augmentation est plus mitigée en Europe et concerne des proportions de revenu légèrement plus faibles (31- 40%). Dans ces deux régions, on peut imaginer que l'envoi de fonds a été dynamisé par les répondants les plus aisés, mais surtout par les mesures exceptionnelles de soutien aux revenus adoptées par les gouvernements de destination. En revanche, une partie des répondants dans les Pays du Golfe pourraient avoir dû puiser dans leurs économies pour assurer des transferts de fonds au Maroc. Il s'agit en effet des répondants les plus affectés par des pertes d'emploi et de revenu, qui n'ont pas pu bénéficier de mesures au revenu et qui sont, en proportion, les plus nombreux à avoir leurs familles dans le pays d'origine.

89 : Ibid.

90 : Ibid.

91 : Bahar D., "Remittances: One more thing that economists failed at predicting during COVID-19", Brookings, 1 juillet 2021.

92 : Ibriz L., « Transfert des MRE: une commission pour expliquer la hausse record », SNRT News, 13 octobre 2021.

93 : Ibid.

94 : Michbal M., « Transferts des MRE : l'intrigante et spectaculaire envolée des envois de la diaspora », Medias 24, 3 novembre 2021.

► Accès à la protection sociale des MRE

Ce chapitre présente les prestations sociales auxquelles les participants avaient accès avant le début de la pandémie de la COVID-19.

« La protection sociale, ou sécurité sociale, est un droit de la personne, défini comme l'ensemble des politiques et programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et vulnérabilité tout au long du cycle de vie ». Les systèmes de protection sociale peuvent se fonder sur des régimes contributifs (assurance sociale) et prestations non contributives financées par l'impôt.

Selon la Convention n.102 de l'OIT⁹⁵, les socles de la sécurité sociale comprennent : « les soins médicaux de santé, la sécurité du revenu, notamment pour les personnes âgées, ainsi qu'en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, d'accident du travail, de maternité ou de perte du principal soutien de famille, ainsi que pour les familles avec enfants »⁹⁶.

La législation et l'octroi des prestations sociales sont en principe circonscrits au territoire national. Il en découle que les travailleurs migrants sont souvent discriminés dans l'accès à ces mesures selon la durée de leur contrat de travail, les règles sur la cotisation, la nationalité et la résidence. Bien que la protection sociale soit reconnue comme un droit de la personne, les personnes migrantes en condition irrégulière sont souvent exclues de l'accès à la plupart des prestations sociales⁹⁷.

Une coordination en matière de protection sociale est poursuivie par le Gouvernement marocain par le biais de conventions multilatérales et bilatérales⁹⁸. Ces dernières, en particulier, sont fondamentales à la réglementation de l'accès des MRE à la protection sociale à l'étranger. Le Maroc a signé des conventions bilatérales avec 15 pays⁹⁹, dont, les destinations principales de l'émigration marocaine (à l'exception de l'Italie)¹⁰⁰. Ces conventions établissent que les citoyens marocains ayant travaillé dans les pays signataires (ainsi que les travailleurs originaires des pays signataires résidant au Maroc), aient accès aux pensions contributives et aux prestations d'invalidité. De manière plus générale, elles règlementent les dispositions en matière de portabilité des droits sociaux, garantissent l'égalité des droits et des obligations entre les travailleurs dans les pays de destination et les travailleurs marocains et, sous certaines conditions, élargissent l'accès aux prestations sociales du système marocain aux citoyens marocains qui résident hors du territoire national¹⁰¹. Ces accords ne couvrent, cependant, que les citoyens marocains qui travaillent en condition régulière et les personnes qui sont à leur charge¹⁰².

La facilitation de l'accès à la protection sociale marocaine ou dans les pays de destination ne rentre pas dans le mandat formel du réseau consulaire marocain¹⁰³. Toutefois, en cas exceptionnel de besoin, les citoyens marocains peuvent recevoir une aide financière ou matérielle extraordinaires, ou une assistance au rapatriement de la part du réseau consulaire¹⁰⁴.

95 : OIT, « Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 ».

96 : OIT, Plus de 4 milliards de personnes ne bénéficient toujours d'aucune protection sociale, 1 septembre 2021.

97 : Maddouri K., 2011, « Protection sociale des travailleurs Tunisiens migrants : examen critique des dispositifs nationaux et internationaux », CARIM Research Reports 2011/09, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):European University Institute.

98 : Mahieu R. (2020), "Diaspora Policies, Consular Services and Social Protection for Moroccan Citizens Abroad", in: Lafleur JM., Vintila D. (eds) Migration and Social Protection in Europe and Beyond (Volume 3). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

99 : Il s'agit des pays suivants ; Algérie, Belgique, Canada, Danemark, Allemagne, Egypte, Espagne, France, Libye, Pays-Bas, Luxembourg, Portugal, Québec, Roumanie, Suède, Tunisie. Pour plus d'informations, voir : Oulidi A., Diakité K. (2020), « Access to Social Protection by Immigrants, Emigrants and Resident Nationals in Morocco ». In: Lafleur JM., Vintila D. (eds) Migration and Social Protection in Europe and Beyond (Volume 3). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

100 : Mahieu R. (2020), "Diaspora Policies, Consular Services and Social Protection for Moroccan Citizens Abroad", in: Lafleur JM., Vintila D. (eds) Migration and Social Protection in Europe and Beyond (Volume 3). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

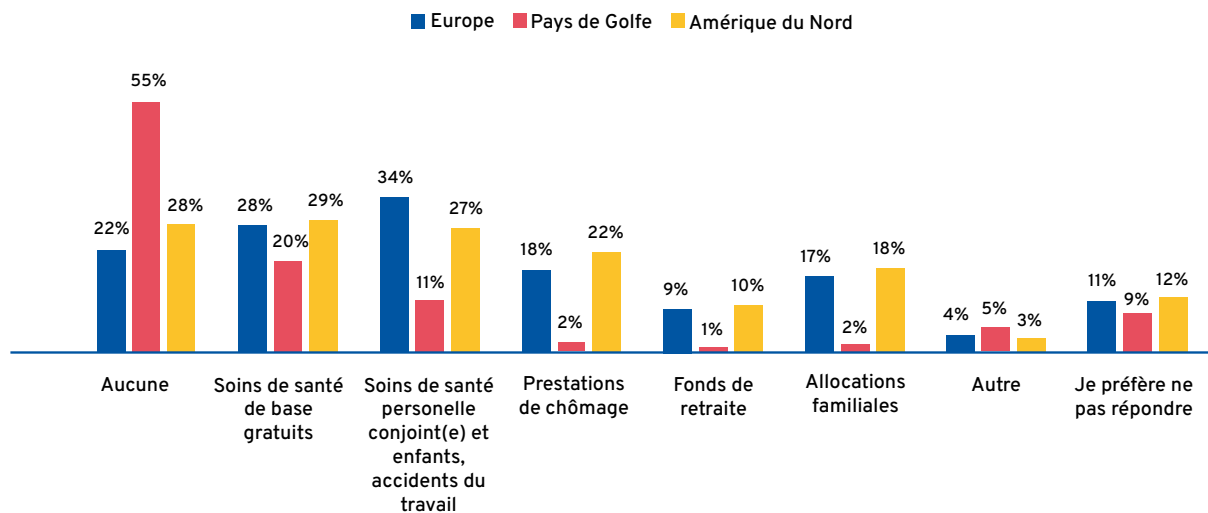
101-102-103-104 : Ibid.

Accès à la protection sociale des répondants MRE

Avant le début de la crise de la COVID-19, les répondants MRE à cette enquête avaient un accès différent aux mesures de protection sociale selon la région de résidence. **Plus de la moitié des répondants dans les Pays du Golfe a déclaré n'avoir accès à aucune mesure de protection sociale.** La proportion la plus grande de répondants dans cette région a rapporté avoir accès aux soins de santé de base gratuits et aux soins de santé personnelle, des composants de la famille et pour les accidents de travail.

Les répondants en Europe et en Amérique du Nord ont rapporté avoir un accès plus élevé à la protection sociale avant le début de la crise pour toutes les options de réponse. Une proportion de 17% et 18% des répondants en Europe et en Amérique du Nord ayant accès à des allocations familiales est due au fait que les répondants dans ces régions sont proportionnellement plus accompagnés par leurs familles, comparés aux répondants dans les Pays du Golfe.

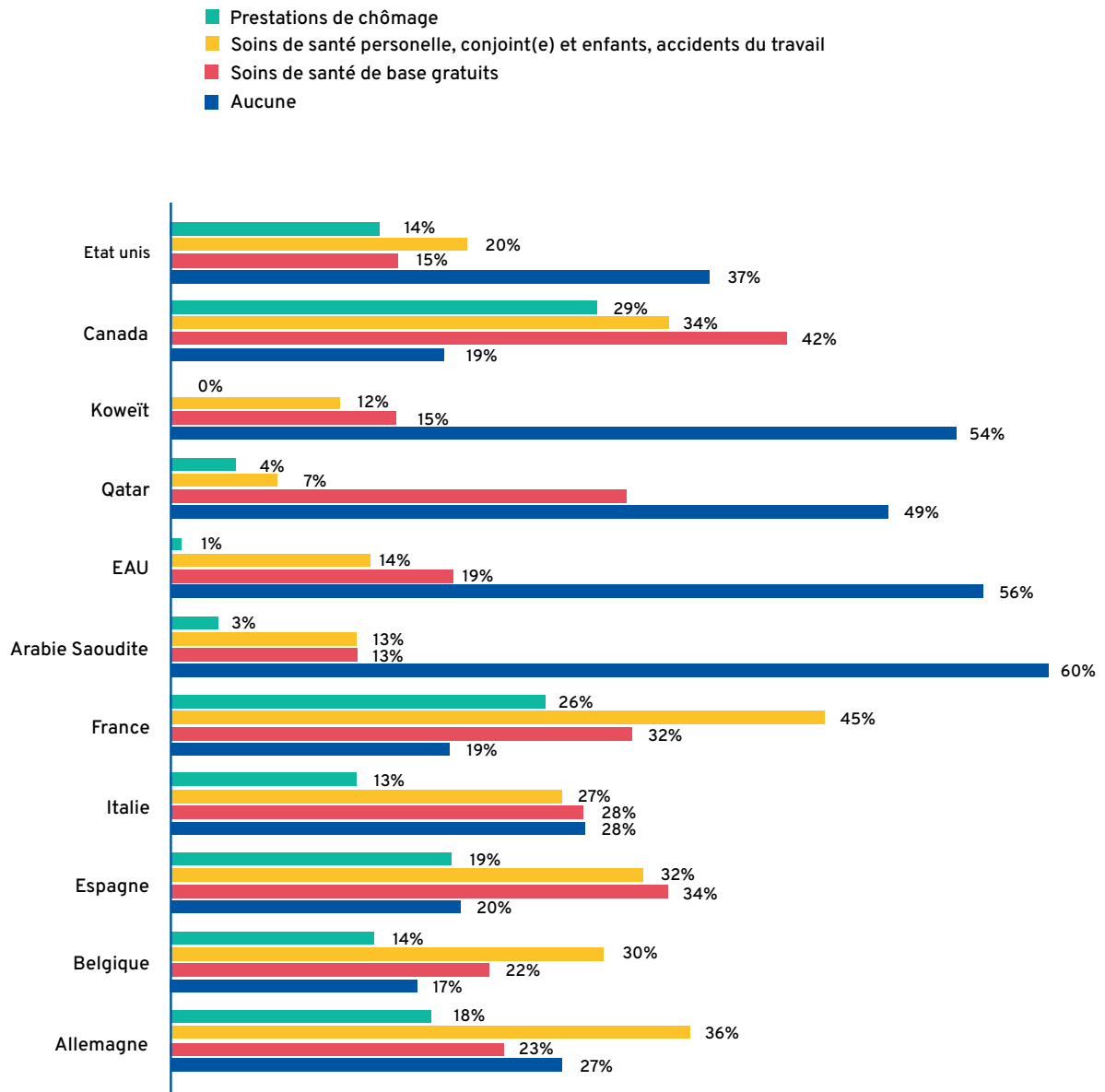
Figure 39 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon la région de résidence



n=1228 répondants : 654 résidant en Europe, 367 résidant dans les Pays du Golfe et 207 résidant en Amérique du Nord

L'Arabie saoudite (60%), le Koweït (54%) et les EAU (56%) sont les pays de résidence des répondants qui ont le plus déclaré n'avoir accès à aucune mesure de protection sociale avant le début de la pandémie.

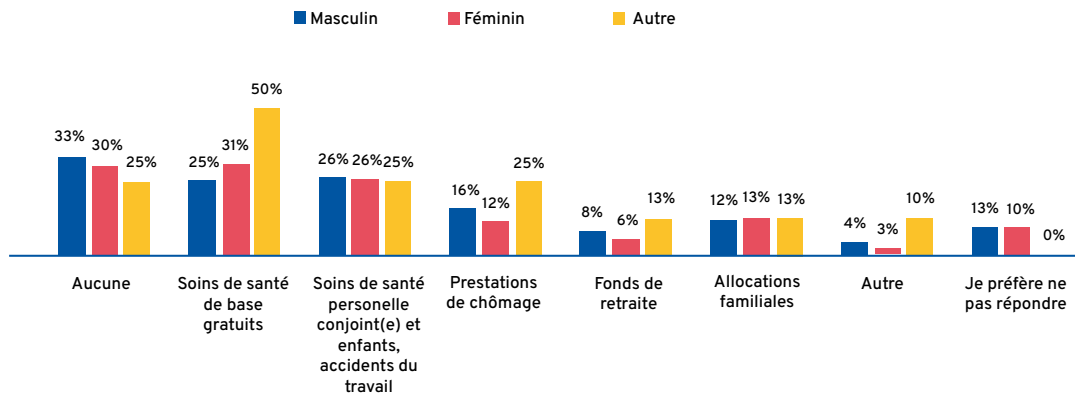
Figure 40 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon le pays de résidence. Focus sur les trois réponses les plus rapportées



n=répondants : en Arabie saoudite, 210 au Canada, 115 en Allemagne, 111 aux EAU, 183 en France, 74 en Italie, 56 au Qatar, 213 au Qatar et 82 aux Etats-Unis

Au sein de cet échantillon, on ne constate pas de fortes différences entre les réponses fournies par les femmes et les hommes MRE en matière d'accès à la protection sociale.

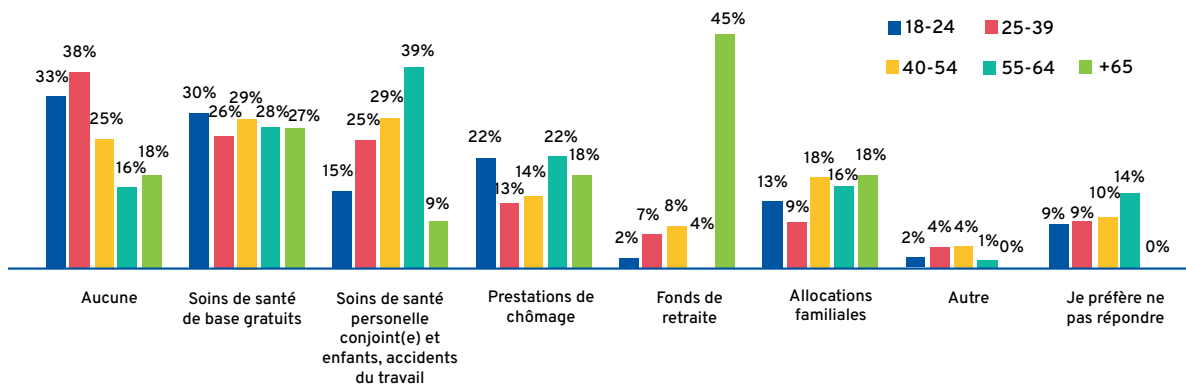
Figure 41 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon le genre



n=1231, 399 répondants de genre masculin, 824 répondants de genre féminin et 8 répondants autre

Les répondants qui avaient le moins accès à la protection sociale avant le début de la crise sont âgés entre 25 et 39 ans, suivis par les répondants âgés entre 18-24. Ceci est cohérent avec les résultats présentés dans les sections précédentes qui voient les répondants avec ces tranches d'âge avoir été plus affectés sur le plan de l'emploi et du revenu.

Figure 42 : Accès à la protection sociale avant la pandémie, selon la tranche d'âge



n=1231 répondants : 93 âgés de 18-24 ans, 680 âgés entre 25 et 39 ans, 378 âgés entre 40 et 54 ans, 69 âgés entre 55 et 64 ans et 11 âgés de plus de 65 ans.

Plus de la moitié des répondants en Amérique du Nord (52%), 45% des répondants en Europe (45%) et 24% des répondants dans les Pays du Golfe ont déclaré avoir toujours accès à la protection sociale dans les pays de destination.

Accès à la vaccination des répondants MRE

Presque la totalité des MRE interviewés (36 sur 39) dans le contexte de la deuxième collecte de données ont déclaré avoir reçu au moins une dose de vaccin dans le pays de résidence. Tout en tenant compte que ce résultat n'est pas généralisable à la population des ressortissants marocains, ceci suggère que même dans les régions à faible couverture en matière de protection sociale, les campagnes de vaccination ont été élargies au moins à une partie de la population migrante. Certains répondants ont déclaré n'avoir rencontré aucun obstacle pour avoir accès au vaccin. Les défis les plus mentionnés par les répondants à la deuxième phase de l'enquête restent cependant : la connaissance de la langue du pays de résidence, la distance des lieux de vaccination et la difficulté d'accès aux digitalisation des services publics – y compris l'accès à internet.

► Impact de la COVID-19 sur les projets de mobilité des MRE

Ce chapitre présente la possible évolution des projets de mobilité des répondants MRE en conséquence de la pandémie.

En 2020, les pays de l'OCDE ont vécu une baisse historique de 30% des flux d'immigration permanente, le niveau le plus bas depuis l'année 2003¹⁰⁵. Pareillement, les Pays du Golfe sont confrontés à une réduction importante de leur main d'œuvre étrangère, qui les a poussés à la fois à travailler à des programmes d'attraction de nouveaux travailleurs étrangers, ainsi qu'à accroître la participation de la main d'œuvre nationale aux secteurs économiques clés¹⁰⁶.

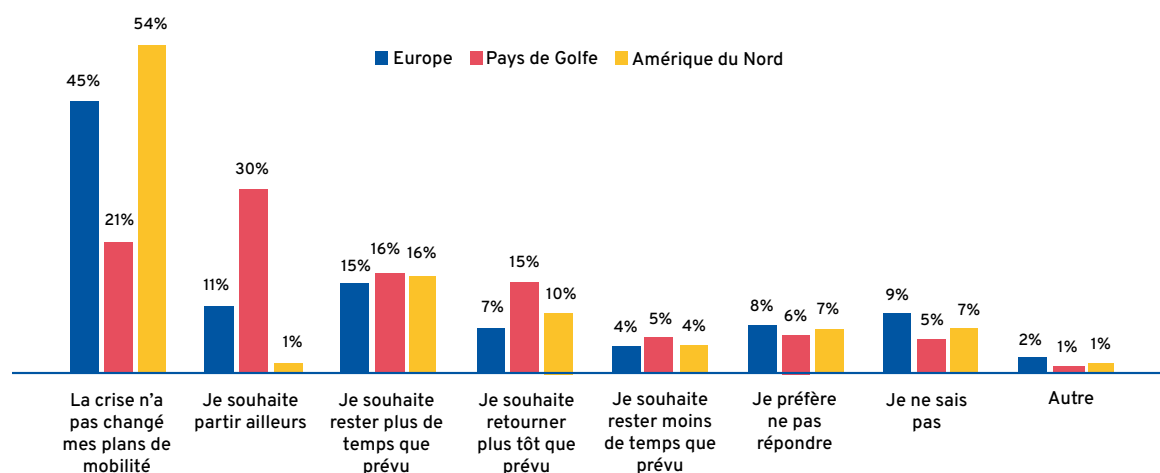
Plans de mobilité des répondants MRE

La propension des répondants MRE qui pensent à changer leurs plans de mobilité en conséquence de la crise de la COVID-19 varie selon la région de résidence. Les répondants MRE dans les Pays du Golfe sont les moins susceptibles de garder leurs plans de mobilité (21%), comparés aux participants MRE qui résident en Europe (45%) ou en Amérique du Nord (54%). Les répondants les plus favorables à quitter leur pays de résidence vivent dans les Pays du Golfe, qui sont également les lieux de résidence des répondants qui ont été plus durement affectés par l'impact socioéconomique dérivant de la pandémie.

Plus spécifiquement, un tiers des répondants souhaitent quitter leur pays de destination tandis que cette option de réponse a été choisie par 11% des répondants en Europe et seulement 1% des répondants en Amérique du Nord. En outre, dans les Pays du Golfe réside la proportion la plus élevée de répondants qui souhaitent retourner au Maroc (15%), suivie par la proportion de répondants en Europe (10%) et en Amérique du Nord (7%).

En Europe (15%) et en Amérique du Nord (16%), l'option de réponse la plus choisie par les répondants souhaitant changer leurs plans de mobilité est celle de vouloir rester plus de temps dans leur lieu de destination. Ce pourcentage est très similaire à celui relatif aux répondants dans les Pays du Golfe pour la même option de réponse (16%).

Figure 43 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon la région de résidence



n = 1162 répondants : 661 en Europe, 355 dans les Pays du Golfe et 146 en Amérique du Nord

¹⁰⁵ : OCDE, "COVID hit to migration levels - Recovery efforts must address structural obstacles to migrant integration", 28 octobre 2021.

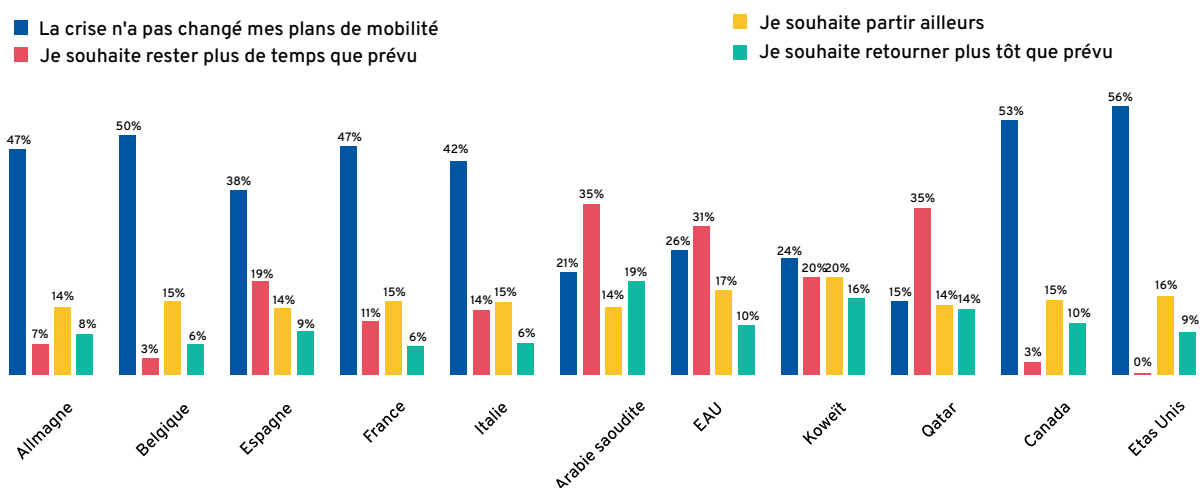
¹⁰⁶ : Oxford Business Group, "Can new visa systems drive the Gulf's Covid-19 recovery?", 5 octobre 2021.

Les pourcentages les plus faibles de répondants qui souhaitent partir ailleurs résident aux Etats Unis (0%) et au Canada (3%). Dans ces pays, une petite majorité relative des répondants souhaitent rester plus de temps que prévu (16% et 15% respectivement), suivie par des proportions de 9% et 10% qui aimeraient rentrer plus tôt.

Les répondants aux EAU sont à la fois les plus relativement nombreux à vouloir partir ailleurs (31%) et à vouloir rester plus longtemps dans le pays de résidence (17%) comparés aux répondants résidant dans les autres pays. Ceci peut suggérer la sévérité de l'impact ressenti par les répondants dans ce pays et la disponibilité des ressources économiques pour accommoder les aspirations de mobilité. D'un côté, la majorité des répondants a probablement les moyens pour donner suite à leur ambition de partir ailleurs. D'autre part, ceux qui veulent rester plus longtemps pourraient à la fois vouloir rester pour des raisons individuelles et familiales, mais pourraient également être ceux qui ne peuvent faire autrement que rester, par manque de moyens.

Les proportions les plus élevées de répondants qui sont indécis et qui attendent d'observer comment la situation évoluera pour pouvoir prendre une décision, résident en Allemagne (10%) et en France (12%). Les répondants, les moins indécis sont concentrés dans les pays du Golfe : l'Arabie saoudite et le Qatar (2%), qui accueillent des proportions plus importantes de répondants persuadés de vouloir partir ailleurs.

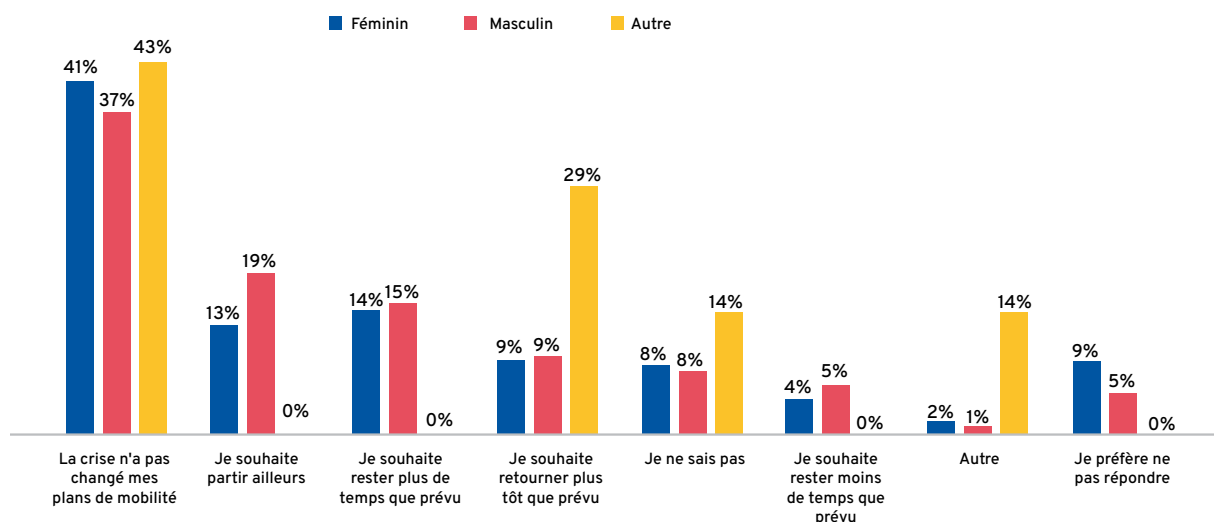
Figure 44 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon le pays de résidence



n= 1162 répondants : 107 en Allemagne, 101 en Belgique, 176 en Espagne, 137 en France, 140 en Italie, 57 en Arabie saoudite, 140 aux EAU, 25 au Koweït, 133 au Qatar, 78 au Canada et 68 aux Etats Unis.

On ne constate pas de grandes différences entre les réponses fournies par les hommes et les femmes interviewés pour cette enquête, à l'exception **d'une propension plus prononcée des hommes à vouloir partir ailleurs en comparaison aux femmes MRE.**

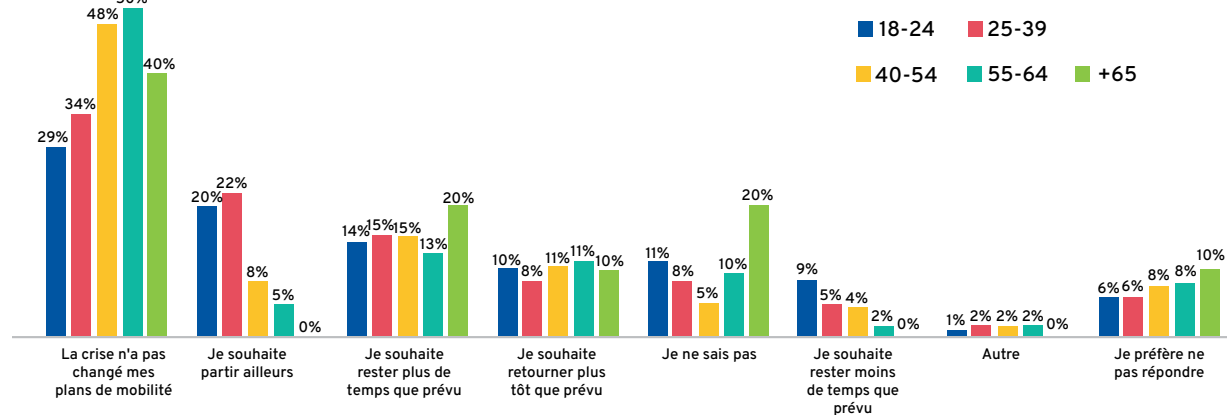
Figure 45 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon le genre



n = 1162 répondants : 388 de genre féminin, 769 de genre masculin et 7 de genre autre

Les répondants les plus jeunes, âgés entre 18 et 24 ans ou entre 25 et 39 ans sont plus susceptibles de vouloir changer leurs plans de mobilité et en particulier de vouloir partir ailleurs, probablement en raison des pertes salariales et de revenu constatées dans les sections précédentes. La portion de répondants qui souhaite retourner plus tôt que prévu est plutôt similaire pour toutes les tranches d'âge.

Figure 46 : Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité, selon la tranche d'âge



n = 1162 répondants : 105 répondants âgés entre 18 et 24 ans, 654 âgés entre 25 et 39 ans, 333 âgés entre 40 et 54 ans, 62 âgés entre 55 et 65 ans et 10 âgés de plus de 65 ans

► Conclusions et recommandations

L'équivalent de plus de 10% de la population marocaine réside à l'étranger¹⁰⁷. Il s'agit d'une population très hétérogène, qui pourrait être exposée à différents degrés aux risques d'ordre sanitaire et socioéconomique liés à la pandémie de la COVID-19. Le manque de statistiques et d'informations fiables sur la diversité des profils qui la composent représente une limite importante pour éclairer la formulation de mesures qui soient adaptées aux besoins et aux vulnérabilités des Marocains résidant à l'étranger (MRE). Afin de contribuer à adresser ces limites, appuyer le Gouvernement marocain dans la collecte de données probantes et éclairer l'orientation des politiques publiques concernant les MRE, **IMPACT, en partenariat avec l'OIT a mené une étude sur « L'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs marocains » résidant dans onze pays entre l'Europe, les Pays du Golfe et l'Amérique du Nord entre les mois de mars et décembre 2021.**

Les résultats de cette étude, fondés sur un total de 1633 entretiens¹⁰⁸ avec des MRE échantillonnés à l'aide d'annonces Facebook, ont permis de tirer les conclusions suivantes.

Etat de santé

Une dégradation de la santé mentale et l'apparition d'un état d'anxiété par rapport aux conditions de santé des proches sont les manifestations les plus ressenties par les répondants quant à leur état de santé depuis le début de la pandémie. Ce résultat rejoint les constats d'une étude récente de l'OMS¹⁰⁹ signalant l'ampleur des troubles de santé mentale auprès de la population migrante depuis le début de la crise de la COVID-19. Bien que ce constat ne concerne pas uniquement les personnes migrantes, il y a des facteurs de stress qui peuvent particulièrement les exposer à une dégradation de leur santé mentale, tels que le fait de subir des comportements discriminatoires (comme rapporté également par les MRE participant à cette étude), ou la tendance plus prononcée à vivre dans des logements inadéquats. Il en découle l'importance clé que les mesures de soutien psychologique doivent revêtir dans les interventions de santé publique, y compris dans la forme de programmes de soutien conçus et dédiés aux personnes migrantes, afin d'adresser les facteurs de vulnérabilité qui leur sont spécifiques.

Les résultats de cette enquête suggèrent une relation pluridirectionnelle entre la dimension sanitaire de la crise et d'autres dimensions, notamment celle de l'emploi et du revenu. On constate par exemple que dans les Pays du Golfe résident les plus hautes concentrations de répondants MRE qui ont signalé des pertes d'emploi et de revenu, ainsi que les proportions les plus élevées de répondants avec des symptômes directement ou indirectement liés à la COVID-19. Les deux tendances pourraient donc être liées l'une à l'autre. De surcroît, il s'agit des pays où l'offre de protection sociale envers les personnes migrantes est minime, ce qui pourrait contribuer davantage à une dégradation de la santé des MRE.

Le caractère multidimensionnel de la crise de la COVID-19 sous-tend qu'élargir l'accès aux soins de santé aux personnes migrantes est un droit et un investissement d'intérêt public, produisant des externalités positives même sur le plan économique et social. La décision d'élargir les campagnes vaccinales aux personnes d'origine étrangère, y compris en condition irrégulière, répond justement à la prise de conscience que la reprise sociale et économique peut se réaliser seulement en partant d'un principe d'inclusivité et de réponse aux besoins, plutôt qu'à des critères de nationalité, statut migratoire ou revenu.

¹⁰⁷ : Berriane M. et al. (2018), « Marocains de l'extérieur – 2017 », Edition de la Fondation Hassan II des Marocains Résidant à l'Etranger.

¹⁰⁸ : Total cumulatif de la phase 1 et 2 de la collecte de données.

¹⁰⁹ : World Health Organization (2020), "ApartTogether survey: preliminary overview of refugees and migrants self-reported impact of COVID-19. Geneva".

Inégalités et protection sociale

La diminution des salaires et des opportunités d'emploi engendrée par la crise de la COVID-19 a produit une contraction des revenus et de la capacité d'épargne chez une majorité des répondants MRE. En revanche, pour une petite minorité de répondants, localisés surtout en Amérique du Nord, la crise a produit des gains en termes de revenus. Les résultats de cette enquête confirment donc une tendance modérée à la polarisation de la richesse. Dans un contexte de perte de revenu, accompagné par un accès limité à la protection sociale même auprès des répondants « moins vulnérables », plusieurs MRE pourraient se retrouver dans l'incapacité à répondre à leurs besoins essentiels et à adopter des stratégies d'adaptation négatives. Des programmes de transfert de liquidité ou de biens essentiels pourraient permettre de faire face aux situations d'urgence, atteindre les personnes qui sont confrontées à de fortes difficultés dans l'immédiat, mais la transition à des mesures de protection plus structurelles devrait être progressivement envisagée.

Transferts de fonds

La contraction des revenus chez une majorité des MRE s'est traduite par une réduction de leur capacité d'envoyer des fonds vers le Maroc, alors que chez une minorité de répondants, cette capacité est restée stable ou a même très faiblement augmenté, particulièrement en Amérique du Nord et de façon plus mitigée en Europe. Dans ces deux régions, on peut imaginer que l'envoi de fonds a été dynamisé par les répondants les plus aisés, mais surtout par les mesures exceptionnelles de soutien aux revenus adoptées par les gouvernements de destination. En revanche, une partie des répondants dans les Pays du Golfe pourraient avoir dû puiser dans leurs économies pour assurer des transferts de fonds au Maroc. Il s'agit en effet des répondants les plus affectés par des pertes d'emploi et de revenu, qui n'ont pas pu bénéficier de mesures de soutien aux revenus et qui sont, en proportion, les plus nombreux à avoir leurs familles dans le pays d'origine. Si ces explications s'avéraient correctes, la capacité d'envoi de fonds de ces groupes de MRE pourrait s'épuiser au fur et à mesure que les interventions de soutien aux revenus ou la capacité d'épargne se contractent. Selon d'autres explications, l'augmentation des transferts de fonds pourrait être liée à la traçabilité et aux facilitations permises par l'utilisation des canaux numériques. Dans ce cas, l'expansion de ces canaux contribuerait à faciliter l'envoi de fonds malgré les contraintes à la mobilité internationale.

Emploi, mobilité et situation administrative

Les MRE déclarant avoir été particulièrement affectés sur le plan professionnel vivent dans les mêmes régions où les plans de mobilité futurs ont le plus changé chez les répondants, notamment en termes de propension à quitter le lieu de résidence. Ces résultats sont confirmés dans l'actualité par une baisse de l'immigration dans les Pays du Golfe et, dans une moindre mesure, dans les pays de l'OCDE. Ceci est problématique sur deux fronts. Premièrement, dans le cadre de cette étude, le fait que même les répondants qui vivaient depuis plusieurs années dans les pays de destination considèrent partir, représente une grosse perte pour le parcours d'intégration individuel et pour la société d'accueil. Deuxièmement, vu la surreprésentation des travailleurs étrangers dans les économies ou dans des secteurs spécifiques essentiels dans les pays cibles dans cette étude, ces mêmes travailleurs pourraient se révéler fondamentaux dans les efforts stratégiques pour relancer les économies de destination. Malgré le sentiment d'urgence dicté par la crise, une vision plus stratégique devrait s'intéresser aux besoins essentiels des marchés de l'emploi dans le moyen et long terme, et ceci à tout niveau de qualification. La pandémie a, en effet, bien montré que les travailleurs à faible qualification jouent un rôle économique essentiel, aussi comme (ou parfois plus) que celui joué par les travailleurs à haute qualification. Une reconnaissance de ceci pourrait, d'ailleurs, avoir un impact positif sur les comportements discriminatoires, auxquels même les répondants dans cette enquête ont déclaré être exposés.

Méthodologie et composition de l'échantillon

L'approche méthodologique choisie pour cette étude a permis de réaliser une enquête dans des conditions très contraignantes, qu'une méthode d'enquête traditionnelle aurait difficilement adressées¹¹⁰. Comme toute méthode d'enquête, celles-ci présente des limites et des points de force, qui ont comporté un travail de suivi attentif afin d'apporter tout ajustement nécessaire. Malgré l'ampleur des profils présentés, la surreprésentation des répondants MRE « moins vulnérables » relativement à leur statut migratoire et à leur régime de travail est un des défis qui ont été rencontrés. De cette limite, exposée dans les sections sur la méthodologie et les profils des MRE, découlent deux considérations. En premier lieu, qu'avoir un profil hautement qualifié, être résidant de longue durée et avoir un emploi formel ne sont pas conditions suffisantes pour protéger l'ensemble des répondants de l'impact socioéconomique de la pandémie de la COVID-19. Deuxièmement, le fait que même ce groupe de personnes ait été affecté (voire très affecté par les effets de la pandémie) offre des indications sur l'ampleur des possibles retombées de la crise sur les MRE les plus démunis.

La réalisation de cette étude plaide en faveur de la promotion de méthodes de recherche innovantes, afin d'en comprendre les modalités d'application et la réussite dans le contexte marocain. La valeur de chaque approche méthodologique doit se mesurer dans sa capacité à répondre aux questions de recherche dans son contexte d'application, afin d'en identifier les points de force et les limites, de les faire dialoguer avec d'autres méthodes d'enquête et de les croiser avec les données administratives disponibles. Cette enquête a éclairé certains aspects et fourni des orientations stratégiques relatives à des interrogatifs nombreux et vastes. Ceux-ci mériteraient, néanmoins, d'être approfondis, relativement aux groupes des MRE les plus vulnérables et les régions les plus affectées (notamment les Pays du Golfe). Des études de type longitudinal sur des sujets de type stratégique comme celui des transferts de fonds pourraient également fournir une idée plus nuancée de l'évolution des causes affectant la capacité d'envoi des fonds des MRE.

110 : Elle a permis d'obtenir des informations d'ordre stratégique, dans des temps très courts, sur une population avec une extension géographique extrêmement vaste (9 pays), sans disposer d'indications précises sur leur répartition au sein de chacun des pays de destination et en plus, dans un contexte de crise mondiale en évolution constante, qui a fourni peu de marge de planification et de mobilité internationale

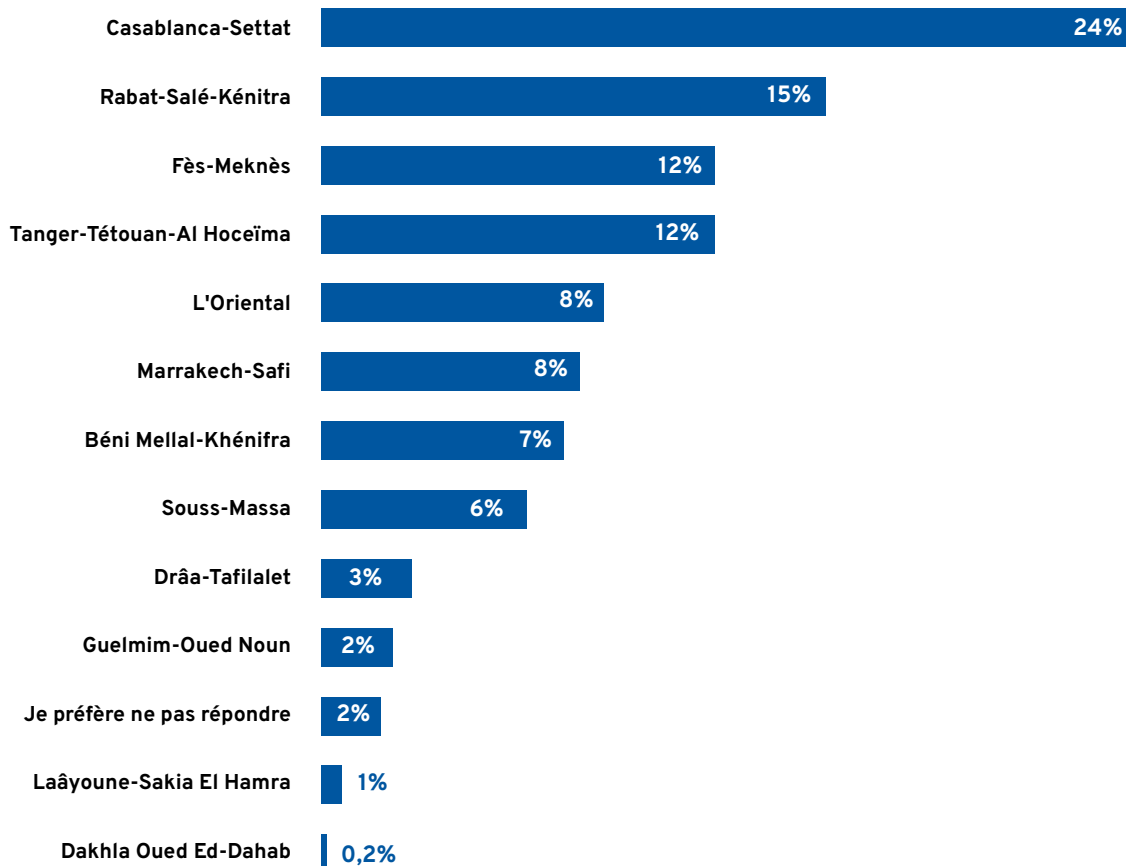
► Annexes

Information socio-démographique et localisation des répondants ayant répondu à la première partie du questionnaire d'enquête

Cette section fournit des indications sur le profil socio-démographique des 3226 répondants ayant répondu à la première partie de l'enquête (profil socio-démographique et localisation dans les pays cibles).

Origine des répondants MRE

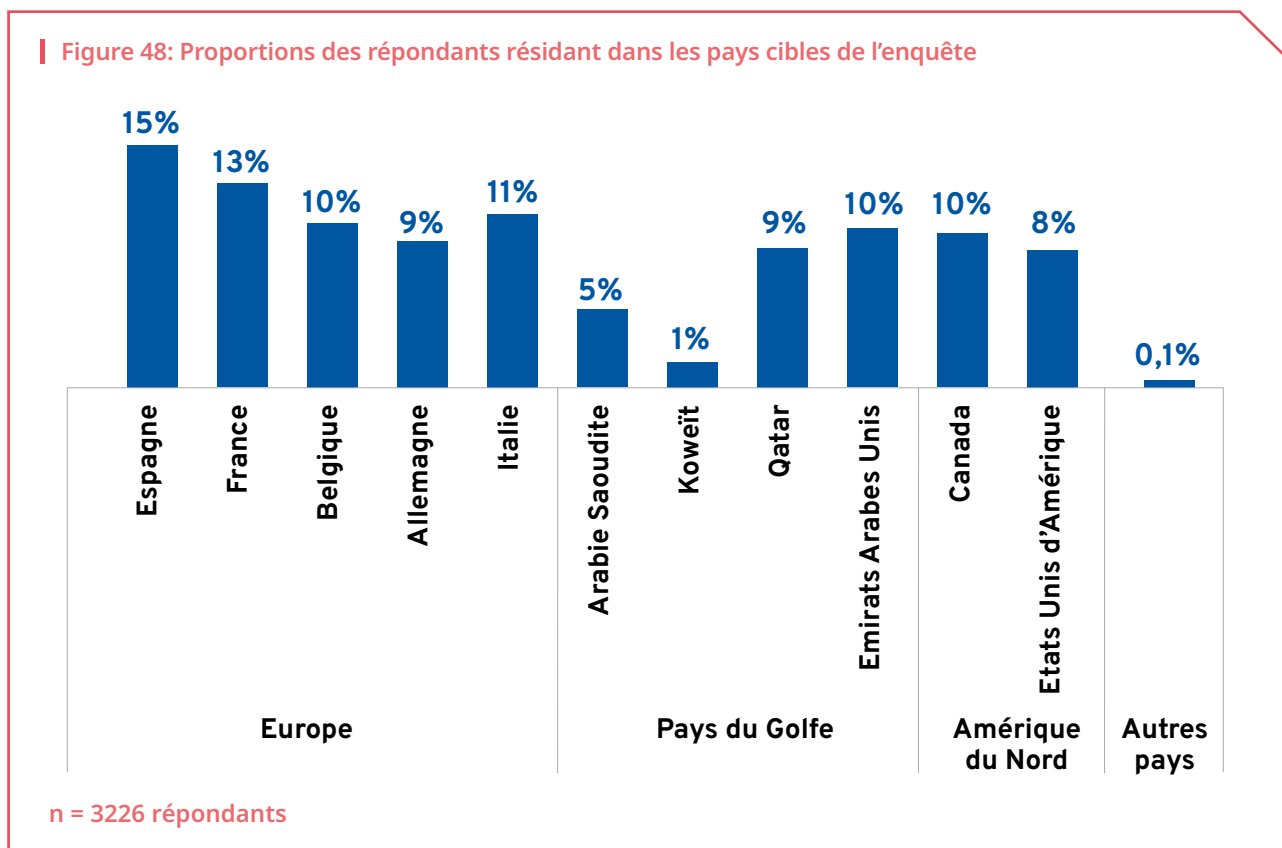
Figure 47 : Gouvernorat d'origine des travailleurs MRE



n = 3226 répondants

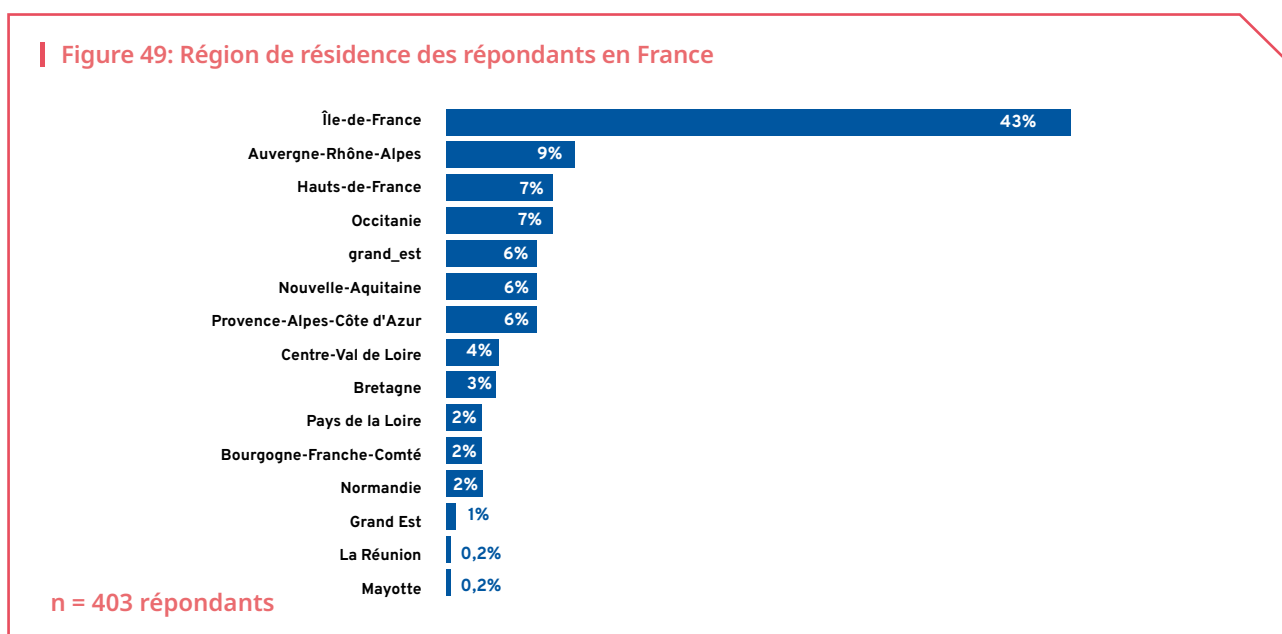
Localisation des répondants MRE

Accès à la protection sociale des répondants MRE

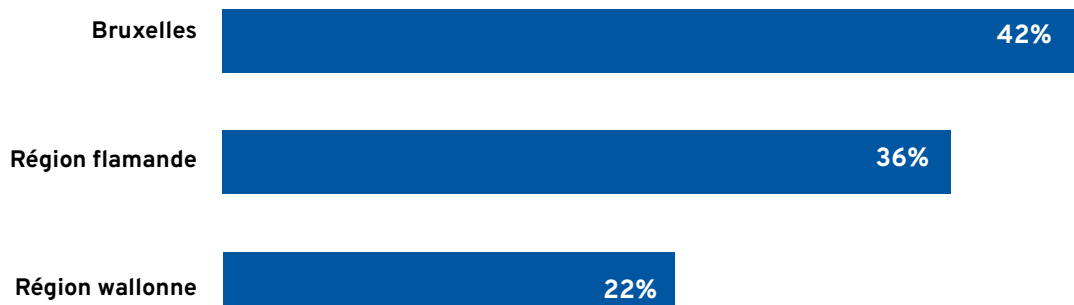


Localisation dans les pays de résidence

Europe

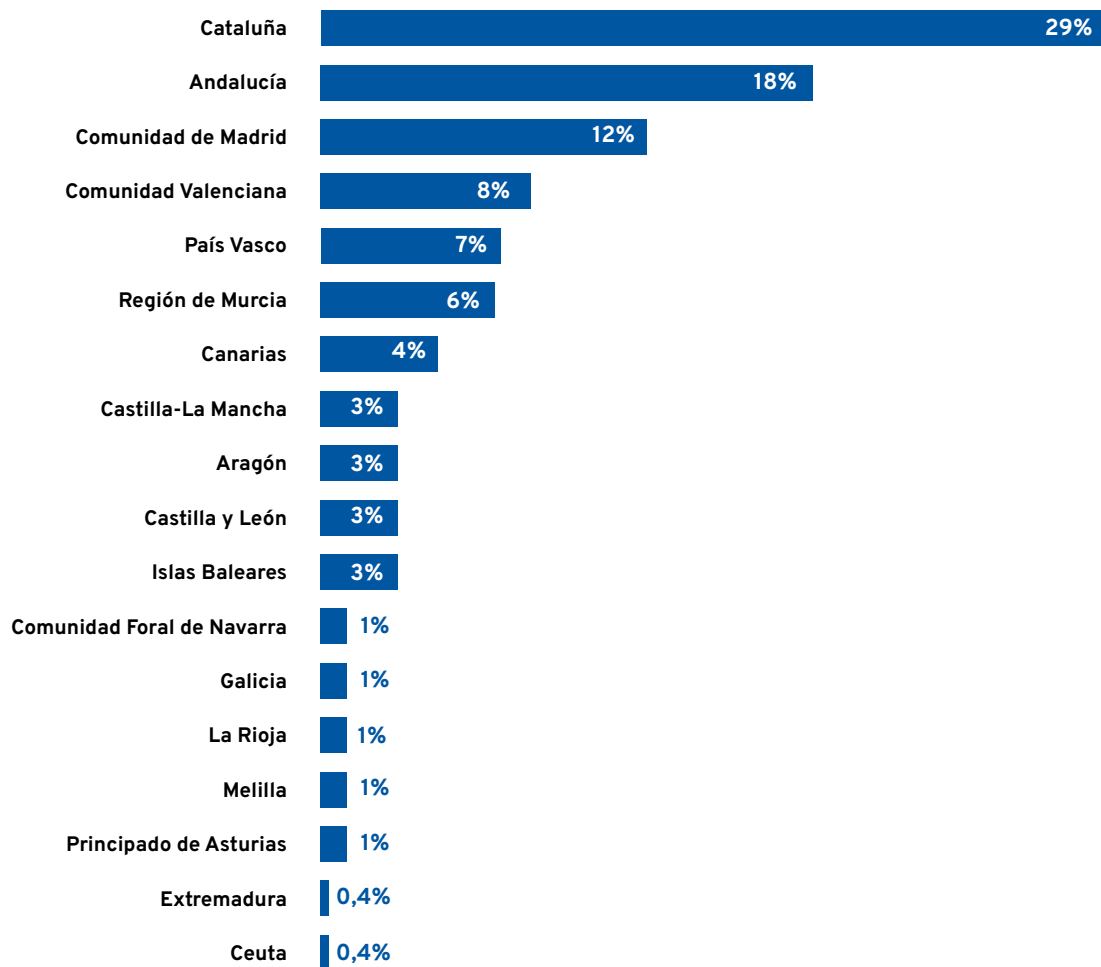


| Figure 50: Région de résidence des répondants en Belgique



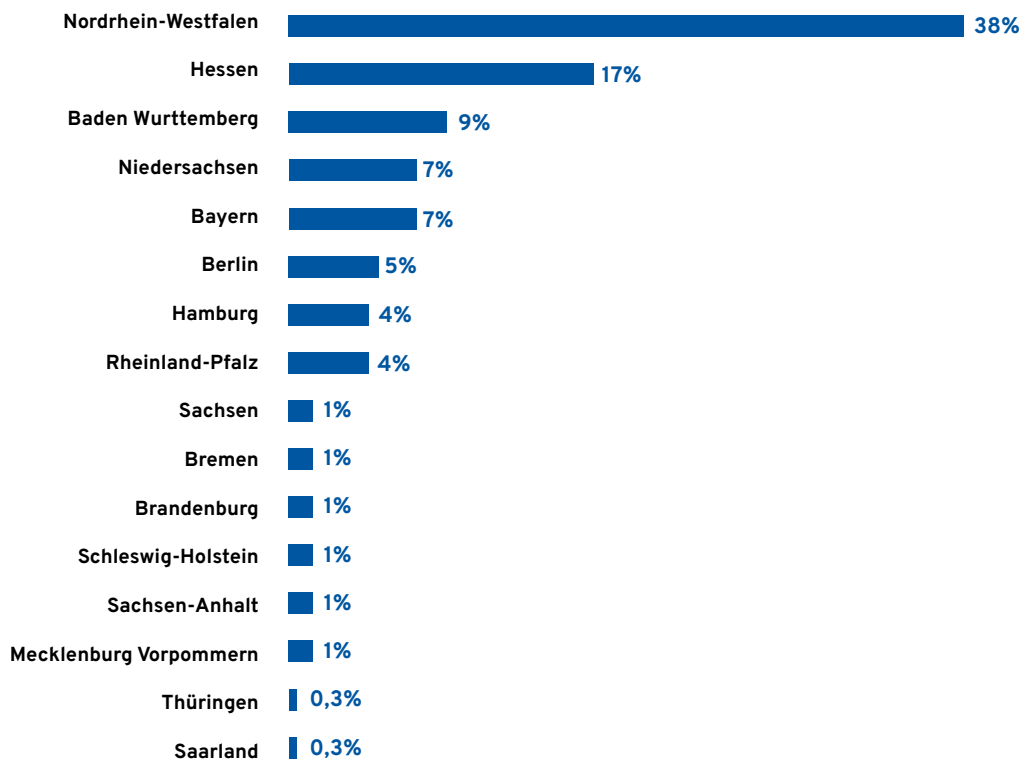
n = 317 répondants

| Figure 51: Région de résidence des répondants en Espagne



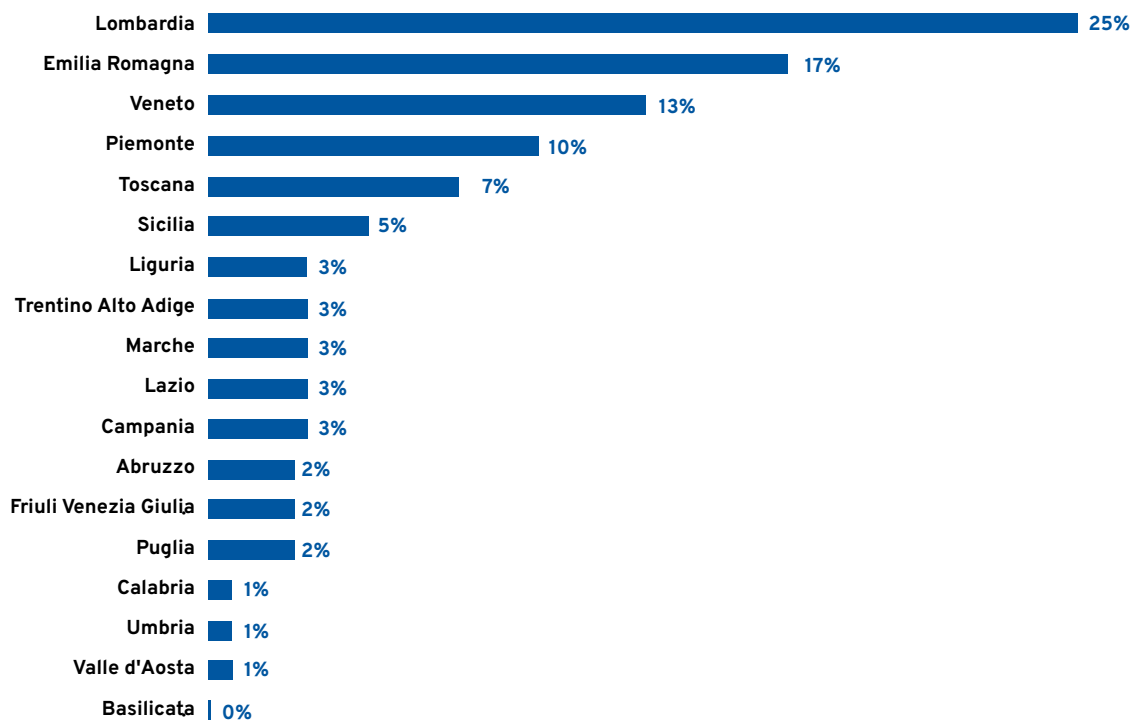
n = 476 répondants

Figure 52: Région de résidence des répondants en Allemagne



n = 290 répondants

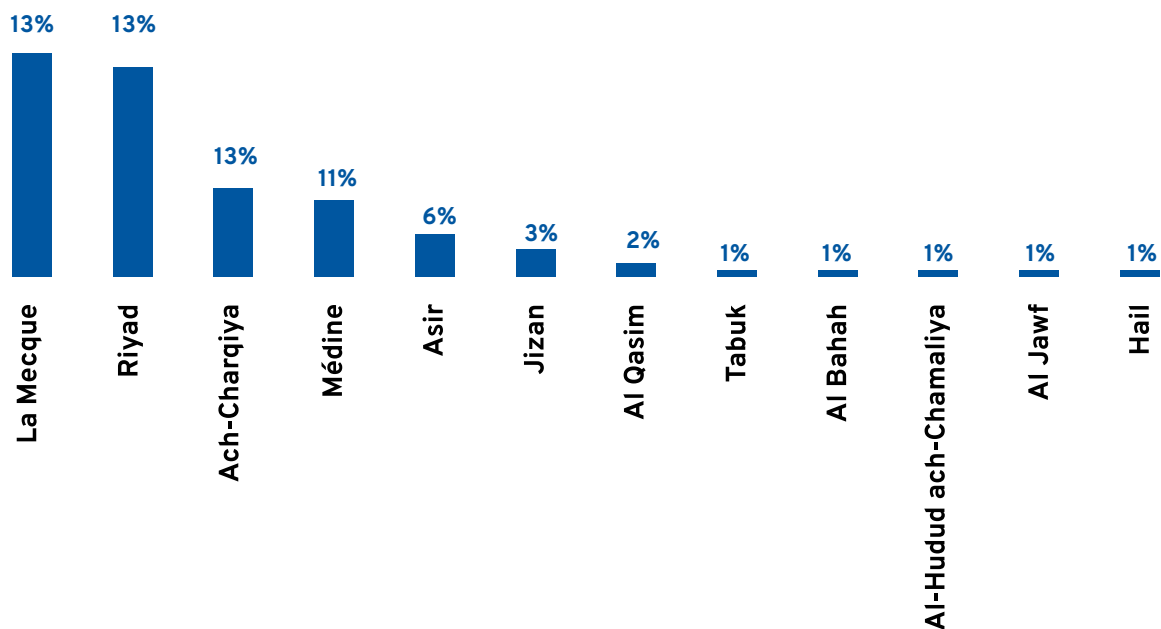
Figure 53: Région de résidence des répondants en Italie



n = 345 répondants

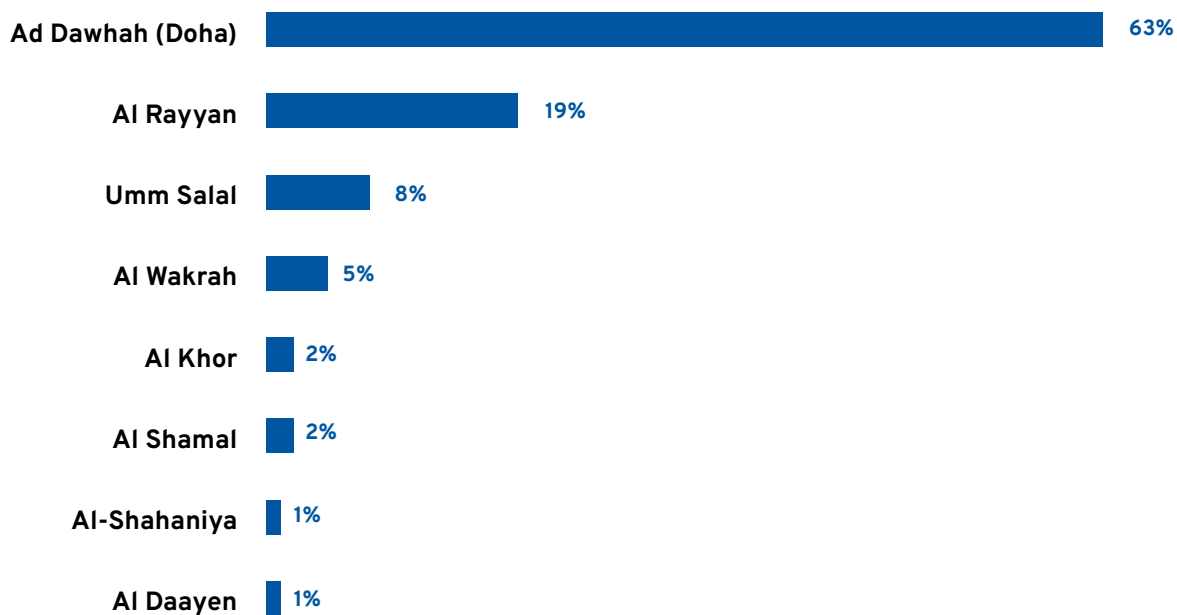
Pays du Golfe

Figure 54: Région de résidence des répondants en Arabie saoudite



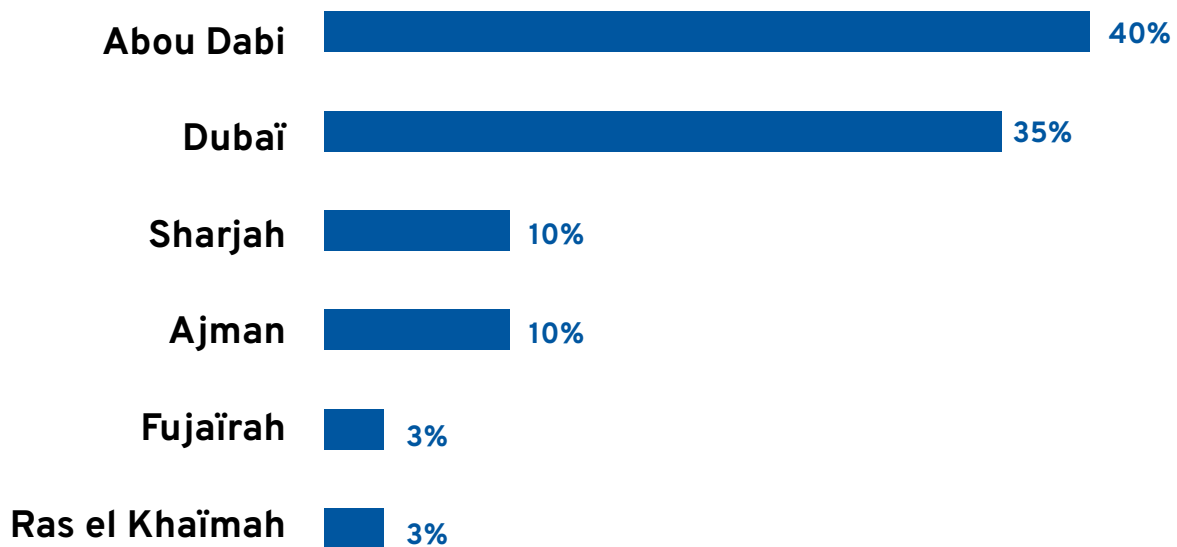
n = 150 répondants

Figure 55: Région de résidence des répondants au Qatar



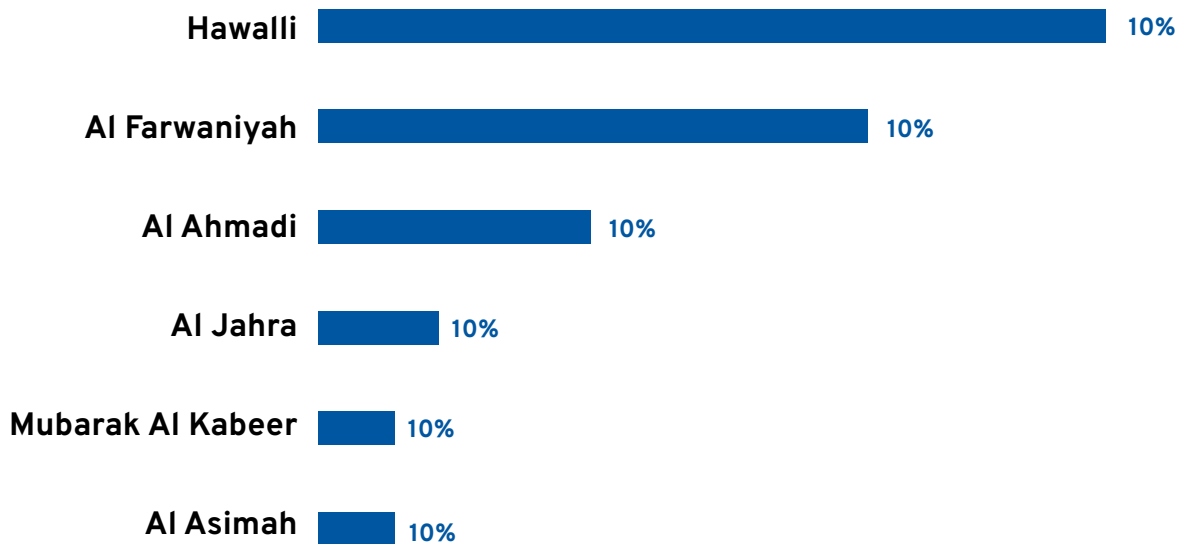
n = 270 répondants

Figure 56: Région de résidence des répondants aux Emirats arabes unis



n = 311 répondants

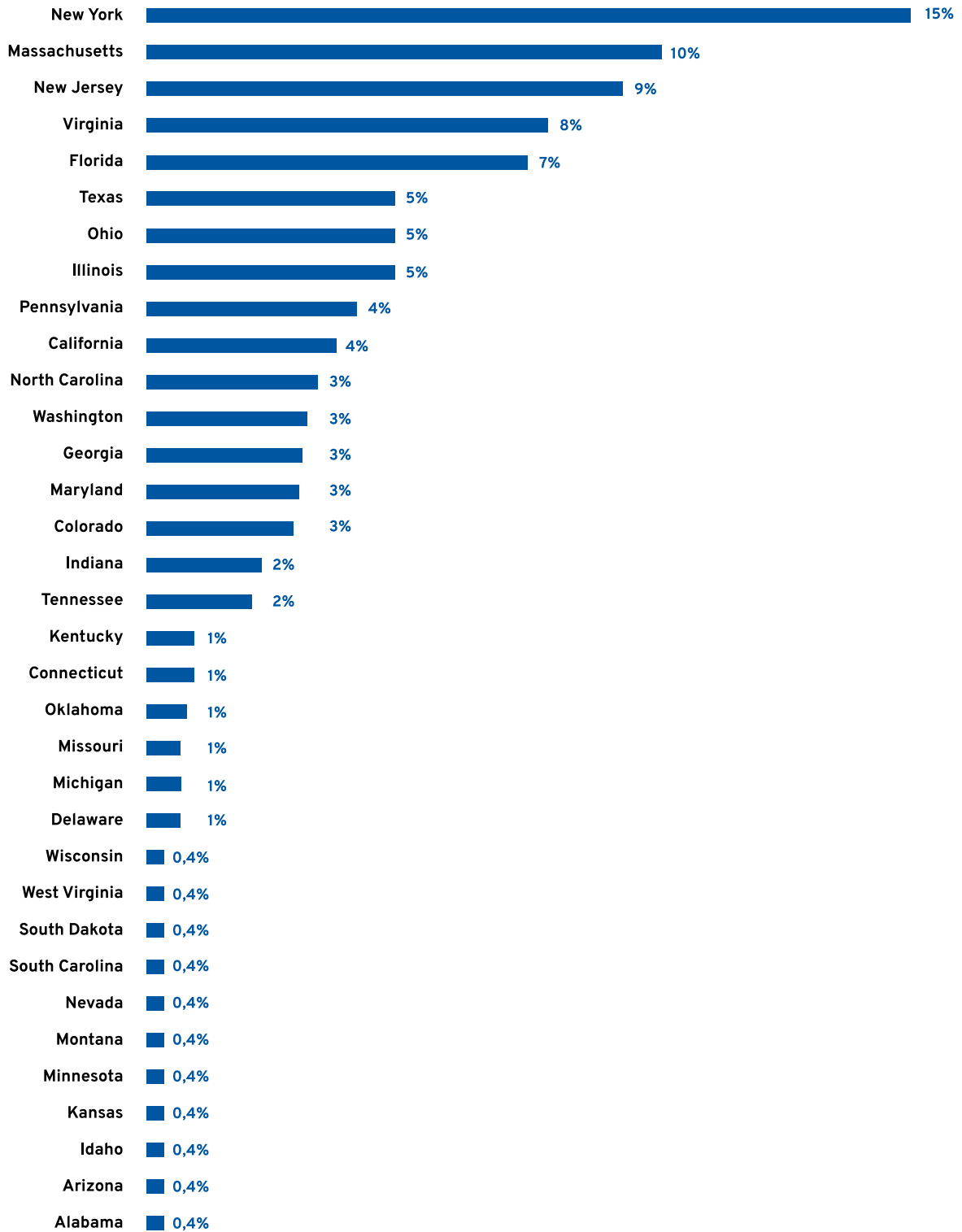
Figure 57: Région de résidence des répondants au Koweït



n = 48 répondants

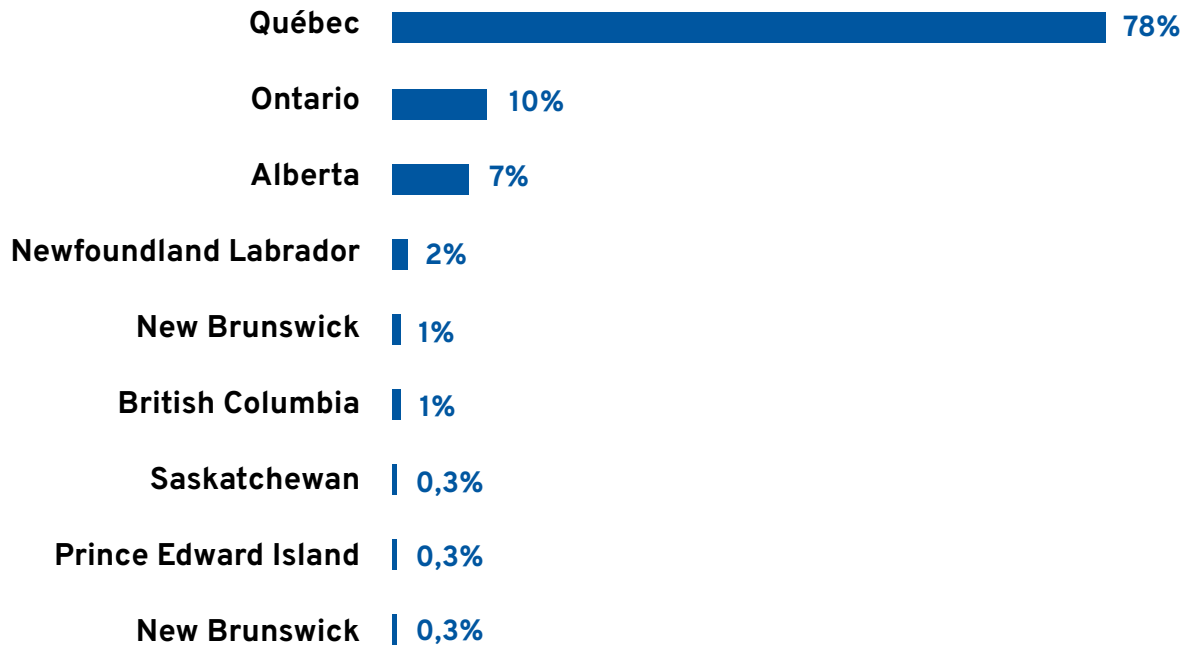
Amérique du Nord

Figure 58: Région de résidence des répondants aux Etats Unis



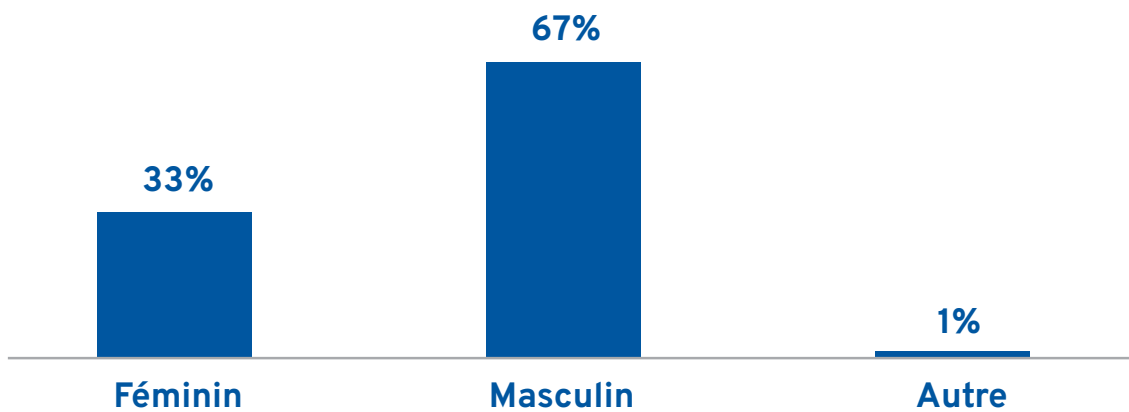
n = 268 répondants

Figure 59: Région de résidence des répondants au Canada



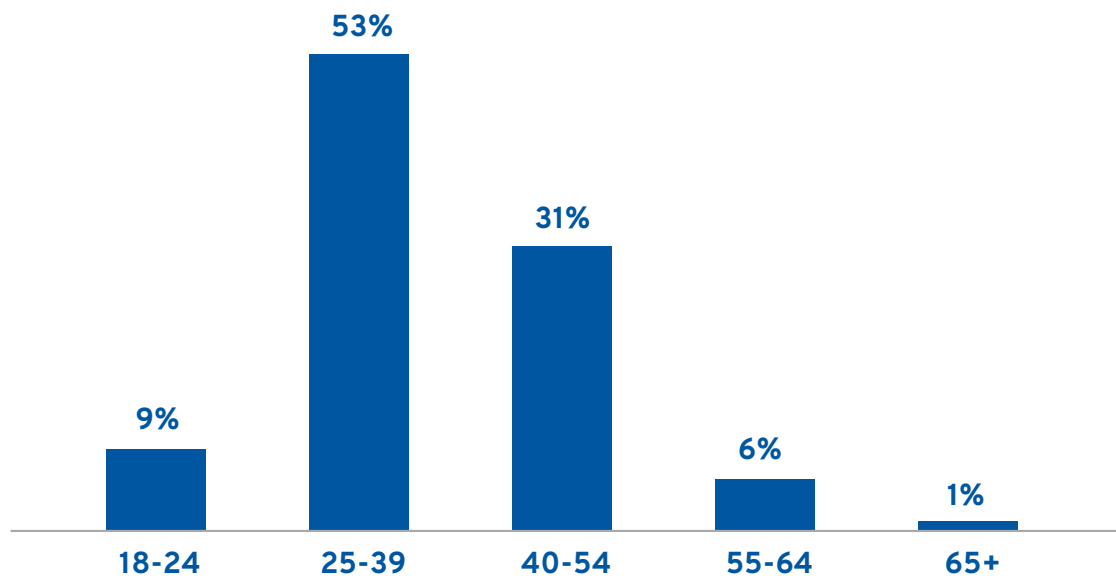
n = 301 répondants

Figure 60: Genre des répondants



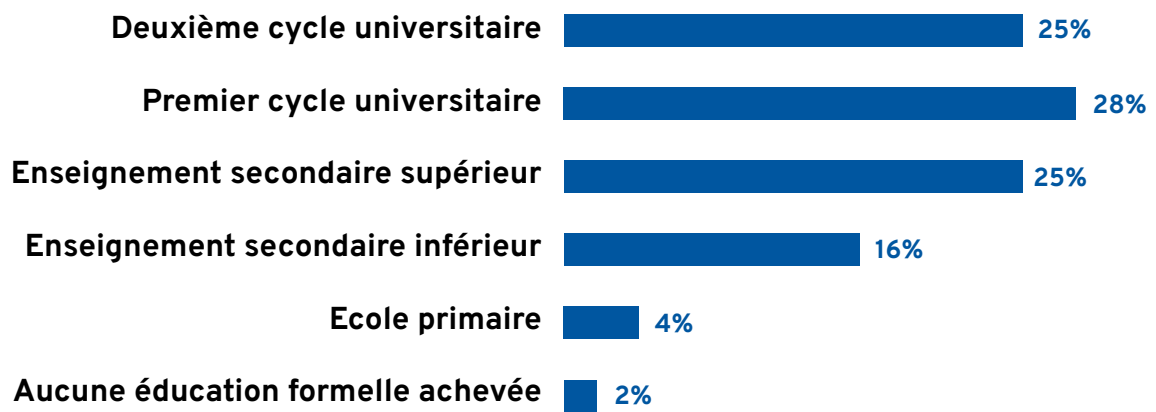
n = 3226 répondants

Figure 61: Tranches d'âge des répondants



n = 3226 répondants

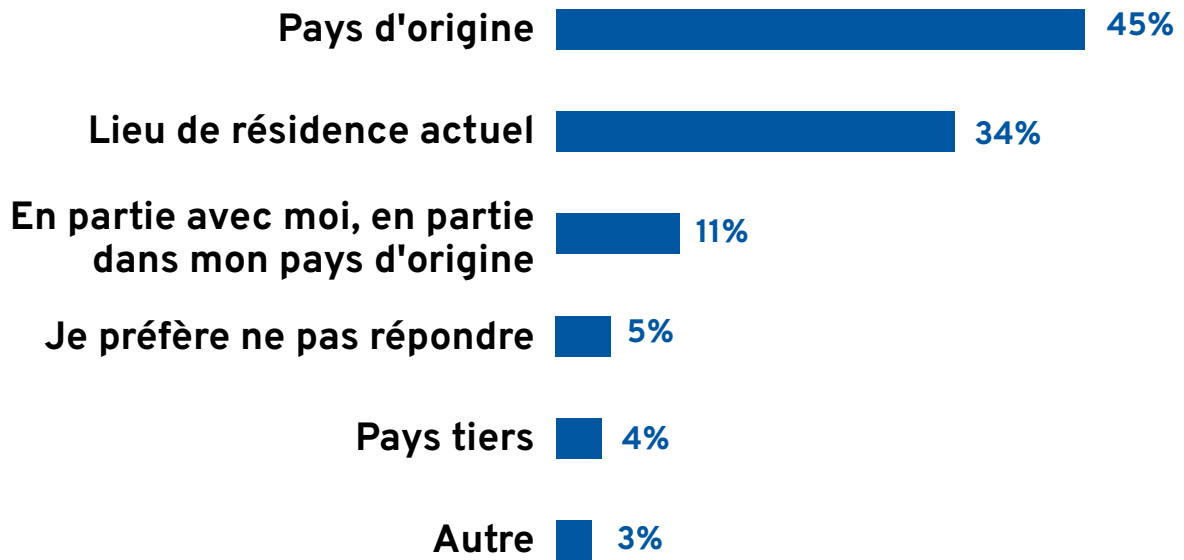
Figure 62: Niveau d'éducation des répondants



n = 3226 répondants

Lieu de résidence de la famille des répondants MRE

Figure 63: Lieu de résidence de la famille nucléaire des répondants



n = 3226 répondants



www.ilo.org



Ce programme est financé par l'Union européenne



Organisation internationale du Travail

IMPACT Shaping practices
Influencing policies
Impacting lives



THAMM

● Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa